

Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16858 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITaine

JEUDI 8 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Enquête sur les administrateurs judiciaires

Un ancien directeur de la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, a été mis en examen pour « corruption » le 1^{er} avril, dans l'enquête sur les liens financiers entre cette banque et les mandataires de justice. Un audit révélé par *Le Monde* décrit les « déviations » du système. p. 8 et notre éditorial page 18

Corse : la justice et José Rossi

Deux informations judiciaires contre X visant la gestion du conseil général de Corse-du-Sud, alors dirigé par l'ancien ministre José Rossi (DL), ont été ouvertes mercredi. p. 40



Dresden émouvante

Bombardée, défigurée, la capitale de la Saxe se reconstruit et retrouve son visage baroque et émouvant. Également en pages Voyages, deux week-ends portes ouvertes en Toscane et les nouvelles colonies de vacances. p. 30 à 32

La croissance française

La France a une croissance plus élevée que la plupart des pays européens. « La monnaie unique semble permettre de nouvelles divergences », explique Michel Fitoussi. p. 18



Le cinéma français aux Etats-Unis

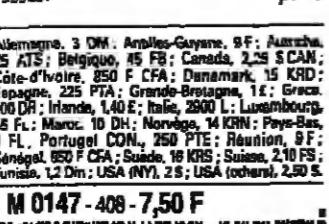
Soutenus par les critiques, les films français sont peu vus par les Américains. Avec les sorties de la semaine. p. 35 à 37

La bataille BNP contre SG-Paribas

Les conseils de la Société générale et de Paribas ont refusé massivement l'offre de la BNP. p. 22

Boris Berezovski sous mandat d'arrêt

Le parquet général de Russie a délivré, mardi, un mandat d'arrêt contre le baron de la politique et de la finance russes. p. 40



L'OTAN veut faire capituler Slobodan Milosevic

● Les Etats-Unis veulent pousser le président yougoslave à la reddition ● Jacques Chirac dénonce l'« épuration ethnique planifiée » par le « dictateur » ● Après avoir rejeté un cessez-le-feu, l'OTAN frappe pour la première fois une colonne de blindés serbes au Kosovo



● L'OTAN durcit le ton envers M. Milosevic p. 2 ● M. Chirac s'en prend au « dictateur » p. 2 ● L'offre de cessez-le-feu de Belgrade rejetée p. 3 ● Première attaque contre des chars serbes p. 4 ● Des liens « mafieux » Etsine-Milosevic ? p. 5

● M. Enzensberger répond à M. Chevènement p. 6 ● DOSSIER : huit années de terreur p. 14-15 ● DÉBATS : un point de vue de Jacques Attali p. 16 ● COMMUNICATION : les télévisions et la guerre p. 23 ● La revue de presse et nos chroniques p. 38 et 40

Ce plan « fer à cheval » qui programmat la déportation des Kosovars

LE DOSSIER Milosevic s'allourait. « On en apprend tous les jours un peu plus », dit un diplomate occidental dont les journées sont occupées par la guerre du Kosovo. Les responsables de l'OTAN sont, à juste titre, soucieux de convaincre l'opinion publique que l'exode des Albanais du Kosovo n'a pas commencé avec les frappes aériennes, qu'il est le résultat d'un projet longuement pensé et préparé par la direction serbe pour renverser la situation démographique dans la province. Une preuve supplémentaire leur en a été fournie, la semaine dernière, quand le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, a reçu des autorités d'un pays voisin - non précisé - de la Serbie la copie d'un plan du gouvernement de Belgrade détaillant la politique de nettoyage ethnique appliquée au Kosovo.

Ce texte est daté du 26 février, soit quelques jours après l'échec des négociations de Rambouillet, échec camouflé sous l'expression « difficultés de mise en œuvre », et un mois avant le début de la campagne aé

rienne de l'OTAN. Il porte le nom de code de « plan fer à cheval », sans doute pour symboliser la prise en tenaille des populations albanaises qui devaient être peu à peu repoussées en direction des pays voisins pour être finalement expulsées.

Ce texte de quelques pages prévoit notamment la déportation des Kosovars albanais habitant les centres urbains. Si son authenticité était confirmée, ce qui paraît faire peu de doute, il viendrait s'ajouter aux nombreux éléments permettant de penser que la politique appliquée par Slobodan Milosevic a été prémeditée. Après avoir fait mine en octobre 1998, d'accepter un retrait des forces serbes de la province pour écartier la menace de frappes de l'OTAN, l'homme fort de Belgrade n'avait pas attendu plus de quelques semaines pour masser des troupes autour du Kosovo et se préparer à toute éventualité.

Les Occidentaux reconnaissent aujourd'hui qu'ils ont sous-estimé la détermination meurtrière de leur adversaire. Des di

reignants des Etats ayant naguère appartenu à la fédération yougoslave, oui connaissent bien Slobodan Milosevic pour avoir négocié des nuits entières avec lui au début des années 90, les avaient pourtant mis en garde. Mais il leur était difficile, malgré le précédent bosniaque, de concevoir qu'à la fin du XX^e siècle, il se trouverait un dirigeant européen assez fou pour appliquer, avec des moyens modernes, un plan datant de 1937. A cette époque, Vaso Cubrilovic, un académicien serbe qui devait être plusieurs fois ministre sous Tito, avait « théorisé » l'expulsion des Arnautes (Albanais) du Kosovo... vers l'Albanie et la Turquie.

Le plan « fer à cheval » reprend ces idées avec une brutalité qui a époustouflé, s'il en résulte, les derniers doutes pacifistes du ministre allemand (Vert) des affaires étrangères : « Pour la première fois en ce siècle, a déclaré Joschka Fischer, l'Allemagne se trouve du bon côté... »

Daniel Vernet

POINT DE VUE

Chasser le Chevènement de notre tête

par Bernard-Henri Lévy

Monsieur Chevènement est en retard, ce matin-là. Les ministres, quand il pénètre dans la pièce, ont déjà débattu du Kosovo. Alors il ne dit rien. Il s'assied et ne dit rien.

Mais quand vient l'heure de se séparer il sort de sa serviette une page polycopiée de l'écrivain allemand Hans Magnus Enzensberger et, tel un professeur ou un pion, tel un de ces « grands éducateurs républicains » dont il a la nostalgie et qui donnerait, en la circonstance, une « colle » à des élèves dissipés, il distribue le polycopié à chacun de ses collègues : « Je ne dirai rien du Kosovo, prévient-il, je vous distribue seulement ce texte qui résume mon état d'esprit - c'est de la philosophie. »

Bizarre Chevènement, se disent, je suppose, les collègues. Bizarre texte qui, alors que l'émotion est à son comble, alors qu'il n'est question, dans le pays, que des moyens de voler au secours de nos frères européens du Kosovo et alors que les deux têtes de l'exécutif, d'une seule voix, disent leur détermination, cette fois, de ne pas laisser impunis

les crimes contre l'humanité et de ne pas répéter les erreurs de la guerre de Bosnie - bizarre petit texte, oui, qui exhorte à « renoncer aux fantasmagories d'une morale omnipotente », à conjurer le « piège » de la « théologie universelle » et de la « théologie des droits de l'homme », à « fixer des priorités », à « examiner », avant de trop s'engager en faveur des lointains Kosovars, « les différents degrés de la responsabilité », à faire « la différence », en un mot, « entre le proche et le lointain ». L'auteur est écrivain, répétons-le. Il est allemand. Et cet écrivain allemand aura été le premier surpris, j'en suis sûr, de se voir ainsi enrôlé dans la croisade d'un ministre français qui veut « fermer sa gueule » tout en l'« ouvrant » tout en conservant, quand même, son maroquin au sein de la majorité dite « plurielle ».

Lire page 16

Bernard-Henri Lévy est écrivain et directeur de « La Règle du jeu ».

Juste cause

POURQUOI la France fait-elle, avec d'autres, la guerre en Serbie ? A quel titre ? Au nom de quel intérêt vital, dans une région dont l'histoire nous a appris à nous méfier, face à un pays qui fut, au long de cette Histoire, l'un des nos plus fidèles alliés ? Quel peut donc être notre « but de guerre », puisque guerre il y a ? Et puisque la Serbie donne un premier signe qu'elle cherche une sortie à la crise, à travers un cessez-le-feu au Kosovo, pourquoi le refuser ?

Personne n'aurait sans doute souhaité devoir répondre à de telles questions, dans une Europe qui s'enorgueillit, à juste titre, d'avoir donné naissance à une Union qui avait pour but d'en finir avec la guerre. Pourtant on peut nourrir aucun doute sur les conditions qui ont fait naître une telle crise, et qui sont à rechercher dans les erreurs et les atermoiements de nos gouvernements dans les dix dernières années, plutôt que dans celles commises ces dix derniers jours, conditions qui font que seul un usage approprié de la violence contre l'actuel régime serbe peut mettre fin à une situation dommageable, au premier chef, pour ces dizaines de milliers de malheureux contraints à l'exil, mais aussi pour l'Europe tout entière.

L'urgence est là, celle de ces deux millions d'Albanais du Kosovo, livrés au « droit de glaive » de M. Milosevic. Mais, a-t-on protesté, le Kosovo fait partie intégrante de la Serbie, il en serait même le « cœur » historique ! En fait, les frontières entre les républiques qui, hier encore, formaient la Yougoslavie de Tito, ont été considérées comme un compromis de nature à stabiliser le processus de divorce, mais nullement comme le dernier mot. Et surtout, il est parent que les Albanais du Kosovo, qui avaient accepté de vivre dans une Yougoslavie fédérale, ne voulaient pas, ne veulent toujours pas, vivre dans une Serbie centralisée.

J.-M. C

Lire la suite page 18

Déception marseillaise



ROLLAND COURBIS

DÉCEVANTE soirée pour les supporteurs de l'Olympique de Marseille et pour l'entraîneur, Roland Courbis, dont les joueurs n'ont pu faire qu'un match nul (0-0) contre les Italiens du FC Bologne en demi-finales aller de la Coupe de l'UEFA. Solides en défense, les Italiens n'ont guère été inquiétés. Le match retour, le 20 avril, s'annonce difficile.

Lire page 29

International	2	Jean	33
France-étrangère	8	Météorologie	33
Régions	12	Carmel	34
Horizons	14	Culture	35
Entreprises	19	Guide culturel	37
Communication	23	Abonnements	38
Tableau de bord	26	Kiosque	38
Aujourd'hui	29	Radio-télévision	39

FAUCHON OUVRE LES PLUS GRANDES CAVES DE PARIS.

FAUCHON PARIS

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

هذا من الأصل

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999

BALKANS Dans son allocution radiotélévisée, mardi 6 avril, Jacques Chirac a estimé que « l'heure voulue et organisée par Milosevic dépasse aujourd'hui tout ce que

l'on peut imaginer » et qu'il voulait dire « aux autorités serbes que le cessez-le-feu qu'elles semblent envisager est indispensable mais insuffisant ». ● L'OTAN a mené, mer-

credi 7 avril, avec succès, un raid contre une colonne de véhicules blindés au Kosovo, a annoncé un responsable de l'Alliance à Bruxelles. L'attaque, opérée dans la

journée de mardi, constitue le premier raid direct contre des unités en activité au Kosovo et directement impliquées dans les déportations massives. ● M. MILOSEVIC est dé-

sormais présenté par les Occidentaux comme un dangereux dictateur et un criminel menacé par la justice internationale, et auquel on ne peut plus faire confiance.

L'OTAN ne semble envisager que la capitulation de Slobodan Milosevic

Après le rejet par les capitales occidentales de la proposition de cessez-le-feu de Belgrade, l'Alliance atlantique a intensifié ses raids aériens sur la République fédérale de Yougoslavie et attaqué pour la première fois des colonnes de véhicules militaires serbes au Kosovo

L'OTAN a rejeté, mardi 6 avril, un cessez-le-feu et une offre de solution politique proposée par Belgrade, parce qu'ils ne répondent pas aux exigences de la paix. Alors que la guerre du Kosovo entre dans sa troisième semaine, plusieurs réunions de coordination entre les alliés sont prévues à partir de mercredi. Les raids de l'aviation alliée près de Belgrade et au Kosovo continuent.

● Belgrade a fait une proposition en deux volets : militaire, en vertu duquel un cessez-le-feu a été décreté, dès 20 heures mardi, au Kosovo ; et politique, en proposant au dirigeant modéré kosovar, Ibrahim Rugova, d'élaborer en commun un « accord provisoire », qui conduirait, à terme, à une « autonomie substantielle » du Kosovo. Dans un communiqué lu à la radio-télévision, les gouvernements yougoslave et serbe ont précisé que cette proposition de cessation de « toutes les opérations de l'armée et de la police au Kosovo contre l'organisation terroriste UCK [Armée de libération du Kosovo] » est faite à l'occasion de la Pâque orthodoxe, célébrée cette année le 11 avril, « dans l'espérance que cette décision sera comprise comme un geste de bonne volonté ».

Lionel Jospin : « L'ONU devra jouer son rôle »

Voici quelques extraits des propos prononcés par Lionel Jospin, à l'Assemblée nationale, mardi 6 avril : « Notre engagement aux côtés des alliés (...) vise, depuis le début, à écraser l'appareil militaire et répressif serbe et à imposer une issue diplomatique et politique que M. Milosevic refuse obstinément depuis des mois. (...) Arrêter unilatéralement les frappes sans que nous ayons atteint nos objectifs reviendrait à accepter les conditions de M. Milosevic et sacrifier le sort des Kosovars. Mais la poursuite des frappes, inévitable aujourd'hui, ne doit pas nous interdire la recherche des solutions politiques et diplomatiques. A cette fin, (...) je suis convaincu que l'organisation des Nations unies devra jouer son rôle, (...) coordonner les opérations de soutien aux réfugiés, puis assurer le retour de ceux-ci une fois la paix revenue. Elle devrait aussi garantir leur sécurité dans un Kosovo autonome et conférer sa légitimité à la force multinationale qu'il faudra vraisemblablement déployer à cette fin. »

Quant à l'« accord provisoire simple », il devrait rendre possible « le travail d'organes d'auto-administration des communautés nationales albanaise et serbe et des autres communautés nationales ». Au terme d'une période donnée, cet accord constituerait une base pour aménager durablement une autonomie substantielle du Kosovo dans le cadre de la Serbie et de la Yougoslavie. »

Belgrade a également invité M. Rugova à œuvrer avec lui à un « programme pour le retour des réfugiés, avec une participation adéquate du Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) et du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) ».

● La réponse de l'OTAN a été négative : « Le cessez-le-feu unilateral proposé par la République fédérale de Yougoslavie et le gouvernement de Serbie est de toute évidence insuffisant », a déclaré le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana. « Avant qu'un cessez-le-feu puisse être envisagé, le président Milosevic doit répondre aux exigences posées par la communauté internationale. » C'est « clairement insuffisant », a commenté Washington, qui a en outre demandé la « libéra-

tion » de M. Rugova. Cette offre « pourrait être un signe qu'il [le président yougoslave] est secoué », a commenté le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon.

● Le président français Jacques Chirac, qui a qualifié M. Milosevic de « dictateur » et dénoncé la « monstrueuse opération d'épuration ethnique planifiée » au Kosovo, a jugé l'offre serbo-yougoslave « indispensable », mais « insuffisante ». Londres l'a qualifiée de « très insuffisante » et le ministre allemand de la défense, Rudolf Schaar, a estimé que la place du président yougoslave était « devant le tribunal des criminels de guerre de

Rambouillet ». ● La Russie espère au contraire que la proposition de Belgrade constitue un « tournant sérieux dans les événements en Yougoslavie », a déclaré Sergueï Prikhodo, conseiller de Boris Eltsine

Belgrade jugera les trois prisonniers américains en tant que « terroristes internationaux »

Le vice-premier ministre serbe, Vojslav Sesej, a affirmé que les trois soldats américains faits prisonniers par l'armée yougoslave seraient jugés en tant que « terroristes internationaux ». Dans un entretien publié mardi 6 avril par le quotidien populaire russe *Moskovski Komossolet*, il a estimé qu'« étant donné que l'Amérique n'a pas déclaré la guerre à la Yougoslavie, ces Américains ont le statut non de prisonniers de guerre, mais de terroristes internationaux. Nous allons les juger selon la loi yougoslave », a-t-il ajouté. Pour les Etats-Unis, ce sont des prisonniers de guerre, qui doivent être traités selon la convention de Genève. — (AFP)

● La Haye. Paris et Londres ont exigé la réponse de Belgrade à plusieurs exigences : un cessez-le-feu vérifiable ; le retrait des forces serbes du Kosovo ; le déploiement d'une « force de sécurité internationale » dans la province ; le retour des réfugiés dans leurs foyers ; un accès sans restrictions à l'aide humanitaire ; enfin, un « cadre politique sur la base des accords de Rambouillet ».

● La Russie espère au contraire que la proposition de Belgrade constitue un « tournant sérieux dans les événements en Yougoslavie », a déclaré Sergueï Prikhodo, conseiller de Boris Eltsine

pour les affaires internationales. La Grèce estime que la proposition serbo-yougoslave est un « premier pas » et une « chance d'établir la paix qu'il ne faut pas laisser passer ». Le Vatican a souhaité « une attitude ouverte », et qualifié la proposition de Belgrade de « pas important vers la paix ».

● Au 15^e jour de la guerre, les consultations s'intensifient. Le

ministre américain de la défense, William Cohen, était attendu mercredi à Bruxelles pour des entretiens avec les responsables de l'OTAN. Il y a été précédé mardi par le chef d'état-major américain, Henry Shelton. Les directeurs politiques des six pays du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, Russie, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie) devaient se réunir de leur côté à Bruxelles.

Le ministre macédonien des affaires étrangères, Aleksander Dimitrov, est attendu jeudi à la Commission européenne à Bruxelles et le lendemain à l'OTAN. Une rencontre des directeurs politiques du G8 (les sept pays les plus industriels et la Russie) est prévue vendredi et samedi à Dresde, en Allemagne. ● La coordination de l'aide humanitaire aux réfugiés sera assurée par le HCR, a décidé mardi une conférence internationale sur cette question réunissant 56 pays, le CICR et plusieurs ONG à Genève. Les participants ont approuvé le principe d'une évacuation temporaire vers des pays tiers des réfugiés qui le souhaitent. Mardi, le HCR indiquait que 450 000 Kosovars ont fui la province depuis le 24 mars. Les ministres des affaires étrangères de l'UE rencontraient leurs homologues des pays proches du Kosovo jeudi à Luxembourg pour examiner la question des réfugiés. M. Chirac a demandé que le Conseil européen du 14 avril soit consacré à la discussion du problème des réfugiés.

● Les bombardements de l'aviation alliée ont touché mardi soir des immeubles d'habitation dans le centre de Pristina, chef-lieu du Kosovo, a affirmé la radio-télévision serbe. Une série d'explosions ont également été entendues mardi soir à Belgrade. Plusieurs cibles dans le sud-ouest du pays ont également été bombardées. Douze personnes avaient été tuées lundi soir par un raid allié sur la ville d'Aleksinac, au sud de Belgrade. L'OTAN a admis une erreur de tir.

Jacques Chirac : « Les alliés unis doivent poursuivre leur mission »

VOICI le texte intégral de l'intervention radiotélévisée, mardi soir 6 avril, du président Jacques Chirac sur la situation au Kosovo :

» Comme je l'avais dit la semaine dernière, je voudrais faire à nouveau le point avec vous sur la situation au Kosovo. L'horreur voulue et organisée par Milosevic depuis aujourd'hui tout ce que l'on peut imaginer. En accord avec le gouvernement, je vous redis que ce n'est pas acceptable.

» Des centaines de milliers de Kosovars ont été chassés vers l'Albanie, le Monténégro et la Macédoine. Contrirement à ce que dit la propagande du dictateur, ils n'ont été pour échapper aux frappes de l'OTAN. Ils ont fui, et tous en témoignent unanimement, devant les soldats et les miliciens serbes qui les chassent, sous menace de mort, après leur avoir tout pris. Il s'agit là d'une monstrueuse opération d'épuration ethnique planifiée et conduite avec le plus grand cynisme et la plus grande cruauté par le régime serbe.

» L'aide humanitaire est à l'œuvre, progressivement, dans l'ensemble de la région. La France y prend toute sa part. Je voudrais rendre hommage à tous ceux, civils, militaires, volontaires des organisations humani-

taires qui se mobilisent avec cœur, avec compétence. Et je veux aussi vous rendre hommage, à vous qui, par des gestes personnels, exprimez votre générosité.

» Mais nous devons faire davantage.

» D'abord pour les réfugiés. Faut-il envisager leur transfert dans les pays occidentaux ? Je ne crois pas que cela soit la solution, même si elle donne l'impression d'être celle du cœur. Ce nouvel exode, refusé d'ailleurs par la plupart d'entre eux, conduirait à les éloigner plus encore de leur terre, des villages et des villes où ils ont le droit de revenir et de vivre librement et en paix. Nous devons, bien sûr, prendre en compte les situations exceptionnelles, les situations de plus grande détresse, et sur la base d'un volontariat clairement exprimé. Mais nous ne devons rien accepter qui puisse faire le jeu de Milosevic, dont l'ambition est clairement de chasser les Kosovars définitivement et le plus loin possible de chez eux. Perspective qui est précisément combattue par les forces alliées au nom de la morale et des droits de l'homme.

» Pour être efficace, notre solidarité doit s'exprimer aussi à l'égard des pays qui accueillent ces réfugiés, l'Albanie, la Macédoine, le Monténégro. Seul un véritable plan d'urgence peut leur permettre de surmonter les difficultés économiques et financières qui les assaillent. J'ai proposé cet après-midi au chancelier Gerhard Schröder, qui préside actuellement l'Union européenne, de faire de notre prochain conseil européen, le 14 avril, un conseil exceptionnel destiné à prendre les nouvelles mesures qui s'imposent.

» Mais ces légitimes préoccupations humanitaires ne doivent pas nous faire oublier la nécessité de poursuivre notre effort militaire.

» Je vous ai dit, y a quelques jours, que cette action demanderait du temps et de la détermination. Je le répète aujourd'hui. Les frappes engagées contre le régime serbe ont pour objectif la destruction des moyens dont il dispose pour chasser les Kosovars par la terreur et par le crime. Jour après jour, l'action des alliés conduit à l'étonnante progression de cet appareil militaire serbe. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes attaqués aux dispositifs de commandement, aux moyens de communication, à certains points stratégiques ou dépôts de carburant. Nous l'avons fait en prenant soin d'éviter au maximum les dommages civils. Ces frappes doivent se poursuivre, notamment sur les forces militaires, jusqu'à ce que ce régime cesse sa répression criminelle et permette réellement le retour chez eux des réfugiés. Ou alors jusqu'à ce qu'il n'ait plus les moyens de poursuivre ses funestes deesses.

» Je veux croire que le peuple serbe pour lequel nous n'avons qu'estime et amitié, vivra enfin les yeux sur la réalité de son régime. Dans le même temps, il appartient aux

Européens, aux Américains, aux Russes, sous l'autorité de l'ONU — je le souhaite — de rechercher les voies d'un accord politique assurant la stabilité et la paix dans une partie de l'Europe qui vocation à rejoindre, le moment venu, notre Union européenne.

» Je veux vous dire ce que l'action menée par Milosevic ne triomphera pas. La barrière ne peut avoir le dernier mot. La justice doit passer et les criminels devront rendre des comptes. Les Européens unis, les alliés unis, doivent poursuivre leur mission. Ils le feront jusqu'à son terme.

» Notre ambition d'un Kosovo où chacun pourra vivre en paix demeure entière. Notre ambition d'une solution politique demeure le fondement de notre action. En plein accord avec le gouvernement, je voudrais dire aux autorités serbes que le cessez-le-feu qu'elles semblent envisager est indispensable, mais insuffisant. Dans le cadre d'un accord politique, il doit impérativement s'accompagner de l'ensemble des mesures permettant un retour effectif de la paix et de la sécurité au Kosovo.

» Mes chers compatriotes, en terminant, je vous invite à exprimer en notre nom à tous, au nom de la nation réunie, une pensée d'estime et de reconnaissance à nos soldats et à tous les soldats alliés qui participent aux opérations pour la paix et pour le droit dans les Balkans. »

Il n'est plus possible de négocier avec « un dictateur »

SLOBODAN MILOSEVIC n'est plus un honneur avec lequel on négocie. Ce que lui demandent les Occidentaux, c'est d'obéir sans condition à des exigences qu'ils lui ont rappelées mardi 6 avril. Le maître de Belgrade a, certes, toujours le pouvoir de stopper l'intervention aérienne de l'OTAN, mais de cette manière seulement, pas à moins.

Bill Clinton et Tony Blair avaient mis en garde mardi — avant même que ne soit connu la proposition de cessez-le-feu faite par Belgrade à l'armée de libération du Kosovo — contre toute manœuvre dilatoire du président yougoslave. Le chef du gouvernement britannique avait appelé à se méfier de tout prétendu « plan » que pourrait à tout moment sortir de son chapeau M. Milosevic, afin de se faire une fois de plus passer pour un « faiseur de paix ». Cela l'annonçait par Belgrade de ses propositions, la réponse arriva, catégorique, de plusieurs capitales occidentales : « insuffisant », « inacceptable », « absurde ». Quelques heures plus tard, les ministères des affaires étrangères de plusieurs pays européens, conscients que les manœuvres de Slobodan Milosevic peuvent encore faire tanguer les opinions occidentales, prenaient la peine de formuler une ré-

ponse allant dans le même sens mais moins lapidaire. Ils rappelaient, sous la forme des cinq questions suivantes posées à Slobodan Milosevic, ce que l'on attend de lui :

» M. Milosevic est-il prêt à un règlement vérifiable de toute offensive et de toute répression ?

» M. Milosevic accepte-t-il un retrait de ses troupes militaires, paramilitaires et de police du Kosovo ?

» M. Milosevic accepte-t-il la mise en œuvre immédiate du droit au retour des réfugiés au Kosovo ?

» M. Milosevic accepte-t-il le déploiement d'un cadre politique sur le Kosovo sur la base des accords de Rambouillet ?

» M. Milosevic accepte-t-il le déploiement d'une force de sécurité internationale ?

La seule marge laissée au président yougoslave, c'est dans la forme interrogative : il a encadré la possibilité de répondre oui à tout.

En fait, les dirigeants occidentaux, au moins à Washington, Londres et Paris, ne croient plus à la possibilité d'un arrangement honnête avec M. Milosevic. Comment croire au discours d'un homme qui annonce trois jours de cessez-le-feu en même temps qu'il sème la terreur et jette sur les routes de l'exode des civils par centaines de

milliers ? Comment croire à la paix avec un dictateur criminel, maléfice et dévastateur de surcroit. On ne peut lui faire aucune concession.

» **LA JUSTICE DOIT PASSER** :

MM. Jospin et Chirac, d'une même voix, ont fait comprendre mardi quel destin ils souhaitent au président yougoslave : les auteurs des « crimes contre l'humanité » n'échapperont pas à la justice internationale », a dit l'un ; « la justice doit passer et les criminels devront rendre des comptes », a dit l'autre. Autrement dit, Slobodan Milosevic, un jour ou l'autre, devra faire face à une incalpitation du Tribunal de La Haye qui signera définitivement sa

peine politique. Depuis des mois, le TPII instruit le dossier du Kosovo et l'on peut supposer que les services de renseignement occidentaux ne lui refusent pas, cette fois, leur coopération. Le procureur de ce Tribunal, Louise Arbour, a lancé des mises en garde à Slobodan Milosevic ces derniers jours. « On a déjoué les preuves qui permettraient de l'inculper », dit un responsable politique français.

M. Milosevic n'est plus l'homme de la négociation, mais il peut encore être celui de la reddition. C'est la seule éventualité que l'on malentend ouverte. De cette éventualité même, certains Occidentaux doutent très fortement : un haut responsable à Paris se disait récemment convaincu que « toute solution devrait lui être imposée ».

Qui devient, dans ce contexte, la stratégie occidentale ? En ce qui concerne l'objectif politique, on maintient la référence au plan de Rambouillet prévoyant une autonomie du Kosovo, mais on ne l'évoque plus que comme un « cadre ». Même si l'on suppose en effet que M. Milosevic finisse par l'approver, on voit mal comment les Kosovars, qui n'y avaient soutenu qu'avec difficulté début mars, pourraient encore l'accepter tel

que, comme si rien, entre-temps, ne s'était passé. L'idée d'autonomie ne leur suffira plus et, si on leur refuse encore l'indépendance formelle, sans doute faudra-t-il pour espérer pacifier la région, placer le Kosovo sous un véritable protectorat international, et pour longtemps. C'est à quoi songent vraisemblablement les dirigeants français lorsqu'ils disent leur disposition à rechercher « sous l'autorité de l'ONU » une solution politique.

Sur le plan militaire, tant que M. Milosevic n'obtempère pas, l'objectif a dit Jacques Chirac est de « détruire » (non plus de « réduire ») son appareil de répression. Les Occidentaux ont réaffirmé, mardi, leur détermination à engager encore davantage de moyens pour y parvenir. Aucun d'entre eux ne veut donner plus de détails. Mais il paraît de plus en plus probable que, si l'on souhaite faire échapper le Kosovo à la répression et y réinstaller les populations déportées, il faudra préparer militairement le terrain pour ce retour, c'est-à-dire intervenir au sol dans un contexte, au mieux extrême, mais néanmoins hostile.

Claire Tréan

كذا عن الأصل



L'OTAN rejette l'offre de cessez-le-feu yougoslave et étudie une « sortie de crise »

La France souhaite la réintégration de l'ONU et de la Russie dans le processus de règlement du conflit

BRUXELLES

de notre correspondant

Parvendredi 7 avril en fin d'après-midi au siège de l'OTAN à Bruxelles, la proposition du gouvernement de Belgrade instituant un « cessez-le-feu unilatéral » au Kosovo a été, à partir de ce même jour à 20 heures et suivi d'égards, rejetée comme « de toute évidence insuffisante » par Javier Solana, secrétaire général de l'Alliance. Ce n'était pas une surprise, puisque, quelques heures auparavant, Washington et Londres avaient clairement rejeté cette initiative, suivis en cela par Jacques Chirac et la plupart des dirigeants européens. D'intenses consultations avaient eu lieu dans l'après-midi entre Paris, Londres, Bonn et Washington pour mettre au point la réponse occidentale à la démarche de Slobodan Milošević.

Cette offre a néanmoins suscité un débat au sein du Conseil atlantique. Deux pays, la Grèce, sensible à l'idée d'une trêve pendant les fêtes de la Pâque orthodoxe, et l'Italie, où l'opération « Force alliée » suscite des tensions au sein de la majorité gouvernementale, ont manifesté le souhait de ne pas rejeter en bloc ce cessez-le-feu et d'en faire la première marche d'une stratégie de « sortie de crise ». Il a donc fallu pendant de longues heures « limiter au plus fin les termes du communiqué du secrétaire général », comme le constate un diplomate. Le résultat est néanmoins une fin nette de non-rejet. Javier Solana rappelle que l'action militaire de l'OTAN vise à l'établissement de « la paix, de la multiethnicité, de la déminage pour un Kosovo où le peuple tout entier pourra vivre en sécurité ». Ces objectifs ne peuvent être atteints, selon l'OTAN, que « par le retour de tous les réfugiés, et partant, le dé-

placement d'une force de sécurité internationale, le retrait des forces armées, forces de police et forces paramilitaires serbes, et la mise en place d'un cadre politique pour le Kosovo qui soit fondé sur les accords de Rambouillet ».

Pour l'Alliance, la proposition de Belgrade montre que les bombardements « commencent à faire mal »

Le communiqué de l'Organisation atlantique ne prend pas la formule qui était de rigueur il y a encore quelques jours, sur la nécessité d'avoir au Kosovo une force internationale « dirigée par l'OTAN ». C'est un petit signe d'ouverture envers les Russes, avec lesquels la discussion devait être officiellement reprise, mercredi 7 avril, au sein du « Groupe de contact ». Les contours de cette force doivent être aussi repensés, dans la mesure où elle n'aurait plus seulement la tâche de surveiller l'application d'un éventuel accord, comme prévu dans le texte de Rambouillet, mais aussi d'assurer le retour des réfugiés.

Dans les couloirs de l'Organisation, on estimait que la proclamation par Belgrade d'un cessez-le-feu unilatéral était signe que les frappes aériennes « commencent à faire mal » et que les Serbes avaient besoin de souffrir pour réorganiser leurs forces. On en conclut qu'il convenait d'autant plus de poursuivre les bombardements que le temps permettait actuellement de porter des coups sé-

rieux aux éléments armés serbes dans la province. A ce propos, lors du point de presse quotidien, le général David Wilby a reconnu que la frappe ayant atteint une zone civile dans la région d'Aleksinac, au sud de la Serbie, faisant 12 morts et un nombre indéterminé de blessés, était due à « une erreur du système de guidage du missile, qui l'a fait tomber 600 mètres avant la cible visée » (lire page 4).

La poursuite de ces frappes s'accompagne d'une intense activité diplomatique destinée à élaborer en commun une stratégie de « sortie de crise ». William Cohen, secrétaire américain à la défense, devait être mercredi 7 avril, au siège de l'OTAN, accompagné par plusieurs membres du Congrès. Il devait rencontrer le général Wesley Clark, commandant en chef de l'opération « Force alliée », et Javier Solana. La veille, le chef d'état-major interarmes américain, le général Henry Shelton, avait fait une visite au Shape, le quartier général des forces alliées à Mons.

On annonce pour lundi 12 avril la réunion, au siège de l'OTAN, d'un Conseil atlantique exceptionnel au niveau des ministres des affaires étrangères des pays membres. La trêve instaurée unilatéralement par Slobodan Milošević arrivera alors à son terme, et la mise en place des hélicoptères d'attaque antichars Apache dans le nord de l'Albanie sera bien avancée. La plupart des dirigeants des pays membres de l'Alliance se placent déjà dans une perspective d'après-crise, quelle qu'en soit l'issue, et tentent à faire connaître leurs préoccupations. Pour la France, il s'agit notamment de la réintégration de l'ONU et de la Russie dans la gestion de la suite des événements.

Luc Rosenzweig

Jamie Shea, soldat de la rhétorique

BRUXELLES

de notre correspondant

Jamie Shea, porte-parole du secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, est devenu un personnage planétaire. C'est lui qui transmet, chaque jour à 15 heures, à Bruxelles, le message des alliés sur l'évolution politico-militaire de la situation. D'origine écossaise, mais élevé dans les faubourgs populaires de Londres, cet homme de quarante-cinq ans au visage d'adolescent a gardé une pointe d'accent cockney que les études d'droit à Oxford n'ont pas éliminé. Il s'est fait une spécialité du « Slobodan bashing » — la « démonisation » rituelle du président serbe —, qui fait partie de la panoplie des moyens employés pour assurer le moral de « l'arrière », l'opinion publique des pays engagés dans l'opération « Force alliée ».

Répété quotidiennement depuis quinze jours, l'exercice pourrait devenir ennuyeux et peu efficace s'il se bornait à reprendre comme une litane les qualificatifs utilisés par les hommes politiques à propos de l'homme fort de Belgrade. Dans un premier temps, alors que l'opinion européenne était partagée sur le bien-fondé de la guerre aérienne, Jamie Shea s'est attaché à trouver, chaque jour, une métaphore ou une comparaison historique « parlante » pouvant susciter les sentiments négatifs envers Slobodan Milošević parmi les centaines de millions de téléspectateurs qui suivent ses briefings retransmis en direct dans le monde entier. Il a ainsi dénoncé « l'organisateur de la plus grande catastrophe humanitaire depuis 1945 », « l'instigateur d'un exode semblable à l'évacuation de Phnom Penh par les Khmers rouges dans les années 70 », enfin « le maître d'œuvre

d'un projet orwellien d'effacement de la mémoire des Albanais du Kosovo ».

Les sondages montrent que la côte du président yougoslave était désormais suffisamment basse dans l'opinion des pays occidentaux pour qu'il ne soit plus nécessaire d'en rajouter. Jamie Shea s'est attaché, mardi 6 avril, à minier le soutien dont il semble encore bénéficier au sein d'une population serbe traumatisée par les bombardements. Il s'est servi pour cela de la prosopopée, procédé rhétorique où l'orateur se met dans le personnage d'un absent et parle à sa place. Slobodan-Jamie a donc exposé au peuple serbe le bilan de dix ans de son pouvoir à Belgrade : « Vous vivez maintenant dans un pays réduit des deux tiers. Vous ne pouvez plus aller en vacances sur la côte dalmate. Votre économie est en déconfiture. La monarchie a perdu 70 % de sa valeur. Vous êtes les citoyens d'une nation-paria, tenue à l'écart par la communauté internationale, alors que d'autres pays sortis du communisme entrent dans l'OTAN et dans l'Europe... »

Puis Jamie Shea s'est mis dans le personnage d'un électeur yougoslave : « Cravez-vous que moi, à l'écoute d'un tel bilan, je vais continuer à soutenir un tel dirigeant ? » Question rhétorique, évidemment sans réponse, du moins immédiate, puisque ne risquant pas d'être posée en ces termes par le principal intéressé sur la place de la République de Belgrade occupée par les concerts de rock anti-OTAN. Mais M. Shea n'est pas homme à se détourner. Il recommencera, demain, sous une autre forme. Jusqu'à ce qu'il puisse réaliser son rêve le plus cher : « Re-tourner à l'obscurité. »

L. R.

« M. Milošević peut mettre un terme aux frappes aériennes », rappelle M. Clinton

Washington appelle le président yougoslave à retirer ses troupes du Kosovo et à accepter le déploiement d'une « force internationale de sécurité »

WASHINGTON

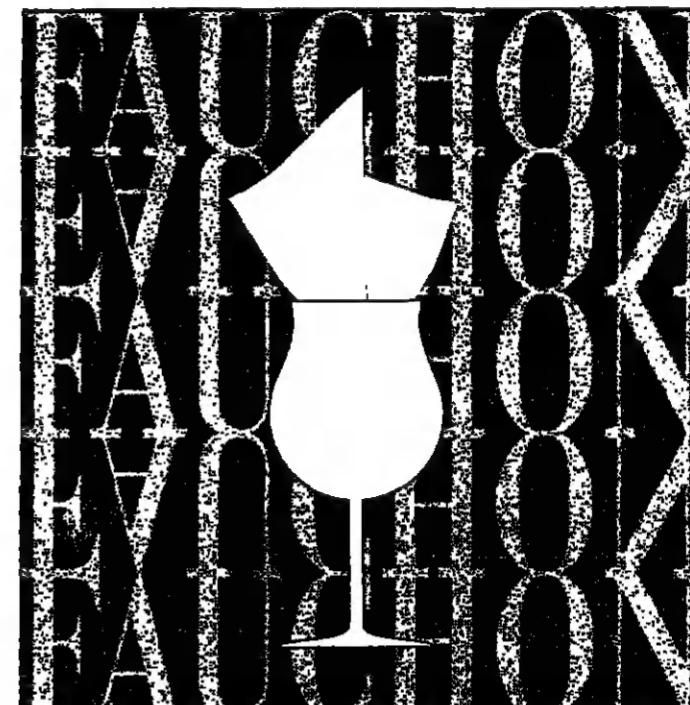
de notre correspondant
Comme on pouvait s'attendre, Washington a repoussé, mardi 6 avril, l'offre de cessez-le-feu de Belgrade. Cette offre avait déjà été rejetée par anticipation, dès lundi, par l'administration Clinton, qui avait prévenu d'une telle mesure.

Mardi, le président américain a affirmé que « M. Milošević peut mettre un terme dès maintenant [aux bombardements] en retirant ses forces militaires et paramilitaires, en acceptant le déploiement d'une force internationale de sécurité pour protéger non seulement les Albanais du Kosovo, dont la plupart sont musulmans mais pas tous, mais aussi la minorité serbe ». Avant de s'envoler pour une réunion de l'OTAN à Bruxelles, le secrétaire à la défense, William Cohen, a jugé la proposition serbe « non seulement totalement inacceptable, mais

ne commence. Alors même que nous réagissons à la crise au Kosovo, nos partenaires et nous, au sein de l'OTAN, devons nous préoccuper davantage de l'avenir de la région. L'intégration pacifique du nord, de l'ouest et du centre de l'Europe est bien avancée ou sur les rails. Mais le continent ne peut être entier et libre tant que son coin sud-est n'est pas également stable ».

« Dix-sept jours avant l'ouverture du sommet de Washington pour célébrer les cinquante ans de l'Alliance atlantique, Madeleine Albright a voulu insister sur l'importance de ses valeurs morales : « En agissant au nom de la paix et de la justice au Kosovo, nous réaffirmons l'objectif fondamental de l'OTAN, qui est de défendre la démocratie, la stabilité et la dignité humaine sur le sol européen. »

Patrice de Beer



NOUS AVONS
INSTALLÉ UN
BOUCHON DANS
NOS CAVES.

FAUCHON OUVRÉ
LES PLUS GRANDES CAVES DE PARIS
ET A CETTE OCCASION UN BAR A VIN.
DANS CE LIEU PRIVILÉGIÉ,
TOUT ENTIER CONSACRÉ À LA CONNAISSANCE
DU VIN, VOUS ALLEZ DÉCOUVRIR
LE TEMPS D'UNE PAUSE SUR LE POUCE
LES DERNIÈRES TROUVAILLES
DE NOS SOMMELIERS. AU COMPTOIR
OU AUTOUR DE PETITES TABLES,
VOUS DÉGUSTEREZ NOS ASSIETTES GOûTÉES
SÉPÉIALEMENT COMPOSÉES
POUR PEUVEZ TOUT LE BOUQUET DU VIN
QUE VOUS AUREZ CHOISI.

FAUCHON
PARIS

30, PLACE DE LA MADELEINE.
TÉL. 01 47 42 95 40 FAX. 01 47 42 89 25

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEUREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

مكتبة من الأصل

Le couple Apache - A10 pour frapper blindés et artillerie serbe au Kosovo bientôt en action

Leurs premières interventions sont prévues pour la fin de la semaine

L'association du chasseur et de l'hélicoptère « tueur de chars », est, affirment les Américains, d'une redoutable efficacité. Il aurait lar-

gement fait ses preuves en Irak. Au Kosovo, on estime que l'armée serbe dispose de 300 à 400 véhicules blindés et mécanisés. Ceux-ci, un effet militaire.

TRÈVE UNILATÉRALE ou pas, Slobodan Milošević a engagé au Kosovo entre 300 et 400 véhicules de ses formations blindées et mécanisées, qui relèvent de l'armée yougoslave et des forces spéciales de sécurité. Il ne s'agit pas seulement de chars de combat, mais aussi de leurs véhicules d'accompagnement, dont des auto-mitrailleuses, des batteries mobiles de missiles sol-air et des pièces d'artillerie anti-éérienne à tir rapide.

Dans sa logique d'intensification et de diversification de son action militaire sur le terrain, l'OTAN a réclamé aux Etats-Unis - et obtenu - des moyens supplémentaires, outre la frappe aérienne dont elle dispose déjà avec ses avions d'attaque au sol - des Harrier britanniques, des Jaguar et des Super-Etandard français -, qui ont été engagés la semaine dernière, mais à l'occasion de raids au sol ponctuels et très limités.

Aujourd'hui, l'objectif est plus spécialement de viser ces forces militaires et paramilitaires serbes de répression en action au Kosovo, qui sont, la plupart du temps, camouflées et dispersées sur le terrain, mais qui éprouvent la nécessité de se regrouper pour devenir efficaces. Ce ne sont pas, de façon permanente, de fortes concentrations blindées ou mécanisées. Cependant, elles font parfois mouvement en convois ou elles doivent se rassembler pour se ravitailler en carburant et en munitions.

Certains des moyens réclamés par l'OTAN pour contenir ce dispositif, en particulier l'avion A-10 Warthog, peuvent déjà être sur place, depuis des bases en Italie. Mais d'autres arrivent dans quelques jours, d'ici à la fin de la semaine, via l'Allemagne, comme l'hélicoptère d'assaut Apache AH-64D Longbow de Boeing.

POUVOIR DE DESTRUCTION

L'intervention de l'Apache a été sollicitée par le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, dans le cadre de l'opération « Force alliée ». Au début, l'armée de terre

américaine, qui en possède environ 830 et qui l'a généralement utilisé en Irak à raison de 288 exemplaires, s'est d'abord fait tirer l'oreille, puis elle a accédé à la demande de l'OTAN, en acceptant d'en déployer 24 en Albanie avec l'Apache, dix années après, se supposant l'un à l'autre, selon la doctrine d'emploi appelée Aajat (Advanced Joint Air Attack), qui couple chasseurs de chars et hélicoptères d'assaut et qui augmente leur puissance de destruction.

L'Apache demeure masqué der-

Première frappe directe sur des blindés au Kosovo

L'aviation de l'OTAN a mené avec succès pour la première fois un raid contre une colonne de véhicules blindés au Kosovo, a annoncé mercredi 7 avril un responsable de l'Alliance à Bruxelles. L'attaque, opérée dans la journée de mardi, constitue le premier raid direct contre des unités en activité au Kosovo et directement impliquées sous le commandement de Belgrade dans les déportations massives d'Albanais.

Ce raid contre la colonne de blindés, rendu possible par l'amélioration des conditions météorologiques, est considéré par le commandement de l'OTAN comme le principal développement récent de l'opération « Force alliée ». L'Alliance atlantique entend démontrer ainsi que le recours exclusif aux moyens aériens lui permet tout de même de lutter contre les unités au sol yougoslaves. Dimanche 28 mars, un groupe de quatre chars serbes avait déjà été atteint à Malisevo, à l'ouest de Pristina.

Une « faute technique » de bombardement aurait entraîné la mort de douze civils

L'OTAN A ADMIS qu'une « faute », liée à un défaut de guidage, sans autre précision, « a pu être commise » lors du raid qui a été conduit, lundi soir 5 avril, à Aleksinac, en Serbie, et qui a provoqué des pertes civiles. Selon Tanjug, l'agence de presse officielle yougoslave, qui fait état de rapports de la police locale, il y aurait eu douze morts et une cinquantaine de blessés dans cette agglomération de 20 000 habitants.

Selon le porte-parole du Pentagone, qui n'est pas en mesure d'évaluer le nombre des victimes, une bombe de 250 kg semble être tombée sur une zone résidentielle. Des dizaines d'immeubles ou de maisons ont été détruits ou endommagés. Le raid visait des baraquements de la 203^e brigade d'artillerie mixte, stationnée dans cette petite ville minére à 200 km au sud de Belgrade. La bombe serait tombée à environ 600 mètres de l'objectif, dans l'une des artères de la ville.

A Bruxelles, le général David Wilby, l'un des commentateurs de l'OTAN devant la presse, a expliqué que, « malgré une préparation méticuleuse des attaques, la loi statistique joue, à un moment ou à un autre, contre nous, et nous exposé à des fautes techniques ». « Toute perte de civils est très regrettable », a-t-il ajouté. Cette nuit-là, l'OTAN a engagé des frappes contre plus d'une trentaine de cibles, en Serbie et au Kosovo, et elle a mobilisé une centaine d'avions environ pour ses bombardements.

C'est la première fois depuis le début de l'opération « Force alliée », le 24 mars, que l'OTAN évoque la possibilité que des avions aient pu provoquer des pertes parmi les populations, alors que la consigne donnée aux équipages est d'éviter « des dommages collatéraux », c'est-à-dire des dégâts chez les civils, grâce à la précision de leurs armements et à leur guidage en fin de trajectoire au moyen de laser ou de GPS satellitaire.

Jacques Isnard

Les popes russes volent au secours des « frères orthodoxes »

Béni par le patriarche Alexis II, le premier convoi d'aide humanitaire part vers Belgrade

MOUCOU

de notre correspondant
« Dieu, nous t'adressons ces prières, aide nos frères qui souffrent en Yougoslavie. » Le cœur des popes s'est élevé, solennel, pendant que la fanfare militaire se présente. Iouri Loujkov, maire de Moscou, tête nue sous une soudaine chute de neige, s'est écarté des caméras de télévision, cédant la place à Alexis II. Le patriarche de toutes les Russies s'est avancé vers les canons, de gros Kamaz peints en blanc et soigneusement bâchés. « Nous allons faire une prière pour

demander que Dieu, dans sa grande miséricorde, soutienne cette aide et accompagne cette colonne de véhicules. » Chaque camion a été aspergé d'eau bénite, puis a démarqué dans un nuage de gazole. Une icône a été confiée au chef de convoi. Direction Belgrade.

La Russie a officiellement envoyé, mardi 6 avril, son premier convoi d'aide humanitaire à la Yougoslavie. La cérémonie s'est déroulée dans la cour du monastère Danilovski, siège du patriarcat de Moscou et des plus hautes autorités orthodoxes. Une fois de plus, Alexis II a pu démontrer le poids de son Eglise dans la vie politique du pays. Dès les premières frappes aériennes, le patriarche avait dénoncé comme « sacrilège » l'opération de l'OTAN contre « nos frères orthodoxes ». Aussitôt, il appela à organiser une aide humanitaire pour « le peuple yougoslave ».

L'AGGRESSION DE L'OTAN Iouri Loujkov, qui plaide également pour une aide militaire et technique au régime de Belgrade, et le ministère « des situations d'urgence » ont en quelques jours bouclé l'opération. Cinquante camions transportant de la nourriture, des médicaments, des groupes électrogènes arriveront, dimanche, à Belgrade pour être remis au ministère de la santé yougoslave. D'autres convois devraient suivre. « Ce ne sont pas seulement des objectifs militaires qui sont bombardés, mais des lieux où vivent des gens, a déclaré le patriarche Alexis II, des gens qui sont forcés de quitter leur maison en raison des bombes et des coups portés au Kosovo. »

L'Eglise orthodoxe développe ainsi une ligne soutenue par le gouvernement Primakov : l'exode des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo est provoqué par l'« agression » de l'OTAN. Alexis II et, avant lui, Iouri Loujkov n'ont donc pas dit un mot du nettoyage ethnique mené par l'armée serbe et ses milices paramilitaires. « Cette aide, a précisé le patriarche, ne prend pas en compte la nationalité, elle est destinée aux réfugiés, des Albanais mais aussi des Serbes, victimes des combats. »

Dans la cour du monastère, coté d'Alexis II, était présent Boris Milosevic, frère de l'ancien et ambassadeur de Yougoslavie à Moscou. Le matin, lors d'une conférence de presse, l'ambassadeur avait « remercié la Russie pour sa solidarité ». M. Milosevic avait également estimé « à plus de 50 000 les Serbes obligés de fuir le Kosovo ». Interrogé sur les déportations des populations albanaises, il s'en était pris « à la propagande de guerre et aux mensonges des accédants de la désinformation ». François Bonnet

MOMENT À SAISIR

A la réunion informelle des quinze ministres des affaires étrangères, à la mi-mars, la présidence allemande a proposé un texte qui devrait servir de base aux discussions qui auront lieu d'abord à la réunion ministérielle de l'UEO, les 10 et 11 mai à Brême, puis en juin au Conseil européen de Cologne. « Il y a un moment à saisir et on ne sait jamais combien de temps

Henri de Bresson et Daniel Vernet


Espace Suffren
New Beetle*
*New Beetle 2.0 i Disponible à l'essai.
40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS
Tél. 01 53 58 10 00

Chaque lundi avec
Le Monde
DATE MARDI
retrouvez
LE MONDE
ECONOMIE
et les offres d'emploi

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Réseau national : Fixe ou mobiles
MATELAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fixe ou mobiles
SWISS-EX-SCALP - EPEDA - SIMONS
DUNOPILLO - BULTEX - FIRELLI - ETC
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir, Tissus - Alcantara
Stim - Vente par correspondance - Etc...
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247, rue de Béthune PARIS 10 M. Tel. 01 42 08 71 00 - 71/7

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (préemploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 - Cours d'initiation à l'anglais et à l'allemand

ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26

ISG

DUNNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury

ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26

الآن

**Le philosophe
Enzensberger
contre le « socialisme
droitier »**
de M. Chevénement

POÈTE, essayiste, penseur singulier, volontiers à contre-courant, ne craignant pas la polémique, Hans Magnus Enzensberger n'ignore pas que ses écrits l'exposent à des incompréhensions, voire à des mépris. Toutefois, il a été surpris que M. Chevénement utilise un extrait de son ouvrage *La Grande migration, suivi de Vues sur la guerre civile* (Gallimard, 1995) pour exprimer en conseil des ministres ses réserves à l'égard de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie (*Le Monde* du 3 avril).

« Oui, étonné, c'est cela que j'ai été en premier lieu, dit-il. Un ministre allemand ne lirait sûrement pas un livre de ce genre. Donc, cela a un aspect culturel intéressant. Sur le fond, il me semble inévitable qu'une réflexion sur les exigences de la morale socialiste soit instrumentalisée, tôt ou tard, par la politique. C'est un risque que j'aurai accepté. » Aussi ne souhaite-t-il pas argumenter avec le ministre français. « Je voudrais seulement dissiper le malentendu qui a surgi, parce que, cité ainsi dans la situation politique actuelle, je me trouve interprété de manière tout à fait insidieuse. Si l'on étudie cet essai que cite M. Chevénement, on constate qu'il n'est absolument pas en faveur d'un quelconque isolationnisme, l'exprime seulement, de manière polémique, une position contre la prétention de certains à intervenir partout et pour n'importe quelle raison. Par exemple, lorsque les Etats-Unis sont intervenus en Somalie, ce n'était pas pertinent, l'analyse n'avait pas vraiment été faite. »

Enzensberger estime que « en Europe, la situation est différente, les liens entre les peuples sont particuliers, les responsabilités sont d'un autre ordre ». « Par exemple, dit-il, je n'accepte pas l'argument que j'entends ici ou là en ce moment : "Puisqu'il n'a pas aidé les Kurdes, il ne faut pas intervenir au Kosovo." Que signifie donc cette position extrémiste et maximaliste ? "Je n'ai pas le droit d'aider si je n'aide pas tout le monde" ! » D'ailleurs, il a donné 10 francs à un mendiant, si je ne donne pas à tous les mendiant ? C'est absurde. »

« Dans mon essai, précise-t-il, je me suis limité à tenter de démontrer que les promesses abstraites de l'universalisme dépassent, soit la volonté politique, soit les capacités concrètes de la société contemporaine. Il conviendrait donc, selon moi, de s'abstenir d'une rhétorique illusoire et hypocrite, d'éviter la prétention à sauver le monde entier et de définir, à chaque moment, nos choix politiques en tenant compte des limites de notre champ d'action. »

« Dans le cas du Kosovo, poursuit-il, j'ai l'impression que l'Europe est non seulement capable, mais obligée d'intervenir. » Tout l'inverse, autrement dit, de ce que M. Chevénement voulait suggérer en le citant. D'ailleurs, aux yeux du philosophe allemand, le ministre de l'intérieur « a une position très nette qui, dit-il, me semble être un « socialisme droitier ». » Il a récemment polémiqué avec Daniel Cohn-Bendit, avec des accents bien suspects. Je ne me sens pas de progrès avec ses positions », conclut-il.

Josyane Savigneau

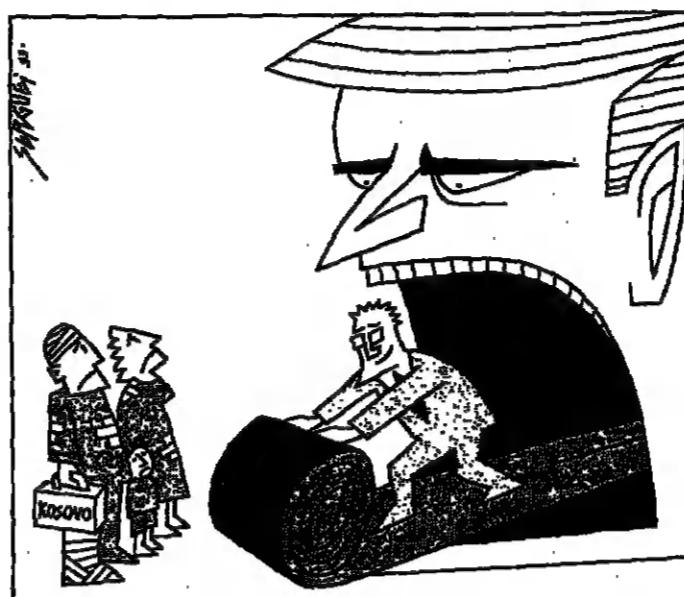
Le PS français souhaite une initiative commune des socialistes européens

François Hollande est également chargé de clarifier le débat avec le PCF

Inquiets quant à la suite des opérations, nombreux d'élus de la majorité mettent l'accent sur la diplomatie. Le rejet par les Occidentaux de la proposi-

tion de Belgrade d'un « cessez-le-feu » unilatéral a été critiquée par M. Bocquet (PCF) et M. Sarre (MDC). Le PS, qui évoque « un premier pas effec-

tué sous la pression », souhaite que les socialistes européens prennent une initiative en faveur d'une conférence sur les Balkans.



avant, par Belgrade, d'un « cessez-le-feu » unilatéral au Kosovo. Secrétaire national du PCF, Robert Hue, a en effet déploré le rejet immédiat de cette proposition par Washington et Londres. Le président de la commission de la défense, Paul Quilès (PS) a également interrogé le ministre pour savoir si cette proposition pouvait être considérée comme un « premier pas ». « Ce pourrait être le signe d'un premier craquement de Milosevic », a commenté Jack Lang (PS), président de la commission des affaires étrangères.

Tandis que M. Védrine émettait des doutes sur l'authenticité des premières réactions américaines et britanniques, le ministre de la défense, Alain Richard, a indiqué aux députés que l'on pouvait considérer le cessez-le-feu décreté par Belgrade comme un « sujet de travail ». « Si l'on déclare d'emblée

que cette proposition est inacceptable, nous a indiqué M. Quilès après la réunion, cela revient à dire qu'il n'y a pas d'autre solution que les frappes militaires. Il faut, au contraire, enfouir un coin et dire à Milosevic : « Vous avez proposé quelque chose. Il faut faire plus. »

■ UN ERREUR GRAVE
Lors de sa réunion hebdomadaire, mardi soir, le bureau national du Parti socialiste a pris en compte ces préoccupations en évoquant « un premier pas effectué sous la pression ». Cette déclaration, indique toutefois le PS, « n'aura de portée que si elle signifie la fin de la répression des populations civiles au Kosovo, le retrait des forces militaires serbes, le retour des populations civiles avec les garanties nécessaires et l'ouverture de négociations sous l'égide des Nations unies ».

L'infexion de M. Jospin sur les réfugiés n'apaise pas les Verts

LIONEL JOSPIN a profité de la séance de questions d'actualité à l'Assemblée nationale, mardi 6 avril, pour corriger le mauvais effet produit, à gauche, par ses déclarations de dimanche lorsqu'il avait déclaré que « l'objectif, c'est que ces hommes et ces femmes rentrent chez eux » (*Le Monde* du 6 avril). Lors de la réunion du groupe socialiste, mardi matin, plusieurs élus ont fait part de leurs états d'âme devant le ministre de la défense, Alain Richard. « On a eu l'impression que la France se distinguait de manière très malheureuse », a commenté ensuite Michel Vauzelle (Bouches-du-Rhône).

« Il semble qu'une partie de ce que j'ai dit dimanche n'a pas été reproduit », a indiqué le premier ministre dans l'hémicycle, avant d'assurer : « Oui, nous pourrons accueillir des réfugiés qui en feront la demande. [...] N'ajoutons pas un transfert contraint à une déportation. » Il s'est prêté, en liaison avec les associations, à favoriser les conditions d'un accueil en France pour des familles qui le souhaiteraient et à assurer que la France était « naturellement disponible pour accueillir temporairement

mem sur son sol un certain nombre de réfugiés kosovars, « sur la base du volontariat et sans que les familles soient séparées », grâce au dispositif d'« asile territorial » institué par la loi Chevénement.

Le ministre de l'intérieur a indiqué à *France-Soir* (dans son édition du 5 avril) que « des directives ont été envoyées pour que des autorisations provisoires de séjour soient accordées » aux réfugiés kosovars « qui le souhaitent ». « Encore faut-il [...] qu'ils puissent en exprimer le souhait », a renchérit M. Chevénement. Or ne va pas les emporter sur l'île de Guam, dans le Pacifique, sans leur demander leur avis. »

Les Verts, qui s'étaient élevés, mardi, contre les propos de M. Jospin, n'ont pas été convaincus par le changement de ton du premier ministre. Si le député du Val-d'Oise, Yves Cochet, s'est félicité que M. Jospin ait « infléchi » sa position, le porte-parole du mouvement écologiste, Denis Baupin, ancien conseiller de Dominique Voynet et membre de la majorité des Verts, a estimé que, sur les réfugiés, l'intervention du premier mi-

nistre n'était « pas à la hauteur de la responsabilité de la France : on ne peut pas dire que l'on souhaite que des gamins sont en train de patouner dans la boue, sous la pluie, sans aller à l'école et en étant exposés aux maladies », a estimé le ministre, qui a indiqué que « si une décision était prise qui viole les choses auxquelles [elle] croit de façon fondamentale, [elle] en tirerait les conséquences ».

Le message du premier ministre, en revanche, été bien accueilli dans les rangs socialistes et communistes. Dans un communiqué, le bureau national du PS, qui « appelle et approuve l'attitude du gouvernement », estime que « l'essentiel est d'assurer la sécurité des réfugiés afin qu'ils puissent le plus rapidement possible regagner leur foyer ». « La position du gouvernement est raisonnable », a estimé pour sa part Alain Bocquet, mercredi matin sur RMC. Il faut que « la France soit à la tête de la solidarité » mais elle ne doit « accueillir [que] sur la base du volontariat », a ajouté le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, se démarquant ainsi de l'extrême gauche.

DÉPÈCHES

LE CAMP DE BLACE EST VIDÉ

■ Le camp de réfugiés albanais du Kosovo qui s'était créé au poste-frontière macédonien de Blace – où, selon le HCR, jusqu'à 65 000 personnes étaient emmises dans un champ de bous – était totalement vidé mercredi 7 avril, selon des témoins. Plus aucun réfugié n'était visible dans la vallée, seuls une vingtaine de malades se trouvaient dans un poste de secours. Mardi, le gouvernement macédonien aurait demandé aux Etats-Unis de reporter le déploiement de certaines de ses forces chargées d'aider à la construction de camps de réfugiés et annoncé qu'il allait stopper le flux de réfugiés après avoir examiné le cas des 65 000 Albanais du Kosovo coincés dans l'*« enfer de Blace »*. Par ailleurs, l'armée yougoslave a fermé, dans la nuit de mardi à mercredi, le poste-frontière de Morina, en Albanie. – (AFP, AP)

BATON HAXHIU EST VIVANT

■ Batton Haxhiu, rédacteur en chef du journal kosovar *Koha Ditor*, donné pour mort durant la première semaine des frappes de l'OTAN contre la Yougoslavie, est vivant, a-t-il annoncé lui-même à Londres dans un entretien au quotidien britannique *The Independent*. Il devrait rencontrer, mercredi 7 avril, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, pour discuter d'un projet de publication de son journal en exil. Le 29 mars, le porte-parole de l'OTAN avait annoncé l'exécution de Batton Haxhiu par les forces de sécurité serbes à Prisina, chef-lieu du Kosovo. « L'information de ma mort n'était pas complètement inaccroyable puisque je me trouvais avec un avocat des droits de l'homme le jour-même où il a été tué en compagnie de ses deux fils », a dit M. Haxhiu.

JAPON

■ Le Japon a annoncé, mardi 6 avril, qu'il pourrait accueillir des réfugiés albanais du Kosovo : « Selon l'évolution de la situation, accueillir des réfugiés est une hypothèse qui peut être envisagée », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Sadao Numata. Le Japon a par ailleurs fourni une aide d'urgence de 15 millions de dollars aux réfugiés et un million de vêtements permettant d'abriter dix mille d'entre eux par l'entremise du Haut-Commissariat aux réfugiés. – (Corresp.)

BORISLAV MILOSEVIC

■ Borislav Milosevic, ambassadeur de Yougoslavie à Moscou, estime que son frère, le président yougoslave Slobodan Milosevic, « ne céderait pas » devant les bombardements de l'OTAN, et exulte la solution d'une « partition du Kosovo », dans une interview publiée mercredi dans *Aujourd'hui le Parisien*. Estimant que l'annonce par Belgrade d'un « cessez-le-feu au Kosovo » aurait dû amener une réaction positive des gouvernements occidentaux, il souligne : « Nous voulons trouver une solution politique. Elle est possible. La France a, dans cette affaire, une responsabilité historique. » – (AFP)

KOSOVAR EN SAVOIE

■ Vingt-sept réfugiés kosovars ont été interpellés à la gare de Gap (Hautes-Alpes), mardi 6 avril, alors qu'ils s'apprêtaient à acheter des billets de train pour se rendre à Paris. Ces seize adultes et onze enfants, dépourvus de papiers d'identité, seraient partis du Kosovo le 25 mars et arrivés en France en passant par l'Italie, selon la police. La préfecture des Hautes-Alpes devait décider, mercredi, de les reconduire à la frontière vers l'Italie ou de les accueillir en France.

BARCELONE	890 F	135,68 €
DUBLIN	950 F	144,83 €
SHANNON	990 F	150,92 €
SEVILLE	1 200 F	182,94 €
TOZEUR	1 400 F	213,43 €
RHODES	1 560 F	237,82 €
HURGHADA	1 800 F	274,41 €
LOS ANGELES	1 980 F	301,85 €
PUNTA CANA	2 990 F	455,82 €
KILIMANDJARO	3 550 F	541,19 €

LOME*
2 290 F

349,11 €

* REDUCTION DE 25 %
POUR LA 2^e PERSONNE
EN CLASSE HORIZON

VOIS ALLER RETOUR
DEPART DE PARIS
A CERTAINES DATES
HORS TAXES AERIENNES
200 AGENCE EN FRANCE
www.nouvelles-frontieres.fr

NOUVELLES FRONTIERES

Voyager ça fait avancer

لذا من الأفضل

Le Rwanda commémore le génocide de 1994

KIGALI Le Rwanda devait célébrer officiellement, mercredi 7 avril, le cinquième anniversaire du génocide de 1994, à Kibeho, dans la préfecture de Gikongoro (Centre-Ouest), où les restes de quelque 30 000 victimes devaient être inhumés en présence des plus hautes autorités du pays, au terme de sept jours de deuil. Les drapeaux sont en berne depuis le 1^{er} avril. La radio d'Etat diffuse à longueur de journée des chansons à la mémoire des disparus, tandis que la télévision nationale a mis en place une programmation spéciale avec reportages sur le génocide, documents d'époque et débats. Pour ceux - la grande majorité - qui n'ont pas accès à la télévision, des films sur le génocide sont projetés au grand stade Amahoro de Kigali. Entre le 7 avril et le 19 juillet 1994, entre 500 000 et 800 000 Tutsis et Hutus modérés ont été massacrés par les soldats des ex-Forces armées rwandaises et les miliciens extrémistes hutus. - (AFP)

Trois Tibétains en grève de la faim devant l'ONU à Genève

GENÈVE Trois Tibétains, dont un ancien détenu politique qui a passé vingt-deux ans dans les geôles chinoises, sont, depuis le lundi 5 avril, en grève de la faim sur la place des Nations, devant le palais de l'ONU à Genève, où se déroulent les travaux annuels de la Commission des droits de l'homme. Soutenus par plusieurs organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, ils demandent notamment la nomination d'un rapporteur spécial sur la question tibétaine auprès de la commission. Ils réclament qu'une délégation du Comité des droits de l'enfant de l'ONU soit autorisée à rencontrer Gedhun Choekyi Nyima, le onzième panchen lama, âgé biennement de dix ans, que les autorités chinoises récusent et passent pour avoir placé en détention. Les grévistes demandent encore la libération de quatre détenus symboles du millier de leurs concitoyens incarcérés pour raisons politiques. - (Corresp.)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : l'économie brésilienne « donne des signes positifs mais il est encore trop tôt pour desserrer la ceinture et respirer », a déclaré, mardi 6 avril à Brasilia, Pedro Parente dans son discours d'investiture à la tête du nouveau ministère du budget et de la gestion. Selon lui, « le principal ennemi de la confiance, encore faible, est le déficit public, qui n'a pas été surmonté et qui peut « suffoquer le pays et inhiber la croissance ». Le président Fernando Henrique Cardoso, présent à la cérémonie d'investiture, s'est réjoui quant à lui de « l'amélioration des indicateurs économiques » tels que la baisse du dollar face au réal, la chute de l'inflation, le retour des investissements et des lignes de crédit à l'exportation. (AFP)

ASIE

INDE : environ cinq millions de sikhs, soit un quart de cette communauté dans le monde, sont attendus à Anandpur Sahib, une petite ville du nord de l'Inde, pour le tricentenaire de la fondation de leur religion. Ces célébrations doivent se dérouler pendant une semaine, à partir de jeudi 7 avril, sous très haute sécurité en raison de la crainte d'attentats terroristes par des groupes sikhs radicaux. Les sikhs sont environ 20 millions dans le monde, dont 19 millions en Inde. - (AFP)

EUROPE

ALLEMAGNE/FRANCE : le groupe franco-allemand sur les questions nucléaires s'est réuni le 30 mars, a-t-on appris mardi 6 avril dans l'entourage de Lionel Jospin. Les Allemands se sont déclarés prêts à participer au financement de l'achèvement de deux réacteurs nucléaires, demandé par l'Ukraine en échange de la fermeture de la centrale de Tchernobyl. De même la France et l'Allemagne ont décidé de continuer à financer les études pour l'installation en Russie d'une usine de transformation du plutonium militaire russe en « mor », un mélange d'uranium et de plutonium utilisable dans les réacteurs civils. - (Reuters)

ESPAGNE : la mine de pyrite du groupe Boliden-Apresa à Aznalcollar (Andalousie), à l'origine en avril 1998 d'une catastrophe écologique aux abords du parc national de Doñana, recommencera à fonctionner jeudi, a indiqué mardi 6 avril un porte-parole de la multinationale suédoise. Le 25 avril 1998, la rupture d'un bassin de décantation de la mine de pyrite, produit utilisé dans la fabrication d'acide sulfurique, avait entraîné le déversement de plus de 5 millions de mètres cubes de boue et d'eau très toxiques dans la rivière Guadiana. - (AFP)

RUSSIE : quelque 14 500 femmes russes sont tuées chaque année par leurs proches, a rapporté, mardi 6 avril, le quotidien *Vremia*, citant des statistiques du ministère russe de l'Intérieur. Seulement 7 % des victimes de violence domestique s'adressent à la police. « La violence à domicile n'est pas un phénomène purement russe, mais les pays civilisés ont adopté des lois adéquates pour l'enrayer, alors qu'en Russie (...) ces lois n'existent pas », a estimé Galina Siliash, sociologue. - (AFP)

Le ministère russe des finances a annoncé, mardi 6 avril, de mauvais résultats budgétaires pour mars, d'autant plus mal venu qu'une mission du Fonds monétaire international (FMI) était attendue dans la journée à Moscou pour discuter des modalités de la reprise de l'aide à la Russie. Les résultats de mars publiés mardi par le ministère russe des finances tombent d'autant plus mal qu'ils sont en partie causés par une collecte des impôts insuffisante (20,7 % de moins que les prévisions), qui est un des chevaux de bataille du FMI, ainsi que par la faiblesse des revenus des privatisations (23,2 % de moins que prévu). - (AFP)

TURQUIE : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a revendiqué, mardi 6 avril, l'attentat-suicide commis la veille contre le gouverneur de la province de Bingol (est) qui a fait deux morts (une fillette et l'auteur de l'attentat) et vingt blessés, selon l'agence pro-kurde DEM reçue à Ankara. Il s'agit du quatrième attentat-suicide perpétré depuis que le PKK a annoncé, début mars, l'intensification de sa guerre contre l'Etat turc à la suite de l'arrestation de son chef, Abdullah Ocalan, mi-février. - (AFP)

L'OMC donne raison aux Etats-Unis dans le conflit de la banane

WASHINGTON Les Etats-Unis viennent de remporter une bataille importante dans le conflit qui les oppose depuis des années à l'Union européenne sur la banane. Mardi 6 avril, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a confirmé que le règlement de l'Union européenne sur les importations de bananes était contraire aux règles commerciales internationales, autorisant Washington à imposer des sanctions sur un certain nombre de produits européens.

La commission d'arbitrage de l'organisme a évalué à seulement 191,4 millions de dollars (178 millions d'euros) les dommages que subissent annuellement les entreprises américaines, contre une estimation initiale américaine de 520 millions de dollars. Les sanctions américaines seront appliquées rétroactivement à compter du 3 mars. L'Union européenne, selon le commissaire Leon Brittan, se réserve le droit de faire appel de cette décision. Pour le négociateur spécial des Etats-Unis, Peter Scher, cette décision crée un précédent majeur pour d'autres conflits commerciaux agroalimentaires avec l'UE, notamment l'interdiction d'importation de bœuf traité aux hormones. « Nous espérons que cette décision de l'OMC va finalement convaincre l'UE d'adopter immédiatement un règlement conforme aux règles de cette organisation », a indiqué la représentante américaine pour le commerce, Chadene Barshefsky, faute de quoi « son engagement à participer à un système commercial multilatéral sera sérieusement remis en question ». - (AFP)

Le spectre d'une sécession complète menace le sud du Soudan

La « plus vieille guerre d'Afrique » coûte un million de dollars par jour à Khartoum

La rébellion sudiste n'a pas immédiatement donné de réponse au cessez-le-feu global déclaré, lundi 5 avril, par le général Omar Al Bechir. Ce cessez-le-feu intervientrait le 15 avril, à l'expiration d'une trêve partielle en vigueur dans la région du Bahr el-Ghazal entre les forces gouvernementales et l'Armée de libération des peuples du Soudan, en guerre depuis 1983. Mais la sécession complète menace le sud du pays.

KHARTOUM de notre envoyée spéciale

La sécession du sud du Soudan n'est plus une idée inconcevable. Elle pourrait même être, à en croire les Sudanais, au nord comme au sud du pays, « la seule solution possible ». Opposant le Nord, arabe et musulman, aux rebelles du Sud, africains chrétiens et animistes, la guerre, qui déchire le pays depuis l'indépendance en 1956 - avec une période de paix entre 1972 et 1983 -, a déjà coûté la vie à plus de deux millions de personnes.

Ce conflit, le plus long de l'Afrique, est, selon l'expression des Sudanais, « la guerre ouverte », qui « n'intéresse plus personne ». Les parties en conflit sont de plus en plus conscientes. Si elles continuent de se battre, ce n'est pas pour remporter une victoire militaire, qu'elles savent désormais impossible, mais pour avoir une meilleure position à la table de négociation le moment venu.

A Khartoum, où la guerre coûte un million de dollars par jour au

gouvernement du président Omar Al Bechir, les stratégies et les idéologies semblent être arrêtées à la même conclusion : en termes politiques et financiers, le prix est trop élevé. Au Sud, les rebelles de l'Armée de libération des peuples du Soudan auraient abandonné l'idée d'un pays uni.

La sécession du Sud n'est toutefois pas chose simple, à cause des multiples divisions qui, au fil des ans, ont déchiré les facteurs de rébellies. Certaines se sont ralliées au gouvernement de Khartoum et, en contrepartie, deux formations de l'opposition nordiste se sont alliées à l'Armée de libération des peuples du Soudan.

EFFORT DE MÉDIATION A ce labyrinthe politique s'ajoutent les craintes des pays voisins du Soudan, singulièrement de l'Egypte, dont toute la stratégie géopolitique au Soudan est déterminée par le Nil, et qui, tout en étant hostile au gouvernement de Khartoum, est opposée à son démembrement et à la création dans le Sud d'un « autre Soudan », admettant que le gouvernement

puisse et politiquement proche d'Israël. Avec leurs propres problèmes ethniques, les autres Etats voisins du Soudan redoutent la division du pays. Pour leur part, les Etats-Unis craignent avant tout l'islam politique de Khartoum. A tort ou à raison, les dirigeants du gouvernement sudanais sont, aux yeux de Washington, « les nouveaux ayatollahs » et représentent donc une menace.

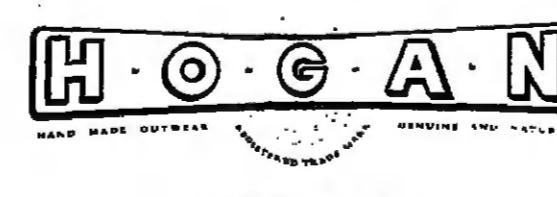
Depuis 1986, un effort de médiation entre le Nord et le Sud est mené par un groupe d'Etats africains, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui regroupe le Kenya, Djibouti, la Somalie, l'Ethiopie, l'Erythrée et l'Ouganda. L'Ethiopie et l'Erythrée, qui se font la guerre depuis quelques mois, soutiennent les rebelles sudanais, qui bénéficient également de l'appui de l'Ouganda. L'IGAD n'est donc peut-être pas l'instance la plus appropriée pour jouer les médiateurs. Malgré leurs déclarations publiques en faveur de la médiation de l'IGAD, en privé certains responsables sudanais admettent que le gouvernement

« ne compte plus » sur cet organisme et regardent plutôt du côté de l'Egypte, pays sans lequel « aucune solution n'est possible ».

CINQ MILLIONS DE DÉPLACÉS En attendant, la guerre a ruiné le pays. Plus de cinq millions de personnes sont déplacées, pour certaines depuis des décennies. Un demi-million de réfugiés subsistent dans des camps dans les pays voisins. Dans certaines régions, le taux de scolarisation est de moins de 5 %. Entre deux et trois millions de mines sont épargnées sur un tiers du pays. Sans l'aide humanitaire, qui en dix ans a déjà coûté plus de deux milliards de dollars à la communauté internationale, près de trois millions de personnes n'auraient pas de quoi se nourrir. Les Sudanais souffrent aussi de l'isolement de leur pays. Ils ne rêvent que d'une chose : le retour en grâce aux yeux des Etats-Unis, sans lesquels, entendent-ils souvent, « rien ne changera dans ce pays ».

Afsaneh Bassir Pour

Milano Tel. 02/772261 Parigi Tel. 01/4869693 Bruxelles Tel. 02/2423190



هذا من الأصل

AGENCE
L'EXPRESS
Voyager
ça fait
avancer

Un rapport parlementaire estime injustifiée une aide permanente pour favoriser les 35 heures

L'étude privilégié une réforme des cotisations patronales

Alors que la présentation, par le gouvernement, de la seconde loi sur les 35 heures se rapproche, le débat sur la réforme des cotisations patronales

LA RÉFORME des cotisations sociales patronales, promise par le gouvernement, n'est pas « automatiquement liée aux 35 heures » pour le député Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne) qui devait présenter devant le Sénat, mercredi 7 avril, un épais rapport sur le « rôle des flux financiers pour les collectivités publiques et les entreprises en matière d'emploi ». Commandité par l'Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques, qui réunit les élus des deux Assemblées, le document va à l'encontre des solutions envisagées par Martine Aubry dans le cadre de la préparation de la seconde loi sur la réduction du temps de travail. L'aide permanente que la ministre de l'emploi souhaite mettre en place pour prendre le relais de celle destinée à faciliter le passage aux 35 heures et fixée, jusqu'en juin, à 9 000 francs par an et par salarié, ne « se justifie pas », selon le rapport.

A partir de cette étude, qui passe en revue l'ensemble des aides publiques en faveur de l'emploi, M. Bapt a rédigé une note de synthèse. Ses conclusions s'appuient sur des études coordonnées par l'économiste Liêm Hoang-Ngoc et conduites à deux unités du CNRS, le

Metis (Mutation espace travail industrie et stratégie) et le LEST (laboratoire d'économie et de sociologie du travail). La dernière page est explicite : « Le Metis estime que l'aide permanente ne se justifie pas. Il considère qu'elle doit prendre fin avec les aides accordées dans le cadre de la première loi, au motif que les entreprises qui en bénéficient ont maintenant pu absorber le choc des 35 heures grâce à ces aides et aux gains de productivité qu'elles réalisent ». Mais c'est surtout le peu d'empressement des entre-

prises qui est en cause puisqu'elles « préfèrent visiblement attendre la seconde loi sans recourir à ces aides dont la contrepartie était un accroissement significatif d'emploi ». Les grands groupes, notamment, n'en passent. Par conséquent, le document insiste sur l'inutilité de l'aide permanente.

Pour encourager la création d'emplois, une réforme des cotisations sociales suffit. Or, Mme Aubry envisage toujours de combiner les deux, en réservant l'aide, sous forme d'allégement de charges, aux

entreprises qui auront effectivement réduit leur temps de travail et selon un certain niveau de salaires. « Au lieu d'aller surveiller l'entreprise pour savoir si elle a bien rempli ses obligations en matière d'emploi, on pourrait mettre en place un système qui favorise la masse salariale », souligne, pour sa part, M. Bapt.

Plusieurs pistes, « à coût global constant », insiste le député, ont été tracées. La première est basée sur un transfert partiel, et éventuellement progressif, de l'assiette des cotisations sur la valeur ajoutée. Ce système, envisagé par Mme Aubry, aurait les faveurs de la CFTC. Une autre solution consisterait à transférer l'assiette sur l'excédent brut d'exploitation des entreprises. L'hypothèse séduit notamment le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) mais pénalise l'investissement et risque donc de favoriser l'évasion fiscale et les délocalisations. La troisième voie, regardée avec scepticisme par la CGT, vise enfin à garder l'assiette des salaires en modifiant le taux des cotisations patronales en fonction de la part des salaires dans la valeur ajoutée.

Isabelle Mandrand

La CGC-métallurgie veut une nouvelle négociation

Le président de la Fédération CFE-CGC de la métallurgie, Jean-Pierre Chaffin, a souhaité, mardi 6 avril, rouvrir des négociations en mai avec le patronat de cette branche pour « améliorer » l'accord sur les 35 heures conclu le 28 juillet 1998. Très controversé, cet accord, dont la CGC, comme la CFTC et FO, fut signataire, généralise les « forfaits-cadres », c'est-à-dire la rémunération fixe de tout le temps de travail, heures supplémentaires comprises. Pour la CGC, ces forfaits annualisés doivent désormais être « débouchés » du contingent des heures supplémentaires : « Pour le calcul du temps de travail des cadres, la seconde loi sur les 35 heures doit valider le recours à l'unité jour et non plus à celle des heures », a précisé M. Chaffin, favorable à une semaine de quatre jours. M. Chaffin a aussi exprimé à propos de la loi sur les 35 heures son « satisfaction sur le plan qualitatif », car elle a « relancé la négociation », mais il a estimé que l'impact en termes d'emplois était « un peu décevant ».

« Transaction pénale » pour les usagers de drogues « douces »

BERNARD KOUCHNER propose depuis longtemps d'assouplir la loi du 31 décembre 1970 sur la consommation de drogues douces. Le secrétaire d'Etat à la santé sait que la modification de l'article L. 628 du code de procédure pénale, qui prévoit des peines de deux mois à un an d'emprisonnement pour usage de stupéfiants, n'est pas à l'ordre du jour. Or voilà que le débat sur le projet de loi relatif aux « alternatives aux poursuites pénales », sans mettre en cause l'article L. 628, ouvre une « troisième voie » entre le classement sans suite et les poursuites pénales pour usage de stupéfiants.

INTERPRÉTÉ COMME UN « SIGNAL D'INDULGENCE »

Mardi 6 avril, les députés ont discuté, en première lecture, du projet de loi de M. Guigou, adopté en juin 1998 par le Sénat. Ce texte, qui vise à éviter les classements sans suite des délit, prévoit notamment la création d'une procédure alternative intitulée « composition pénale » : le procureur de la République pourrait proposer aux auteurs de certains délit et contrevenances une « transaction » pour réparer les dommages : versement d'une amende, réalisation d'un travail non rémunéré à profit de l'établissement, etc.

Lors de l'examen du texte en commission des lois, en janvier, Gérard Gouze (PS, Lot-et-Garonne) a fait adopter un amendement qui étend la composition pénale à l'« usage de stupéfiants ». « Ce délit ne fait l'objet, actuellement, d'aucune poursuite ; ou, au contraire, pour avoir fumé un joint, une personne se

retrouve au tribunal correctionnel, au milieu des voyous », explique M. Gouze, qui n'est pas, par ailleurs, partisan de la dériminalisation des drogues douces. L'amendement a été discrètement salué par M. Kouchner.

En séance, M. Guigou lui a réservé un accueil plus prudent. Cette mesure ne doit pas être perçue comme un « signal d'indulgence », a prévenu la ministre de la justice, qui s'est renseignée à la « sagette » de l'Assemblée. « Je suis désolé, c'est comme cela que ça sera interprété dans l'opinion publique », a répondu Thierry Mariani (RPR, Vaucluse). Selon M. Mariani, soutenu par François Goulard (DL, Morbihan), cet amendement donne un « second signal » inquiétant : le 16 mars, lors de l'examen, en seconde lecture, du projet de loi de Jean-Claude Gayssot sur la sécurité routière, l'Assemblée avait rejeté deux amendements de l'opposition visant à instaurer le dépistage de stupéfiants chez les conducteurs.

L'amendement de M. Gouze a été adopté, mais les députés ont refusé d'étendre la composition pénale à la conduite en état d'ivresse, sévèrement sanctionnée dans le texte de M. Gayssot. « Sortons-nous de l'idée que nous votons un texte laxiste », a plaidé, en vain, Louis Mermaz (PS), rapporteur de la commission des lois. Pour dissiper tout malentendu, les députés ont modifié le titre du texte, devenu projet de loi « renforçant l'efficacité de la procédure pénale ».

Clarisse Fabre

Les députés déplorent la limitation des pouvoirs de la CPI

BIEN QUE le conflit du Kosovo démontre la nécessité d'une juridiction internationale permanente, capable de juger à tout moment les auteurs de crimes contre l'humanité, de génocides ou de crimes de guerre, les députés n'étaient qu'un peu polynésiens, mardi 6 avril, dans l'hémicycle, pour examiner le projet de loi constitutionnel autorisant le gouvernement à reconstruire le statut de la Cour pénale internationale (Le Monde du 7 avril). Le texte a été adopté à l'unanimité, seul le député « souverainiste » Jacques Myard (RPR, Yvelines) s'étant abstenu pour exprimer sa crainte d'une réécriture vers une « justice politique » intégrale.

La plupart des députés présents ont cependant regretté la limitation des pouvoirs de la future Cour pénale internationale (CPI) et déplore que la France ait, au moment de la négociation du traité créant la CPI, introduit une clause qui permet à chaque Etat signataire de récuser pendant sept ans la compétence de la Cour pour les crimes de guerre. François Goulard (DL, Morbihan) a jugé cette disposition « frustrante ». François Asensi (PCF, Seine-Saint-Denis) l'a trouvée « très discutable » ; elle revient, selon lui, à accorder une « immunité totale pour tous les crimes de guerre commis pendant cette période ». Arthur Paecht (UDF, Var) a affirmé qu'« à titre personnel », il y est « hostile ». Louis Mermaz (PS, Isère) a noté que « cette disposition

transitoire risque de ne pas l'être » car elle « devra être réexaminée lors d'une conférence de révision du traité », dans sept ans. Or, a-t-il observé, « les crimes de guerre sont les plus fréquents ». Guy Hascööt (Verts, Nord) a indiqué que les Verts ont demandé au premier ministre que la France n'y ait pas recours.

Elisabeth Guigou a justifié cette clause en expliquant qu'elle « permet d'obtenir un accord général sur le statut de la Cour ». Selon la ministre de la justice, la définition des crimes de guerre est si large que « des plaintes manifestement infondées (...) pourraient être assez facilement [déposées] contre des dirigeants de pays démocratiques, en visant des opérations menées dans le cadre du maintien de la paix ». Elle a affirmé que « si des citoyens français commettaient des crimes de guerre, ils seraient de toute façon traduits devant les tribunaux français ».

UN LONG PROCESSUS

Après son adoption en première lecture par l'Assemblée, cette révision constitutionnelle va devoir être adoptée dans les mêmes termes par le Sénat - qui l'examinerera le 29 avril - avant d'être ensuite soumise au Parlement réuni en Congrès. Après quoi, les parlementaires devront adopter le projet de loi autorisant formellement la ratification par la France du traité signé à Rome le 18 juillet 1998. Il faudra enfin que soixante Etats procèdent

à des ratifications similaires pour que la CPI entre en fonction. C'est donc « la première étape d'un long processus de construction du droit international » que les députés se sont félicités de franchir.

Rafaelle Rivière

La vie de château de Michel Giraud devant la justice

Le prévenu se dit victime d'un complot

du couple d'employés faisait l'objet d'un « calibrage » précis, se concentrant sur les nombreuses réceptions officielles et laissant à la famille du propriétaire (enfants et petits-enfants) la responsabilité des autres tâches, et notamment du jardinage.

« En fait, estimait l'ancien président, ce nouvel avatar ne devrait pas être dissocié d'une série dont j'ai été victime, dans le cadre d'une entreprise de démolition personnelle. J'ai tout entendu depuis trois ans. Et je me dis que tout cela n'est pas innocent, ne peut être qu'inspiré... »

« Suggérez-vous un complot ? », demanda la présidente.

« Oui, bien sûr. Mais je n'ai ni explication ni délation... »

UN SIMPLE « HABILLAGE » ?

C'est alors que l'on va en vint à examiner les circonstances dans lesquelles furent signés, en janvier 1995, deux avatars aux contrats des deux employés : le premier permettait son titre et de l'agent public pour ne pas être reproché. Cet accord, disait-il, « c'était dans un « souci d'économie des fonds publics », de « simplicité », de « légalité », et aussi « d'efficacité conviviale » qu'il s'était résolu à utiliser son château personnel comme lieu de séminaire d'employé de maison » mais se voyait affecté au logement de fonction parisien. Le signataire des avatars, Xavier de La Gorce, alors directeur général adjoint des services de la région, aujourd'hui accusé de faux, a dû s'expliquer : « Je voulais mettre le contrat en conformité avec le droit (...) car jamais Michel Giraud n'aurait accepté qu'on lui retire les deux personnes à son service. » N'était-ce donc qu'un simple « habillage » ? a demandé la juge. Comment savoir, répondit M. de La Gorce en admettant n'avoir jamais demandé à son patron : « Président-ministre, ce n'est pas rien ! » Plaidoiries et réquisitoires le 19 avril.

Annick Cojean

DÉPÉCHES

INSPECTEURS DU TRAVAIL : l'association Villermé, regroupant trente-cinq inspecteurs du travail, vient de lancer un appel pour exiger l'abrogation de la circulaire du 5 janvier 1999 du ministre de l'emploi et de la solidarité portant sur les relations que doivent avoir les fonctionnaires avec les médias (Le Monde du 10 février). L'initiative de cet appel, précise le président de Villermé, Bernard Grassi, a été prise après « une série de contacts infructueux avec le ministère de l'emploi pour modifier cette circulaire ». De leur côté, les syndicats CGT, CFDT, FO, UNSA et SUD du ministère de l'emploi viennent de lancer une pétition interne dans laquelle ils demandent aussi le retrait de cette circulaire, qui invite les fonctionnaires du ministère à faire preuve d'une « vigilance redoublée » dans leurs contacts avec les médias.

JUSTICE : la défense de l'avocat Eric Turcon a cité à comparaître, mardi 6 avril, devant le tribunal correctionnel, de Paris les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnevsky pour « violation de domicile » et « délivrance au secret des correspondances de l'avocat ». Les conseils de M. Turcon reprochent aux deux magistrats les conditions d'une perquisition effectuée le 26 janvier au cabinet et au domicile de leur client, avocat d'Alfred Sirven, l'ex-directeur des « affaires générales » d'Elf, actuellement en fuite (Le Monde du 3 avril).

MNEF : Pouda Amirsahabi, vingt-sept ans, ancien président du syndicat UNEF-ID, a été élu, vendredi 2 avril, président de la Mutualité nationale des étudiants de France (MNEF) par le conseil d'administration issu des élections de février. Arrivé en tête avec 40,08 % des voix sur une liste commune UNEF-ID et UNEF, il succède à Marie-Dominique Lihalle. La première décision du nouveau président a été de retirer toutes les délégations de représentation de la MNEF dans les structures, associations et sociétés commerciales où siège la Mutualité.

à 5 min de PARIS

LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Géant OCCASIONS TOUTES MARQUES

5 000 occasions récentes en stock permanent au meilleur prix

كتاب من الأصل

La vie de château de Michel Giraud devant la justice

Le prévenu se dit victime d'un complot

UN SIMPLE HABILLAGE

177-337

HORIZONS-ÉMULSIONS

(Publicité)

— (Publicité) —

לעומת אוניברסיטאות אחרות, מוסמך במדעי היהדות ובלשנות עברית.

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999 / 11

RAPPROCHEMENT SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BNP, PARIBAS

UNE

GRANDE BANQUE FRANCAISE

QUI REFUSERAIT DE DEVENIR LA PREMIÈRE EN EUROPE SERAIT-ELLE TOUJOURS UNE

GRANDE BANQUE

La BNP propose que soient réunies, sur un pied d'égalité, trois grandes banques françaises pour créer un leader ■ l'échelle européenne. Il y a urgence. Dans la plupart des pays, d'autres grands groupes sont en train de naître. Faudrait-il que la France rate le coche et que son industrie bancaire soit affaiblie parce que ses banques n'auraient pas su se rassembler à temps ? Il est aujourd'hui possible de créer

la première banque européenne,
avec une base de 4 800
agences en France,
des marques
prestigieuses en
banque de particu-
liers et d'investisse-
ment, présente dans
90 pays. Chaque banque
conservera ses marques
et ses réseaux d'agences.
C'est le meilleur choix pour
l'avenir de notre pays et de nos
entreprises, ainsi que pour l'emploi
dans le secteur bancaire français.

Pour que vous puissiez exercer vos droits d'actionnaires en disposant de toutes les informations nécessaires, nous mettons à votre disposition ce numéro :

NoVert 800 507 502
GRANDE GROSSEUR

Deux notes d'information visées par le COB relatives aux offres publiques [REDACTED] la BNP, sur la Société Générale et sur Paribas, ayant reçu respectivement les visées de la Commission des Opérations Bourse N° 99-295 et N° 99-297 en date du 29 mars 1999, sont disponibles gratuitement auprès de la BNP.

BNP PARLONS D'AVENIR

هذا من الأفضل

n au travail

Le centre de ce ressortisseur d'entreprises
développent ces activités d'au-delà du simple
échange de marchandises.

memme

édition dans le monde entier de la
presse quotidienne, et à la vente
d'abonnement à la presse quotidienne
française. Elle a également une
participation dans les éditions
et éditions de livres, ainsi que
dans la vente de journaux, magazines
et périodiques. Enfin, elle possède
une participation dans la rédaction et
l'édition de journaux et magazines
étrangers, et une participation dans
la vente de journaux et magazines
étrangers.

Le groupe Vivendi possède
également une participation dans
la vente de journaux et magazines
étrangers, et une participation dans
la vente de journaux et magazines
étrangers.

Paris : règlement sur mesure
dans le 1^{er} arrondissement

Le groupe Vivendi possède
également une participation dans
la vente de journaux et magazines
étrangers, et une participation dans
la vente de journaux et magazines
étrangers.

Le groupe Vivendi possède
également une participation dans
la vente de journaux et magazines
étrangers, et une participation dans
la vente de journaux et magazines
étrangers.

Le groupe Vivendi possède
également une participation dans
la vente de journaux et magazines
étrangers, et une participation dans
la vente de journaux et magazines
étrangers.

L'eau, c'est la vie.



Vivendi, n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi
renforce et élargit encore cette position grâce au projet de
rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

هذا من الأصل

Vukovar-Pristina : huit années de terreur

Massacres, expulsions, déplacements de populations : au nom de la « purification ethnique », les nationalistes serbes, de l'ex-Yougoslavie ont multiplié depuis 1991 les crimes contre les civils croates et bosniaques. Cette politique a fait des émules chez les Croates, à un moindre degré. Les estimations les plus fiables font état de deux cent mille morts et plus de trois millions de personnes déplacées

Il est difficile de dresser un bilan chiffre à chiffre des morts qu'a provoquée la politique de « nettoyage ethnique » mise en œuvre à partir de 1991 dans l'ex-Yougoslavie. En Croatie d'abord, puis en Bosnie, puis en Serbie. L'évaluation la plus couramment admise est de 200 000 morts. On dispose en revanche d'une masse considérable de documents décrivant les crimes commis au nom de cette politique qui, par définition, s'en prend aux civils.

L'objectif était d'éliminer une catégorie ethnique de tout un territoire, les moyens sont les exactions et le terreur pour la faire fuir, ou les massacres purs et simples ; dans les deux derniers cas, par les forces serbes et dont les habitants ne pouvaient par conséquent pas s'enfuir, des actes de violence sans aucune utilité militaire ont aussi été commis (obus tirés sur des groupes d'enfants, des marchés à Sarajevo, sur la rivière à Tuzla).

C'est en Croatie, dans les régions où résidait une forte minorité serbe qui ne voulait pas vivre dans une Croatie indépendante de Belgrade, que cette politique a été, pour la première fois, mise en œuvre par l'armée fédérale yougoslave à dominante serbe, aidée par les milices. Les atrocités commises à Vukovar et Osijek, en Slavonie orientale, en marquent l'apogée à la fin de 1991. Le nettoyage ethnique allait ensuite être très systématiquement mis en place par les Serbes pendant trois ans et demi en Bosnie, d'abord dans la région de Prijedor (nord-ouest) et de Brčko (nord), puis dans de larges parties de tout le territoire bosniaque, jusqu'à l'attaque des enclaves musulmanes de Bosnie orientale et à la chute de Srebrenica en juillet 1995.

Entre-temps, la politique de « nettoyage ethnique » avait fait des émules chez les Croates. A partir du début de 1993 et pendant plus d'un an, les forces croates s'y adonnaient en Bosnie centrale contre les musulmans. En Croatie, lors de la reconquête de la Krajina en août 1995, des méthodes similaires furent utilisées par l'armée croate contre des civils serbes : il y a deux semaines, des tueries émanant d'un Tribunal de La Haye annonçaient que trois généraux de l'armée croate, qui avaient commandé ces opérations de l'été 1995 en Krajina, allaient être prochainement inculpés.

Mais ce qui ressort de tous les rapports officiels est que les actions criminelles n'ont pas été menées sur la même échelle par les Croates (et encore moins par les Bosniaques) et par les Serbes.

UNE ÉNORME DOCUMENTATION

Des documents officiels montrent que les crimes commis ont assez été disponibles.

Les deux cent mille morts du « nettoyage ethnique »



1992, le Polonais Tadeusz Marciewski, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, publiait le premier de ces rapports sur la Bosnie, dans lequel il dénonçait « le nettoyage ethnique » dans le pays. En mai 1994, le Conseil de sécurité de l'ONU émit cinq imposants volumes sur l'étude qu'il avait commandée à une commission

d'experts dirigée par l'Egyptien Cherif Bassiouni. Le rapport portant sur la Croatie et la Bosnie, concluait que « les actes de nettoyage ethnique n'ont pas été commis par des groupes ethniques ou religieux ». Il déclarait : « Il existe un dessein, une systématisation ainsi qu'une certaine planification et une coordination de la part de plus

de hautes autorités (...) qui sont fréquemment motivés par leurs motifs nationaux et/ou idéologiques positifs, patriotes. Ces facteurs, ainsi que d'autres, montrent l'existence d'un niveau de direction supérieure ». Le rapport précisait que l'armée fédérale était directement impliquée dans la mise en œuvre du « nettoyage ethnique » dans certaines régions.

Devant l'ampleur des exactions, le Conseil de sécurité décida début 1993 de créer un Tribunal ad hoc pour l'ex-Yougoslavie (le TPI). Les enquêtes qu'il a menées ont démontré que l'armée fédérale était directement impliquée dans la mise en œuvre du « nettoyage ethnique » dans certaines régions.

Le général Ratko Mladić, qui s'est suicidé dans sa cellule de Scheveningen aux Pays-Bas en juillet 1998, décrivit dans le détail certains aspects du siège de la ville, particulièrement l'épisode de l'extermination des malades de l'hôpital. L'acte d'accusation contre le général Ratko Mladić, l'un des officiers qui commandaient les forces croates de Bosnie, éclaire sur les exactions commises dans la vallée de la Lasa, en Bosnie centrale, notamment « l'assassinat de femmes, d'enfants et de personnes âgées par les troupes de Ratko Mladić, parfois à moins de 300 mètres de son quartier général ».

La déposition, en juillet 1996, du général Drazen Erdemović, seul accusé à avoir plaidé coupable à ce jour, confirme les méthodes des forces serbes en Bosnie. Il a raconté notamment avoir tué en une journée, le 16 juillet 1995, plusieurs dizaines de musulmans (70 environ) faits prisonniers après la chute de l'enclave de Srebrenica. Des cars arrivèrent, on en fit sortir des hommes, déshabillés, les mains liées dans le dos, par groupes de dix qui étaient amenés à 20 mètres devant les soldats serbes et qui étaient exécutés à l'arme automatique. Quinze à vingt autotous sont arrivés dans la journée, raconté Erdemović, entre 1 000 et 1 200 musulmans ont été liquidés ce jour-là à la ferme de Pličica, près de Srebrenica. Le TPI a enquêté sur le site de l'assassinat et le nombre d'autres charniers en Bosnie.

CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Ce ne sont que quelques exemples du travail effectué par le TPI. Le travail effectué par le TPI, qui a établi une liste globale de ce qui s'est passé en Bosnie, est le premier acte d'accusation contre Ratko Mladić, chef politique des forces

pendant la guerre, contre Ratko Mladić qui commandait l'armée (le deuxième acte d'accusation contre les hommes portes exclusivement les événements de Srebrenica). Les hommes, en dépit de leurs politiques avec Milosevic sur la bénéficié, jusqu'en 1995, du soutien militaire de Belgrade.

Il y a des crimes de « génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre », notamment pour les suivants :

Camps d'internement : le document, qui en donne une liste non exhaustive, indique que « des détenus ont à maintes reprises assisté et/ou fait l'objet d'atrocités inhumaines, y compris la mort, la torture, la séquestration, la mort, ainsi que d'autres formes d'atteinte à l'intégrité physique ». Beaucoup ont disparu.

Prise pour cibles de dirigeants politiques et d'intellectuels : le texte indique que des listes étaient établies par le parti de Karadžić ; « sur la base de ces listes, des dirigeants musulmans et des bosniaques ont été arrêtés, internés, ont fait l'objet de violences physiques et dans de nombreux cas ont été exécutés ».

Déportations : « Des milliers de musulmans et de croates bosniaques des régions de Vlasenica, Prijedor, Bosanski Samac, Brčko et Mostar ont été arrêtés et déportés. De plus, des civils – compris des femmes, enfants et personnes âgées – ont été enlevés et amenés de leur domicile et utilisés dans le cadre d'échanges de prisonniers par les forces militaires et politiques serbes. »

Piégage de rassemblements de civils : la liste non exhaustive, cité douze cas, dont le piégage d'un stade de football à Sarajevo lors d'un match (15 morts) et celui des déportations de Tuzla (150 morts).

Appropriation de biens, destructions : elles ont été faites, dit le texte, « sur une grande échelle, sans être justifiées par des raisons militaires ». Les personnes expulsées ou déportées dans les camps devaient signer des documents par lesquels ils renonçaient à la propriété de leurs biens aux autorités. « Les maisons et les biens industriels et commerciaux musulmans et croates ont été systématiquement détruits et arrachés, alors que les habitants avaient cessé ou qui avaient été épargnés par les combats. Le but était de s'assurer que les habitants ne pourraient pas rentrer ». Les mosquées et églises catholiques ont été détruites « systématiquement et sur une grande échelle ».

Claire Tréan

* Voir les articles d'Yves Heller sur l'ex-Yougoslavie de 1991 à 1995 dans *Des brasiers éteints*, La Muette Editions, 112 pages.

Quelques noms dans une liste sinistre d'assassinats et de déportations

VUKOVAR

Symbol de la résistance croate, la ville tombe le 11 novembre 1991, après trois mois de siège, aux mains de l'armée fédérale appuyée par les milices serbes. La ville est détruite, les rues jonchées de corps. Outre les morts – entre 3 000 et 5 000 selon les sources –, 4 000 personnes sont portées disparues. Le 14 novembre, 25 personnes – malades, personnel soignant, combattants – sont tuées à l'hôpital municipal par les Serbes. Les survivantes vont chercher au loin à Vukovar leurs corps ensanglantés au charnier d'Övcar.

PRIJEDOR, KERATEM, OMARSKA

C'est dans cette région nord que commence, au printemps 1992, la première grande vague de nettoyage ethnique en Bosnie. La lendemain de la prise de Prijedor par les forces serbes, le 30 avril, 150 femmes, enfants et vieillards non séparés des hommes de 16 à 60 ans, et envoyés dans un camp établi dans un village voisin, puis déportés vers les régions sous contrôle du gouvernement musulman bosniaque. Les hommes sont emmenés dans deux camps de prisonniers, celui de Markale, qui tient 68 personnes et celui

d'Omarska. Les témoignages des rescapés de ces camps (privation d'eau pendant plusieurs jours, qu'il y a 40 degrés, tortures, mutilations, viols, exécutions sommaires) rassemblés et nourris par plusieurs groupes d'instruction du TPI.

SARAJEVO

Le siège de la ville commence le 2 mai 1992. Il va durer six mois, pendant lesquels les Sarajeviens doivent affronter la menace des tirs de snipers pour aller se procurer de l'eau, vivre dans un abri sans chauffage, survivre grâce au pion humain. Trois ans et demi ponctués des massacres perpétrés par les forces serbes dans les collines alentour : 29 mai 1992, un mortier sur une file d'attente devant une boulangerie (16 morts) ; juin 1993, 15 tuent 15 personnes dans une foule assistante à un marché de football ; puis huit personnes dans un groupe dans un entrepôt ; puis sept enfants qui jouent dans une cour d'inutile. Des enfants qui jouent dans une cour d'inutile. 22 janvier 1994 (six morts). Le 5 février, un obus sur le marché de Markale, tuant 68 personnes et en blessant 100.

FOCA

Le 27 juillet 1995, le marché est nouveau le théâtre d'un massacre : 57 morts et 80 blessés.

POČA

En avril 1992, la ville, dont la population pour la moitié musulmane, aux mains des forces serbes de Bosnie, aux groupes paramilitaires de Serbie et du Monténégro. Une campagne de terreur est lancée dans toute la région, pour faire fuir les non-Serbes. La prison de la ville est transformée en camp pour musulmans. Chaque jour, les rescapés des prisonniers sont emmenés pour être torturés, le plus part reviennent. Dans l'ensemble sportif de la ville, sont rassemblées des femmes et des enfants, en vue de leur déportation. Ce local, de même qu'un établissement scolaire de la ville, va devenir le plus grand centre de viol et de torture de la Bosnie. Foca est ensuite un sanctuaire pour les criminels recherchés par le TPI.

SREBRENICA

L'enclave musulmane de Bosnie orientale tombe aux mains des forces serbes dirigées par le général Mladić, le 11 juillet 1995. Elle va être le théâtre, quelques semaines avant la fin de la guerre en Bosnie, d'un de ses épisodes les plus barbares. Le 10 juillet, une partie de la population de la ville tente de s'enfuir à travers la zone serbe afin de gagner Tuzla, mais la partie de la population qui s'en remet à la protection de l'enfer musulman pour les fuyards : 1 000 de champs de mines, attaques des enfants serbes, morts sur les routes, exécution systématique des hommes musulmans. Les hommes sont séparés des femmes et les enfants sont déportés en zone bosniaque musulmane. Les hommes sont séparés par groupes et jetés dans des fosses communes. Le nombre de disparus à Srebrenica a été évalué entre 8 000 et 10 000 personnes.

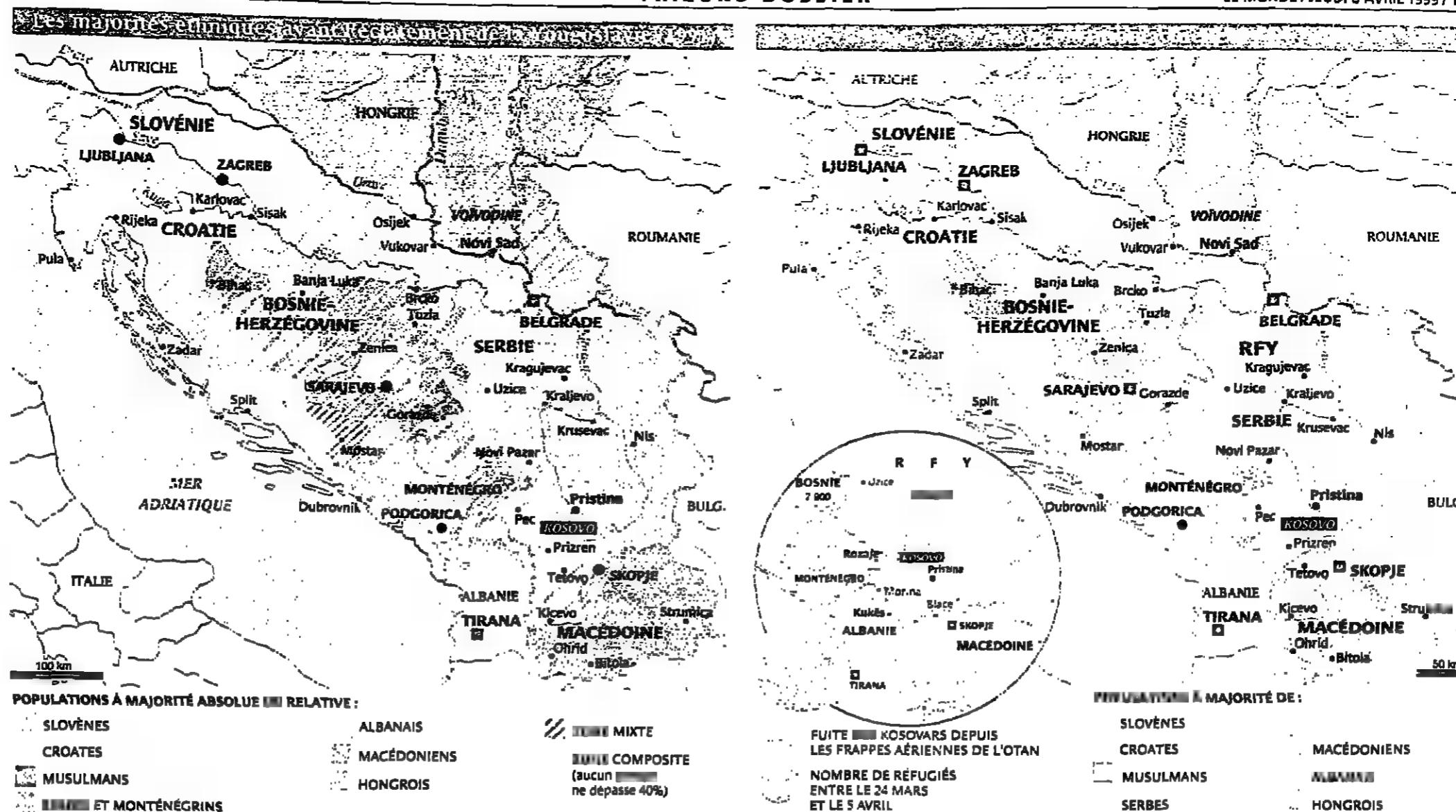
La 11e armée, l'UCK, il y a deux ans. Avant l'entreprise de déportation massive qui a commencé avec l'intervention de l'OTAN, il y avait en trois temps forts dans la répression : en février-mars 1998, à Prijedor, et au début de l'année 1999.

Fin février-début mars 1998, les forces de sécurité serbes lancent une violente offensive dans la région de la Drenica, qui entraîne la fuite d'une partie des habitants. Passé l'assaut contre les villages de Cizre, Likoshan, Stendre, Prijedor, on découvre des corps mutilés dans les maisons dévastées. Les rescapés font des récits hallucinants. Les hommes sont morts et qui se soldent par une cinquantaine de morts.

Les offensives se poursuivent et s'intensifient à l'été. Le scénario est souvent le même : à l'approche des forces serbes, les civils s'enfuient ; leurs villages sont bombardés et les maisons systématiquement détruites pour qu'ils ne reviennent pas. Après un retrait partiel sous les pressions internationales, les forces serbes lancent une offensive dans la région de la Drenica, qui entraîne la fuite d'une partie des habitants. Passé l'assaut contre les villages de Cizre, Likoshan, Stendre, Prijedor, on découvre des corps mutilés dans les maisons dévastées. Les rescapés font des récits hallucinants. Les hommes sont morts et qui se soldent par une cinquantaine de morts.

Les offensives se poursuivent et s'intensifient à l'été. Le scénario est souvent le même : à l'approche des forces serbes, les civils s'enfuient ; leurs villages sont bombardés et les maisons systématiquement détruites pour qu'ils ne reviennent pas. Après un retrait partiel sous les pressions internationales, les forces serbes lancent une offensive dans la région de la Drenica, qui entraîne la fuite d'une partie des habitants. Passé l'assaut contre les villages de Cizre, Likoshan, Stendre, Prijedor, on découvre des corps mutilés dans les maisons dévastées. Les rescapés font des récits hallucinants. Les hommes sont morts et qui se soldent par une cinquantaine de morts.

مكتوب من الأصل



Trois millions de personnes déplacées

APRÈS huit ans de conflit, 200 000 morts et le déplacement de plus de 3 millions de personnes, les nationalistes serbes, et musulmans de l'ex-Yugoslavie avaient gagné la guerre. Du moins au point de vue qui paraît leur importe le plus : constituer par la purification ethnique - massacres, expulsions, déplacements et échanges de population - des « territoires purs ». Cela tend à le montrer une nouvelle fois l'expulsion des Albanais du Kosovo par les Serbes, le « nettoyage ethnique » est sans doute le but de la guerre, et non sa conséquence.

Paradoxalement, le bilan de la guerre en termes de « purification ethnique » des territoires n'a pas officiellement dressé : il n'y a pas eu de recensement depuis 1991. Comme si les pouvoirs nationalistes de l'ex-Yugoslavie triomphaient en silence que les organisations internationales chargées des déplacements étaient la cause de la multi-ethnicité.

Avant la guerre, la Yougoslavie était l'Etat européen dont la cohésion et le plus faible, l'unique Etat dont la population la plus nombreuse, les Serbes, n'était pas majoritaire (pas plus de 44 % de la population totale). Après huit ans de guerre et le nettoyage ethnique, le pays s'est éclaté : d'après les statistiques et estimations éparpillées et souvent divergentes, les populations aujourd'hui regroupées dans les territoires où une ethnique est majoritaire (plus de 90 % de la population), soit « homogène » (plus de 80 %) :

- La Slovénie est homogène (avec plus de 90 % de Slovènes parmi les 1,9 million d'habitants). Elle l'a été à la guerre.

- La Croatie est devenue homogène. Elle compte aujourd'hui plus de 90 % de Croates (5 % de Serbes (contre 7 % de Croates et 12 % Serbes avant guerre).

- En Bosnie, les populations étaient extrêmement imbriquées et aucune majoritaire, la guerre a découpé les territoires presque « ethniquement purs ». Les terres sous contrôle serbe comptent plus de 90 % de Serbes, sous contrôle croate plus de 90 % de Croates. Et sous contrôle bosniaque musulmans plus de 90 % de Musulmans.

- En Serbie-Monténégro

(« petite Yougoslavie »), Serbes et Monténégrois majoritaires alors qu'ils n'étaient qu'une majorité relative (36 %) dans la « grande » Yougoslavie. Les événements du Kosovo conduisent à un départ d'une majorité d'Albanais, les Serbes-Monténégro deviendraient à l'avenir « homogène ».

- Seule la Macédoine (1,9 million d'habitants), si elle est épargnée par le conflit, ne sera pas « homogène », mais « majoritaire » avec 66,5 % de Macédoniens et près de 10 % d'Albanais.

LA CROATIE

La Croatie est devenue, après la Slovénie, l'Etat le plus « homogène » de l'ex-Yugoslavie. À la guerre, la population de la Croatie était de près de 4,5 millions d'habitants. Elle est à 4,7 millions. La composition a changé. Le nombre de Croates a été augmenté (de 300 000 par les réfugiés venus de Bosnie. Le nombre de Serbes a diminué (270 000 à 350 000 départs). Les Serbes de Croatie, qui représentaient plus de 12 % de la population (580 000 personnes), ne seraient plus que 200 000 (selon les estimations, près de 6 %). La loi sur les minorités ne prévoit une représentation proportionnelle au Parlement que pour les minorités dépassant les 8 %.

• La fuite des Serbes de Croatie. Elle a eu lieu, pour l'essentiel, en quatre temps en direction de la Yougoslavie (300 000) de la Bosnie serbe (30 000-35 000).

En 1991, la guerre d'indépendance, qui a terminé par la reconnaissance du pays et la sécession de la République serbe de Krajina, entraîne le départ de 100 000 à 130 000 Serbes de Yougoslavie et des déplacements de Croates (250 000 personnes) qui furent tous tombés aux mains des Croates dans les frontières.

Après la chute de Vukovar, 10 000 Croates furent ainsi la Slavonie orientale.

1991-1995. Il a été à un lent déclin de la population sous contrôle croate (20 000), mais aussi la République serbe de Krajina (80 000).

Les Croates lancent en août l'opération « Tempête » de reconquête de la Krajina. Elle provoque la fuite de l'essentiel de la population serbe (entre 100 000 et 130 000 personnes). La Krajina, sous contrôle croate, ne comportera plus, alors que 10 000 Serbes, des personnes âgées. Les Serbes partent pour la

Yougoslavie, mais 10 000 d'entre eux s'installent en Slavonie orientale, sous contrôle serbe.

• • • Avant la restitution pacifique de la Slavonie orientale à la Croatie en 1998, environ un tiers des Serbes de la région (50 000 sur 150 000) quittent pour la Yougoslavie. Depuis, entre 10 000 et 20 000 Croates sur les 150 000 restants ont fui la guerre et sont rentrés en Slavonie orientale. La population de la région est encore majoritairement serbe. Mais les Serbes continuent à partir tandis que les déplacés se réinstallent.

• • • transfert de

et, surtout, de

Comme tend à le montrer une nouvelle fois l'expulsion des Albanais du Kosovo par les Serbes, le « nettoyage ethnique » sans doute le but de la guerre, et non conséquence

• • • Croatie. Ces déplacements, tout au long de la guerre, se font essentiellement lors de la guerre de Bosnie. La Croatie accueille près de 200 000 Croates de Bosnie, chassés des serbes essentiellement en 1992 et des zones bosniaques en 1993. La plupart des réfugiés (150 000) acquièrent la nationalité croate ; 30 000 personnes sont toujours considérées comme des réfugiés. La Croatie a donc renforcé la cohésion ethnique, récupéré des territoires et, de plus, contrôlé des territoires et, de plus, géré en l'Herzégovine.

• • •

Avant que la guerre n'éclate en 1992, la Bosnie-Herzégovine comptait 4,3 millions d'habitants. Aujourd'hui, la population de la Bosnie serait d'un peu plus de 3,7 millions d'habitants. Soit une perte de plus de 600 000 personnes, que l'on peut décomposer ainsi : de 100 000 à 100 000 tués ; 220 000 Serbes de Bosnie réfugiés en Yougoslavie ; 120 000 Musulmans toujours ré-

fugiés hors des frontières ; 150 000 Croates réfugiés en Croatie.

Avant le conflit, les Musulmans (des Slaves islamisés) représentaient 45,7 % de la population (soit 1,9 million de personnes), les Serbes 31,4 % (1,37 million) et les Croates 17,3 % (750 000 habitants). Aucune population n'était majoritaire. Ce qui semble plus important : à rares exceptions, l'ethnie n'était pas en situation de « hégémonie » (plus de la moitié de la population). Dans certaines régions, une majorité solue ou relative se dégagait (voir carte). Avant la guerre, les territoires ethniquement « homogènes » auraient représenté 9 % de la superficie du pays ; après, ils représenteraient 80 %.

La Bosnie est de facto divisée en territoires presque « ethniquement purs » : les Serbes en position hébergement en République Srpska (plus de 90 %), les Musulmans en République bosniaque (plus de 90 %), les Croates en Herzegov-Bosna (plus de 90 % juridiquement, mais non dans les faits), les territoires bosniaques et croates sont unifiés en une « Fédération de Bosnie-Herzégovine ». Dans seulement deux cantons (sous contrôle bosniaque), les minorités dépasseraient 10 % : à Tuzla (près de 13 %) et à Sarajevo (13 %).

• • • Sur le territoire de la République Srpska (49 % de la Bosnie) vivaient entre 1 et 1,2 million de Serbes. Sur cette même portion de territoire, avant le conflit, les Serbes auraient près de 350 000 Serbes, venant des zones sous contrôle bosniaque ou croate, qui auraient rejoints, principalement en 1992, victimes du « nettoyage » ou volontaire. D'autres furent lors de la perte de territoires. Ainsi, près de 50 000 Serbes ont quitté les faubourgs de Sarajevo, rétrocédés aux Bosniaques après l'accord de Dayton, sous la pression de leurs autorités (« auto-nettoyage ethnique »).

Avant la guerre, sur l'actuel territoire des Serbes de Bosnie, les non-Serbes, Musulmans et Croates, auraient été près de 1 million. Ils seraient aujourd'hui entre 70 000 et 100 000, qui reviennent à estimer que 900 000 d'entre eux ont été chassés. Leur présence serait ainsi passée de 50 % de la population de ces territoires à 6 % à 8 %. La République Srpska serait « pure » - serbe - dans une fourchette de 92 % à 94 %.

• • • Musulmans. Après la guerre, sous contrôle des Serbes mais aussi les Croates, les Musulmans

contrôleraient 32 % du territoire ; la Bosnie une population de 1,7 million d'habitants, à plus de 90 % musulmans. La majorité des Musulmans qui ont fui les zones contrôlées par les Serbes sont bosniaques l'ont fait au début de la guerre en 1992, alors que les lignes de front, lors d'une campagne de terreur (lire p. 14). Les Musulmans ont le moins importants. La réduction des poches musulmanes s'est traduite par des massacres (Srebrenica, 1995) ou échoué (Bihac, Gorazde).

• • • Loin de rétablir la situation d'avant-guerre, comme le voulait les accords de paix de Dayton en 1995, le retour des réfugiés accentue au contraire l'homogénéisation. Dans leur écrasante majorité, les réfugiés ne retournent pas dans leur zone d'origine géographique (« retour minoritaire »), mais dans la zone contrôlée par leur ethnique (« retour majoritaire »). Les retours des réfugiés en Europe, principalement des Musulmans, a ainsi gonflé la population musulmane des croates unifiés en une « Fédération de Bosnie-Herzégovine ». Dans seulement deux cantons (sous contrôle bosniaque), les minorités dépasseraient 10 % : à Tuzla (près de 13 %) et à Sarajevo (13 %).

• • • Sur le territoire de la République Srpska (49 % de la Bosnie) vivaient entre 1 et 1,2 million de Serbes. Sur cette même portion de territoire, avant le conflit, les Serbes auraient près de 350 000 Serbes, venant des zones sous contrôle bosniaque ou croate, qui auraient rejoints, principalement en 1992, victimes du « nettoyage » ou volontaire. D'autres furent lors de la perte de territoires. Ainsi, près de 50 000 Serbes ont quitté les faubourgs de Sarajevo, rétrocédés aux Bosniaques après l'accord de Dayton, sous la pression de leurs autorités (« auto-nettoyage ethnique »).

Avant la guerre, sur l'actuel territoire des Serbes de Bosnie, les non-Serbes, Musulmans et Croates, auraient été près de 1 million. Ils seraient aujourd'hui entre 70 000 et 100 000, qui reviennent à estimer que 900 000 d'entre eux ont été chassés. Leur présence serait ainsi passée de 50 % de la population de ces territoires à 6 % à 8 %. La République Srpska serait « pure » - serbe - dans une fourchette de 92 % à 94 %.

• • • Musulmans. Après la

d'une forte minorité hongroise en Voïvodine et, surtout, d'une importante minorité d'Albanais, concentrés au Kosovo (où ils sont encore largement majoritaires).

LE KOSOVO

Avant de la guerre en 1996, le Kosovo comptait près de 2 millions d'habitants dont 90 % d'Albanais, une tendance des Serbes au départ et croissance de la population albanaise, à forte natalité. Depuis le début des affrontements de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) jusqu'aux bombardements de l'OTAN, le conflit aurait fait, selon le HCR, près d'un demi-million de réfugiés ou déplacés : 300 000 déplacés dont 250 000 à l'intérieur du Kosovo, 30 000 en Serbie et 25 000 au Monténégro ; 144 000 réfugiés hors de la République de Yougoslavie (100 000 en Europe, 18 500 en Albanie, 16 000 en Macédoine, 11 000 en Bosnie). Après douze jours de frappes aériennes de l'OTAN et, surtout, d'offensive serbe au Kosovo, près de 400 000 Albanais auraient fui Kosovo. Qualifiant cet exode de « tremblement de terre démographique », des responsables de l'OTAN ont estimé qu'à rythme la province « serait entièrement vidée d'ici dix à vingt jours ».

Jean-Baptiste Nouvel

* Sources : Vie et mort de Yougoslavie, Garde, Fayard. République yougoslave de 1991. Kosovo sous contrôle de l'Union européenne. Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés ; Organisations internationales de migrations ; gouvernements yougoslave. DEA de cycle, Fronts, population en Croatie, Bosnie, de Zvonimir Frka-Petec, l'université Paris-VIII.

Balkans, après bataille, sous la direction de Jacques Rupnik (CER), éditions Complexe.

Bosnie, anatomie d'un conflit, Bougarel, éditions La Découverte.

Bosnie, en Europe et en Asie, Lieblich, éditions Georg. Internationale Crisis Group.

Rapport Bosnie : return mass relocation.

L'Union européenne et la crise yougoslave, Jean-Antoine Giansily.

Brasiers mal éteints, Yves Heller, Le Monde Éditions.

550 من الأصل

itik qui n'ose pas

par Predrag Avramovic

essais

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

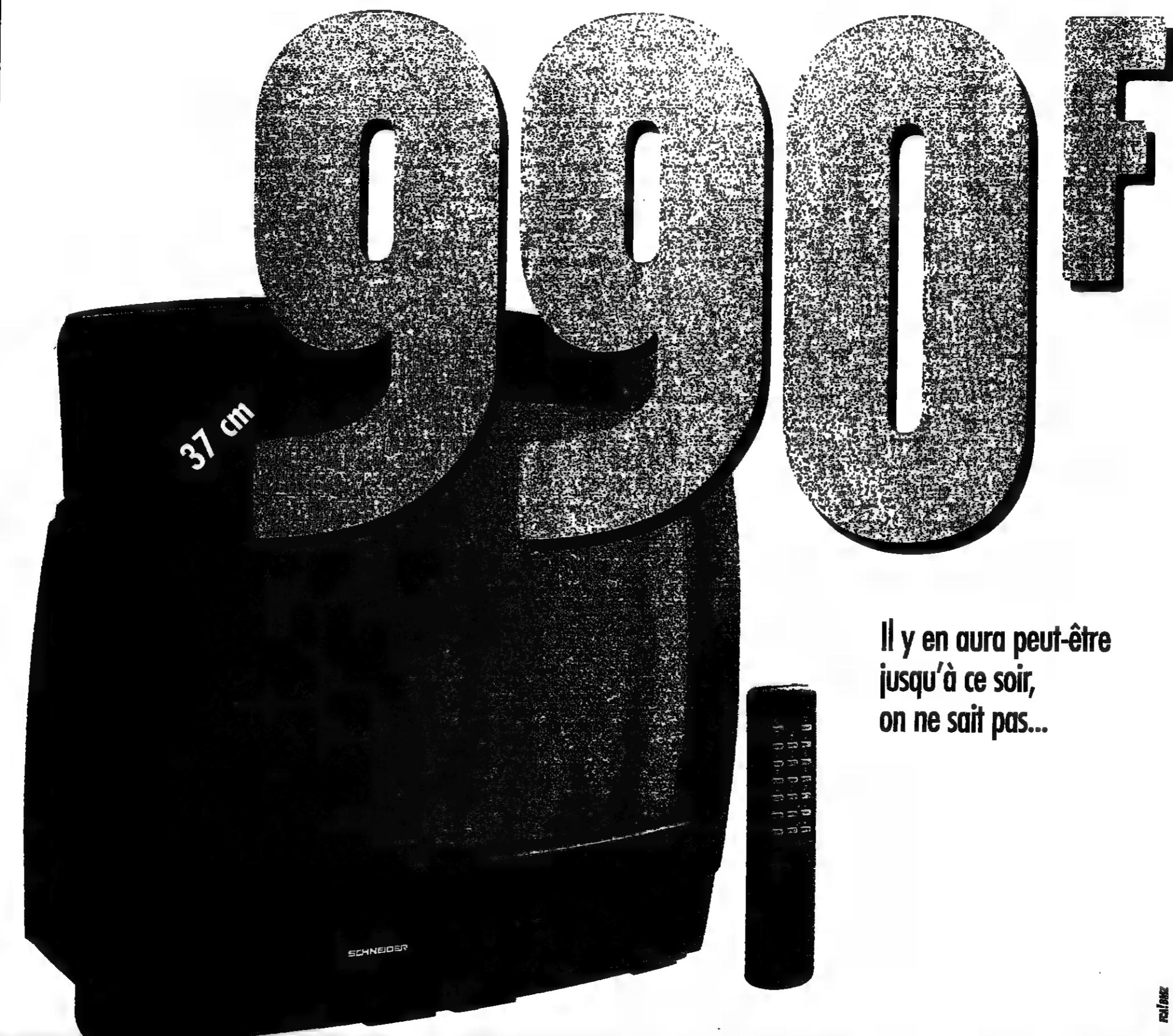
HORIZONS-ANALYSES

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999 / 17

Jeudi 8 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR

10 000 téléviseurs
37 cm SCHNEIDER et pas un de plus.



Ref. 37 TB 1252
Pal/Secam.
Garantie 2 ans.

Avec Carrefour
je positive! 

A DEMAIN...

مكتبة من الأصل

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL

AUTOMOBILE Mitsubishi Motors devait, selon la presse économique nipponne, annoncer mercredi 7 avril une coopération technique commerciale avec Mazda, construc-

teur dont l'américain Ford détient 33,4 %. DERNIER industriel japonais de l'automobile en quête d'un partenariat, après la conclusion de l'accord Renault-Nissan, Mitsubishi cherche

des accords ponctuels susceptibles de déboucher sur une ouverture de capital. POUR L'EXERCICE clos le 31 mars, le numéro quatre de l'automobile japonaise devrait afficher un

léger bénéfice, au lieu de lourdes pertes initialement prévues. Le marché nippon, en revanche, reprend toujours et affiche une baisse des ventes de 11,2 % sur l'en-

semble de l'année fiscale. DE SON CÔTÉ, Nissan rationalise ses liens avec ses 250 sous-traitants, faisant voler en éclats le traditionnel modèle japonais du *keiretsu*.

Mitsubishi Motors cherche à nouer une alliance avec Mazda-Ford

Le quatrième constructeur nippon négocierait une coopération avec le numéro cinq de l'archipel, adossé au géant américain. Dernier groupe automobile japonais en quête d'un partenaire, Mitsubishi entame son redressement

MITSUBISHI MOTORS a-t-il trouvé en Mazda, dont l'américain est l'actionnaire de référence, futur sauveur ? La Bourse de Tokyo se persuade. Mercredi 7 avril, le titre du quatrième constructeur automobile japonais a gagné 18 yens (+4,2 %) dans l'attente d'un communiqué du groupe, à paraître dans la journée. Le matin, le quotidien économique *Nihon Keizai* avait annoncé dans ses colonnes la signature prochaine d'un accord technologique commercial entre Mitsubishi et Mazda. Le 2 avril, la presse avait fait état d'un autre projet d'alliance, dans les poids lourds : entre Mitsubishi et le suédois Volvo.

Dans l'automobile, Mitsubishi Motors envisagerait de son catalogue, dès le mois de juin, petit véhicule utilitaire Bongo de Mazda alors que sa propre produit, Delica, arrive fin

vie. Cette opération pourrait permettre de poursuivre l'un de ses objectifs, la réduction du nombre de modèles, trop nombreux actuellement. En sens inverse, Mitsubishi fournirait à Mazda sa propre injection directe, le GDI, dont il pourraient ainsi allonger les séries. Mitsubishi vendrait également des minivan à son nouveau partenaire, qui s'approvisionne actuellement chez Suzuki, à General Motors.

Dans les poids lourds, projets de Mitsubishi Motors et de Volvo, rentré sur les camions après la vente de la branche automobile Ford, porterait sur le développement d'une gamme de véhicules pesant entre 7,5 et 10 tonnes. Cette possibilité, a indiqué la direction du groupe, a l'étude depuis l'automne 1997.

Nissan commence à couper le cordon avec ses sous-traitants

TOKYO correspondance

Face à la nécessité de réduire ses coûts, Nissan remet en question sa politique d'approvisionnement et ses relations avec ses fournisseurs affiliés, mettant à mal la logique du *keiretsu* (conglomérat unissant dans un même groupe un fournisseur et ses sous-traitants) qui a longtemps prévalu chez les grands groupes nippons. Ce devient l'une des premières tâches de Carlos Ghosn, le dirigeant de Renault, qui s'apprête à rejoindre l'état-major de Nissan après l'entrée du français dans le capital du constructeur japonais.

Pas moins de vingt-huit équipementiers forment le noyau des équipementiers japonais et leurs besoins de pièces détachées. Cinq d'entre eux sont des filiales consolidées dans lesquelles le constructeur possède plus de 50 % du capital. Dans les vingt-trois autres, la part de Nissan est supérieure à 20 % et nombre de dirigeants sont issus de la maison mère. Autour de ce premier anneau d'une trentaine de sous-traitants gravitent plus de deux cent cinquante fournisseurs secondaires, formant une nébuleuse de petites sociétés dans lesquelles Nissan détient des participations inférieures à 20 %.

Mais ce schéma a déjà métamorphosé au passé : en l'espace de moins de six mois, le *keiretsu* Nissan n'est plus tout à fait le même. Nissan a réduit sa participation dans au moins neuf des vingt-huit équipementiers de base. Le désengagement est plus radical dans les fournisseurs secondaires, dans les métiers hors automobile.

DES LIENS HISTORIQUES

« Le démantèlement du *keiretsu* d'abord résultait direct de l'effondrement de la demande », affirme Ogasawara, chargé du secteur automobile à l'institut de recherche Daiwa. Les usines Nissan et aux Etats-Unis tournent à 70 % de leurs capacités. Dans ce contexte, Nissan commande de moins en moins à ses fournisseurs. Pour Masanobu Yoshizawa, directeur général adjoint de la division achats de Nissan, « nous avons un train de dépendances croisées qui lient aux petits fournisseurs, dans lesquels nous avons moins de 20 %. Quant aux vingt-huit fournisseurs principaux, que nous contrôlons, il est certain que nous n'avons pas besoin d'avoir des actions dans ». Quand ce sont pas des pièces essentielles, vendrons. Mais il faut bien voir que les liens capitalistiques avec les traitants ont une histoire. Dans les années 60, la demande était très

forte, donc il nous fallait fidéliser des fabricants. Puis les besoins croisés en recherche-développement ont fait qu'il était important de garder un contrôle managerial. Aujourd'hui, la tendance à passer d'abord par une phase de sous-assemblage, c'est-à-dire faire faire des modules, qui nécessitent des équipementiers coopèrent et se regroupent ».

RATIONALISATION NÉCESSAIRE Pour M. Ogasawara, de Daiwa, le prix de l'unité en fonction de la demande s'explique notamment par son obsession de rivaliser avec Toyota : « Nissan a cherché à l'heure présent sur certains marchés les mêmes segments que Toyota. Il lui fallait absolument développer ses propres pièces en interne. Honda, Mitsubishi et Mazda font depuis longtemps appel à des fabricants hors keiretsu. »

Les nouveaux impératifs de rentabilité et l'arrivée d'acteurs étrangers ont donc porté jusqu'au cœur de l'archipel nippon la vague de consolidation que connaît le secteur équipementier aux Etats-Unis et en Europe. En février, l'Allemand Robert Bosch devenait le premier étranger à s'emparer d'un équipementier japonais de taille, en faisant passer de 31,7 à 50,04 % sa participation dans Zexel (pompes à injection diesel). Dans le même temps, les importations d'équipements automobiles ont franchi un record en 1998 (même si elles incluent des importations en provenance des fabricants japonais délocalisés). Chez Valeo, on reconnaît que l'entreprise présente des opportunités intéressantes : « Le marché japonais était fermé, les regroupements étaient difficiles. Mais le Japon est vraiment en train de devenir une grande ouverture », analyse Thierry Dreux, vice-président de Valeo Japan.

Economiquement nécessaire, la rationalisation du secteur va rencontrer des résistances. Traditionnellement, le sous-traitant vassal peut accepter les pires exigences de son client et travailler à des prix défiant toute concurrence. En retour, il attend de lui un soutien et la loyauté à l'épreuve. « Il est aussi difficile au Japon de couper un lien avec un fournisseur que quelqu'un à la porte », affirme l'économiste Jean-Pierre Rieupeyroux, qui mène actuellement une recherche sur les PME japonaises.

« L'un des premiers résultats de l'alliance avec Renault est d'ailleurs que nous pourrons comparer les prix d'achat respectifs à acheter chez le fournisseur moins cher », reconnaît M. Yoshizawa, chez Nissan.

Brice

des partenariats technologiques susceptibles de déboucher, dans un deuxième temps, sur une ouverture du capital. Renault, avant de fixer sur Nissan, avait pris le temps d'examiner cette autre piste.

La situation de Mitsubishi Motors, cependant, réputée encore plus délicate que celle de Nissan. Ses dirigeants ont d'ailleurs déclaré être à la recherche de partenaires financiers parfois ténus mais qui fonctionnent dans le même esprit de « famille ». Mitsubishi Motors est notamment en surcapacité. Son endettement, considérable, représente l'équivalent de 15,42 milliards d'euros, même si la situation financière semble s'améliorer.

Le constructeur, qui avait initialement annoncé de lourdes pertes pour l'exercice 1998-1999 achevé le 31 mars, a révisé ses prévisions à deux reprises. Les dernières, à mi-mars, indiquent même que Mitsubishi pourrait finalement afficher un léger bénéfice. Mais cette amélioration semble devoir plus à la vente de terrains, donnant lieu à des plus-values exceptionnelles, qu'au déstockage invoqué par le groupe.

Alors que la conjoncture japonaise s'améliore toujours plus, les ventes de mars, dernier mois de l'exercice nippon, sont encore

enregistré une baisse de 10,1 %, portant à 11,2 % la chute du marché automobile sur l'ensemble de l'année. Un partenaire potentiel Mitsubishi Motors se montrera donc particulièrement prudent avant de convoler. Ford n'est pas plus qu'un concurrent. Le numéro deux mondial, qui détient 33,4 % de Mazda, a du mal à redresser le cinquième constructeur nippon. Et il vient d'acquérir les automobiles Volvo, qui lui ont coûté 6,45 milliards de dollars (6 milliards d'euros). Sans doute n'est-il pas très pressé de prendre de nouveaux risques dans l'archipel. Mais il peut être tenté de développer les coopérations. D'autant que Volvo et Mitsubishi possèdent déjà, en Europe, une filiale commune, NedCar, qui produit des voitures particulières.

Anne-Marie Rocco
(avec Bloomberg)

Toyota préfère Zeebrugge à Dunkerque

Le premier constructeur japonais d'automobiles, Toyota, a choisi le port belge de Zeebrugge pour importer des produits du Japon et exporter les Yaris qui sortiront à partir de 2001 de son usine de construction à Omaing, près de Valenciennes (Nord). « La visite plusieurs ports de Zeebrugge, Anvers et Rotterdam », a déclaré Takahiro Adachi, directeur général du bureau de représentation de Toyota à Valenciennes. « Dunkerque n'a pas d'importance, mais Zeebrugge offre la meilleure solution logistique », a souligné M. Adachi. Zeebrugge et Dunkerque sont à environ 140 km d'Onnaing. (AFP)

IBM ThinkPad® 390 **contact** **www.ibm.com/business/toni**

700 FHT* à 1000 FHT* de réduction sur l'achat d'un ThinkPad 390 avec processeur Intel® Pentium® II 233 ou 266 MHz et modem PCMCIA V90 56 Kbps et rotatif GSM et

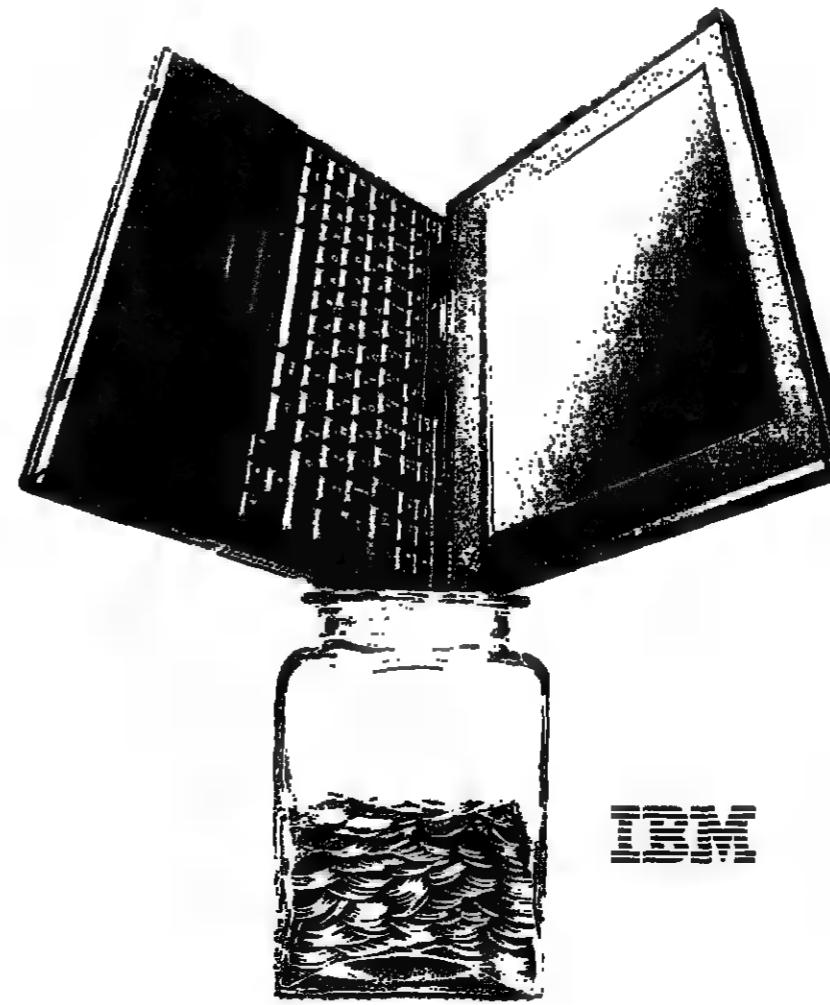
Pour profiter de cette offre exceptionnelle

0 801 TEL IBM (0 801 835 426) ou

www.ibm.com/partnertech/promo

ThinkPad 390, plus abordable des ThinkPad, idéal pour démarquer Processeur Intel® Pentium® II à 233 MHz ou 266 MHz. Disque dur 30 Gb. Ecran TFT 12,1", 13,3" ou 14" ou Lecteur de carte et de CD-ROM intégrés. Base modulable. À partir de 11 050 FHT**

thinkpad jusqu'à 1000 FHT de réduction



*844,30 FHT / 128,70 € TTC de réduction sur l'achat du ThinkPad 390 - modem 91150 **1 305 FHT / 183,85 € TTC de réduction sur l'achat du ThinkPad 390 FHT - modem 91150. *Uniquement pour les achats réalisés entre le 10/02/99 et le 25/03/99 auprès de l'un des revendeurs partenaires. **Une réduction de 1000 FHT et une réduction de 700 FHT sont cumulables. Ces réductions sont modifiables par IBM sans préavis. ***19 326,30 FHT / 2 031,58 € TTC. Prix de vente conseillé. Chaque offre est basée sur les options pris. Les logos Intel® et Pentium® sont des marques déposées de la Corporation. Les autres marques citées appartiennent à leurs propriétaires. © 1999 IBM.

دعا من الأصل

Impôts en métropole
18,5 % du revenu

9 TELECOM enfin le même

Pour plus d'informations : www.9telecom.fr

VOUS

هذا من الأصل

38% du revenu

in le tarif pour l'europe**

EVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



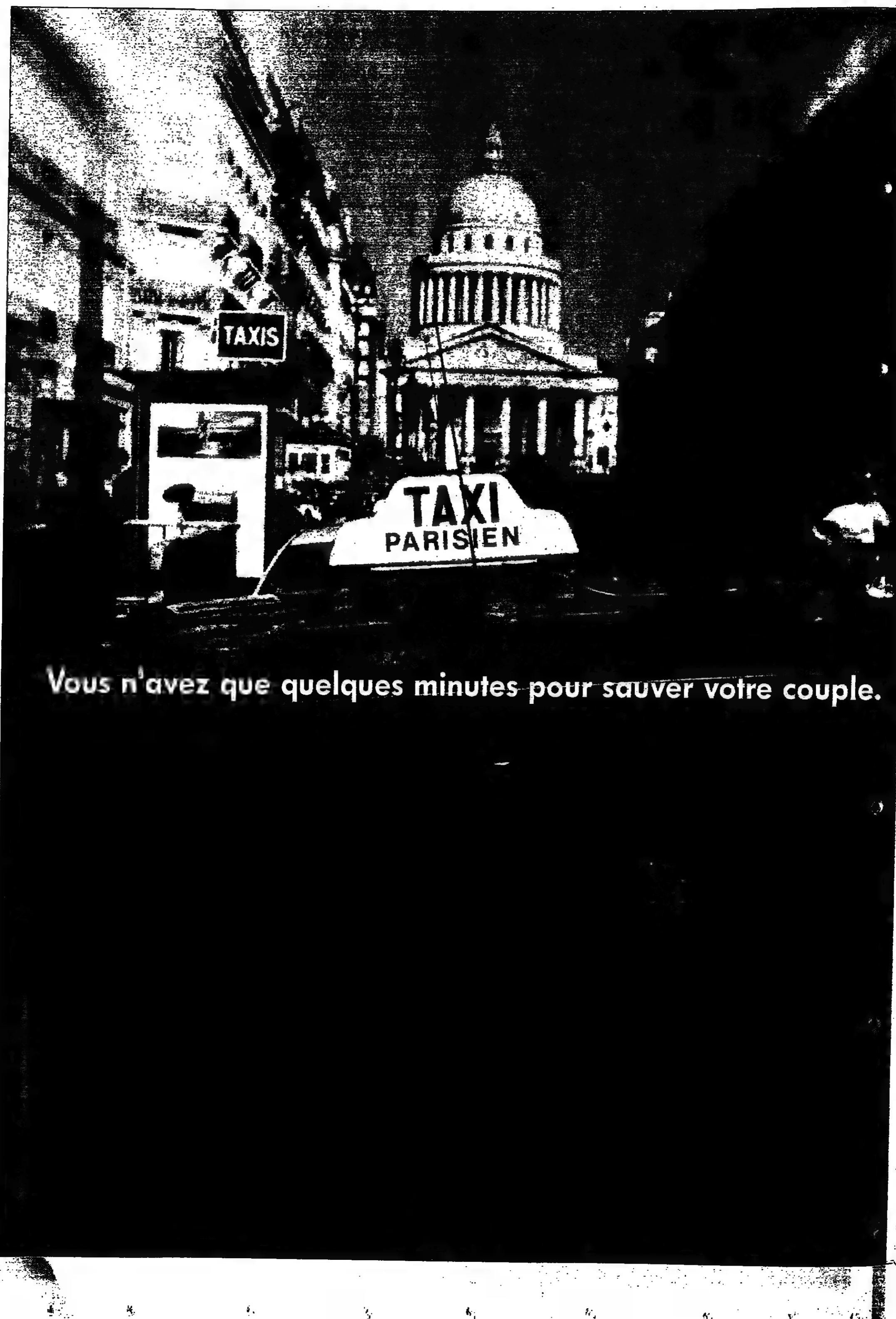
لماذا من الأفضل

se reste entier
nion de la BCE

tevateurs, la perspective
n'a jamais paru aussi forte
de la monnaie unique

des politiques de la BCE, mais
l'avenir de la monnaie unique
est également dépendant de la
politique de la BCE. La BCE
doit donc faire des choix
qui sont à la fois économiques
et politiques. La BCE doit faire
des choix qui sont à la fois
économiques et politiques.

des rapports



Vous n'avez que quelques minutes pour sauver votre couple.

هذا من الأصل

Et pour sûr, si vous voulez éviter la rupture, vous devez prendre un taxi immédiatement. Car pendant ce temps, votre femme attend encore et encore. Entrez dans le E-services. Vous envoyez un signal depuis votre agenda électronique. Le système GPS indique votre position. Instantanément, votre demande électronique est traitée, et transmise à différents services de transport. Ceux-ci vous soumettent plusieurs solutions en fonction de leurs tarifs et de la distance à parcourir. On vous propose donc un taxi (dans 5 minutes) ou une voiture avec chauffeur (dans 10 minutes). Vous choisissez la rapidité (en homme avisé). Comme vous avez un peu de temps devant vous, puisque vous n'avez plus à courir désespérément après un taxi, vous entrez chez un fleuriste (en homme très avisé). Lorsque vous en sortez, votre véhicule est arrivé. Imaginez un peu ! Bientôt vous aurez la possibilité de vous abonner à un nombre incalculable de services basés sur Internet. Des services électroniques. Un nouveau chapitre de l'histoire d'Internet est sur le point d'être écrit. Le marché des services va se métamorphoser. Et il ne s'agira plus de ce que vous faites sur Internet, mais de ce qu'Internet fera pour vous.

www.france.hp.com

Le prochain E. E-services

 HEWLETT
PACKARD

مكتبة من الأصل

AUJOURD'HUI

LE MERCREDI / JEUDI 8 AVRIL 1998

SPORTS L'Olympique de Marseille a été tenu en échec (0-0), mardi 6 avril, au Stade-Vélodrome par le FC Bologne lors de la demi-finale aller de la Coupe de l'UEFA. Malgré

le soutien de 40 000 supporters, l'OM n'a pas réussi à ébranler la défense renforcée d'une équipe italienne remarquablement organisée. ● LE MATCH RETOUR, le

20 avril, s'annonce délicat pour les Marseillais, qui devront prendre des risques afin de marquer au moins un but à Bologne, alors même que leur secteur offensif est

sur la sellette. ■ DEUXIÈME DU CHAMPIONNAT, un point de retard sur Bordeaux, le club pho-

rusque de perdre tous les résultats également un très bon résultat à l'extérieur en battant (1-3) l'Atletico Madrid.

L'OM est resté impuissant face à la forteresse du FC Bologne

Dans un Stade-Vélodrome trop confiant, le club de football marseillais a raté sa demi-finale aller de Coupe de l'UEFA. Ses adversaires, en remettant au goût du jour les traditions défensives italiennes, ont préservé le match nul (0-0) et toutes leurs chances de qualification

MARSEILLE
envoyé spécial
Ce ne sera pas un exploit d'être semaines du match retour : nous aurons pu jouer 90 heures sans marquer. Sanglé dans un costume bleu marine, Rolland Courbis a résumé d'une phrase définitive la frustration qui a gagné les supporters marseillais à l'issue de la demi-finale aller de la Coupe de l'UEFA, disputée mardi 6 avril. Les joueurs du FC Bologne, qui ont marqué pendant quatre-vingt-dix minutes des offensives inachevées de l'Olympique de Marseille, se sont privés du plaisir d'écouter les applaudissements de l'entraîneur français. Après un passage éclair dans la salle de presse, les Bolognais ont fait leur sacrement à l'aéroport de Marnegna. « Ils étaient très heureux, je ne suis pas sûr qu'ils se créent autant d'occasions sur leur terrain que chez nous », a ironisé Courbis, qui s'est retenu pour masquer son dépit.

Pour la cinquième demi-finale européenne de son histoire, l'ancien club anniversaire, l'OM comptait renouer avec le succès du passé. Rien n'y manquait, surtout pas la ferveur du public unique en France, même si les marseillais de sa passion relèvent

parfois de l'irrationnel. Une autre euphorie était au-dessus des gradins sous l'oeil des artistes, comme si le résultat de la compétition était inscrit dans le ciel. La réaction présumée de l'adversaire, lors de la Coupe d'Europe (l'équivalent des qualifications pour un championnat), y était pour beaucoup.

Égaré dans l'anonymat du championnat italien, avec une moindre place au classement, Bologne épousait le profil

en quarts de finale, le 16 mars. Rolland Courbis avait préparé l'affaire en battant plusieurs équipes italiennes et, davantage encore, l'art d'embrumer l'auditoire. « Nous ne sommes pas là pour défendre, nous ne savons pas le faire », a déclaré mardi 27 mars, confirmant la règle que l'entraîneur marseillais tout au long de la saison de ses entraînements de ses intentions.

Ce n'est pas cette pauvre manœuvre qui a fait l'affaire marseillaise.

« Nous savions que Bologne ne prendrait aucun risque », a reconnu le Bolognais Laurent Blanc. La contre-performance de l'OM relève, en grande partie, d'un échec dans leur mission de guides suprêmes, la remise en jeu par Rolland Courbis, le 27 mars, d'une période d'indécision. L'indécision du jeu, la précarité de la forme physique, conséquences logiques de ses dépenses d'énergie depuis le début de la saison, et à l'instar des derniers italiens. « Je suis au rythme du cyclisme : manger, courir, dormir », déplore l'international.

Plus dynamiques, plus précis dans les mouvements, les vétérans Bolognais ont ébranlé, d'entrée, la belle confiance de l'OM avec deux frappes dangereuses de Davide Fontolan, dès les cinq premières minutes. Tous les cinq derniers instants ont été mi-temps sans rappeler le souffle épique de l'OM

question suscité embarras des entraîneurs : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce géant (1,93 m), Giuseppe Signori. Davide Fontolan, « les lutins » (toujours selon Laurent Blanc), danser et balancer sa représentation dans les couloirs pour première de défender l'arriére au but.

Le dispositif n'avait rien de révolutionnaire : en pointe, le Suédois Kenneth Andersen, surnommé « la girafe » par Laurent Blanc, et, autour de ce gé



Dresde la baroque retrouve son visage

VOLKSWAGEN va construire, à moins d'un kilomètre du baroque de Dresde, une manufacture pour l'assemblage de la finition d'une ligne de luxe. Le conseil municipal a approuvé ce développement privé, le plus important dans la capitale de Saxe - 300 millions de deutschemarks (150 millions d'euros) - et huit emplois à la clef. Elle sera située à côté du jardin botanique, non loin du lycée Benno, qui a reçu plusieurs prix d'architecture, dans la ville du nouveau Parlement de Saxe, aux parois transparentes comme la politique.

politique... Une implantation non polluante. Pourtant, certains Dresdens (28 % en février selon le quotidien *Dresdner Neueste Nachrichten*) voient dans une provocation la construction ultramoderne un jet de pierre dans quartier historique. «A Chemnitz, on a travaillé, à Leipzig on a vendu et à Dresden on a dépenché», rappelle-t-on. Déjà il y a un siècle, les deux s'étaient opposés à la construction de la «Merveille»: le pont en acier qui, pensaient-ils, détruirait le charme de leur ville. Ils le chérissent toujours.

LA RICHESSE DES MINES
Baroque et high-tech : deux traits de la richesse induite par les monts Métallifères. L'argent a permis le développement des sciences, des arts et l'organisation de l'Etat, en l'occurrence la cour Saxe, la plus importante après l'empereur au XVI^e. Un souverain providentiel chargé

Auguste le Fort, prince de ~~Wurtemberg~~ et roi de Pologne, voulait

La capitale embellie au début du XVIII^e siècle par Auguste le Fort, prince électeur de Saxe et roi de Pologne, a été presque rasée par un bombardement en février 1945. Obstinent, ses habitants l'ont reconstruite.

faire de sa ville un chef-d'œuvre baroque total. Ses quarante ans de règne, de 1694 à 1733, lui en donnèrent le loisir. Intégrant le paysage, les constructions ne devaient pas dépasser 17,5 m de hauteur pour ne pas défigurer de toute part, on puisse voir les collines. Et il était interdit de construire à moins de 500 mètres de l'Elbe. Ce qui nous vaut de contempler, aujourd'hui encore, ces berges verdoyantes, préludes aux villas et châteaux postés sur la hauteur. Il conçut, sur la rive droite du fleuve, un plan de Neustadt, la ville XVII^e-XVIII^e, cours de restauration, avec des places en étoile et les façades en trompe-l'œil de Königstrasse, caractéristiques du baroque d'Ansbach.



Une longue tradition musicale

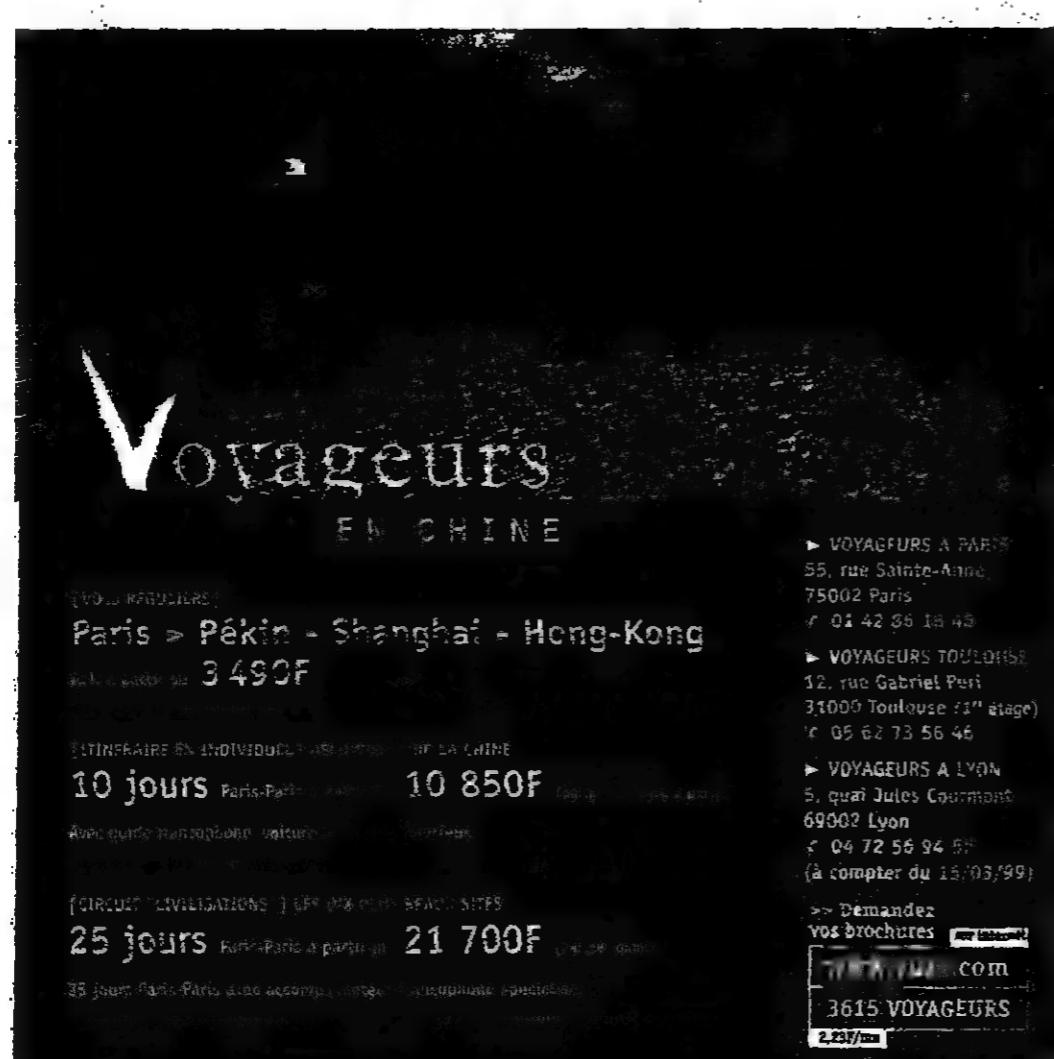
Le *Dresdner Musik Festspiele*, festival de musique de Dresde, créé en 1973 pour rivaliser avec Berlin, s'est acquis une solide réputation dans les milieux musicaux internationaux. À l'époque de la RDA, on s'attrachait les billets en quelques jours, d'autant plus que les prix étaient relativement modérés (300 F, 45,7 € la place la plus chère). Financé par la ville, le Land et le gouvernement fédéral, il s'appuie sur les compositeurs liés à la tradition musicale de la ville (Schütz, Bach, Wagner, Strauss), ses réputés (la Staatkapelle, le Kreuzchor et la Philharmonie de Dresde) et accueille les artistes internationaux reconnus ou prometteurs qui se produisent dans les monuments baroques de la ville (Zwinger, Opéra, palais, églises) et de ses environs. Du 21 mai au 5 juin, 80 représentations d'opéras, notamment des œuvres de Hasse, Cimarosa (Agnes Baltsa dans le rôle-titre), Giovanini, Mozart dirigé par Semyon Bychkov, *Barbier de Séville* et un récital du Dresdois Peter Schreier.

saxonne, avec l'■■■■■ comme Grand Canal, et se rendait en gondole ■■■■■ château de Pillnitz. Autour de lui gravitaient des artistes allemands mais aussi français et italiens, qui firent de la cité une vi-■■■■■ gloire.

De 1709 à 1722, l'architecte Matthäus Daniel Pöppelmann construit le Zwinger, ~~un~~ extraordinaire volute déployée en galerie de part et d'autre, d'un portique et agrémentée d'un pavillon à chaque extrémité. Sur ces murs voluptueux, le sculpteur Balthasar Permoser ~~plaça~~ ~~plaça~~ statues, enfin ses satyres. Construction équilibrée emportée par une dynamique ~~furieuse~~. Le Zwinger incarne ce mariage heureux du clas-

terrasse du Zwinger et le sommet des pavillons et de la porte supportant la couronne de Pologne (en haut).

*De la terrasse de Brühl,
appelée « le balcon
de l'Europe », perspective
sur la rive droite (au milieu).*



Week-end à l'île Sainte-Marguerite

Capitale française de la contéaste. Thierry organisa chaque année un festival dédié au conteau d'art. Les M. et Mme, les meilleurs créateurs contemporains y donnaient rendez-vous aux visiteurs, et aux collectionneurs qui saluaient un grand nombré cette époque médiévale, perchéée entre Forêt et l'Imaginé. En contrebas, coule une rivière, la Drouille, qui, avec ses affluents, est étroitement associée à la vocation contéaste de la ville. Pour une leçon d'histoire, il faut à partir de l'heure d'aujourd'hui arpenter la vallée des Rovers, en parcourir les chemins sinués, les carpes, découvrir le paysage bâti de tout à l'heure, délabrable et de meules abandonnées. Quand l'eau dévalait vers les biefs, des dizaines de roubes (véritables « modèles ») étaient dressées le long de la Drouille. Les émondeuses, allongées sur le ventre, penchées sur la meule, les insais dans l'eau chaude, blanchissaient, sans relâche, les laines fées conteant pour leur donner leur tranchant. Aujourd'hui, la vallée des Rovers descend (en pente raide) chez « Picot », « Vigne » ou « Le Riche ». Il est inséparable de la mémoire ouvrière. Puis à la fin de l'âge de la vallée, les émondeuses étaient alors des servantes, les ménages et les accords de 1936, signés à la marie, assaient leurs maritions (pousseurs, frotteurs, raseyeurs, frottembreurs de fers) et couverts), mais aussi pour les femmes, « dont le travail est à présent déserté », la « vallée des usines » (« fabriques ») dans laquelle l'Enfer, le bouillonnement des eaux est assourdisant. Au centre d'art contemporain plantant une végétation maraboutante, témoigne, elle aussi, de cette époque, les maisons à la structure des maisons à pans de bois possédant sous leur toiture unages fées (pedito), ou tombé sur la maison des petits pêcheurs, et ignorent le temps domestique et les lieux d'habitation. Il faut donc se rappeler au bon souvenir des voisins, avec nombré, pour apercevoir le cortège des forges modernes qui fabriquent encore de conteau. De quoi justifier un festival.

de notre correspondante à Clermont-Ferrand, Brigitte Cante

• Festival du couteau d'art de Thiers (tél. : 04-73-51-66-50), le vendredi 10, le samedi 11 (de 10 heures à 19 heures) et le dimanche 12 avril (de 9 heures à 18 heures). Le billet d'entrée (30 F, 14,50 F) donne également accès au Musée de la coutellerie (tél. : 04-73-80-58-86). Visites guidées de la Vallée des rivières. Deux circuits pédestres ouverts d'avril à septembre. Renseignements à l'Office de tourisme (tél. : 04-73-80-65-65). Une bonne table : Au Bon Coin (tél. : 04-73-51-66-50) à Ambert ou à l'Auberge à 20 km de Thiers.

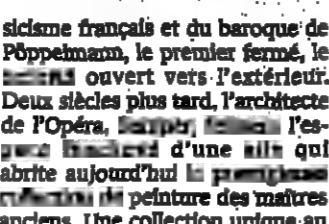
MÉTAMORPHOSSES
AUJOURD'HUI-VOYAGES

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999 / 31



Les rives herbeuses de l'Elbe vues du pont Marie. Dans le lointain, le pont Auguste et la perspective sur les tours.

La vue célèbre que Bernardo Bellotto, dit Canaletto, le jeune, a peinte en 1754. On reconnaît le clocher de la Hofkirche, l'église de la Cour, et le dôme monumental de la Frauenkirche, qui sera rebâti en 2006.



logne, régnant de la Baltique à la mer Baltique. Le territoire le plus étendu après la Russie. C'est dans cet héritage que vient l'allemand Volkswagen.

Deux siècles plus tard, ce fut l'horreur. Dans la nuit du 13 au 14 mai 1945, l'aviation alliée lâcha ses bombes : 100 000 morts, plus peut-être - du fait de la présence massive des Allemands au front de l'Est - que l'on ignore le chiffre réel -, une partie de la ville baroque au sanctuaire. Les femmes ont pleuré leurs morts et se sont mises aussi bien à trier les pierres (une sculpture, *La Déblayuse*, leur

séisme français et du baroque de Pöppelmann, le premier fermé, le plus ouvert vers l'extérieur. Deux siècles plus tard, l'architecte de l'Opéra, Scarpa, édifie l'espèce d'un sanctuaire d'une aile qui abrite aujourd'hui la plus grande collection de peinture des maîtres anciens. Une collection unique au monde.

Les fêtes qu'il donna au Zwinger pour le mariage de son fils Marie-Josèphe d'Autriche, fille de l'empereur germanique, déployèrent au-delà de l'Europe.

Le luxe et la dignité de sa mort d'électeur de Saxe et roi de Pologne, régnant de la Baltique à la mer Baltique. Le territoire le plus étendu après la Russie. C'est dans cet héritage que vient l'allemand Volkswagen.

Deux siècles plus tard, ce fut l'horreur. Dans la nuit du 13 au 14 mai 1945, l'aviation alliée lâcha ses bombes : 100 000 morts, plus peut-être - du fait de la présence massive des Allemands au front de l'Est - que l'on ignore le chiffre réel -, une partie de la ville baroque au sanctuaire. Les femmes ont pleuré leurs morts et se sont mises aussi bien à trier les pierres (une sculpture, *La Déblayuse*, leur

rend hommage devant l'Elbe de la ville) pour relever le Zwinger, emblématique entre 1697 et 1705, ou fut l'Opéra, la Hofkirche ; le château à partir de 1728, et, depuis 1993, la Frauenkirche, l'église Notre-Dame, dont on avait récupéré les pierres, toujours l'idée de reconstruire.

Aujourd'hui, « le *erreur copi* remplace les *erreurs* ». A l'inventaire socialiste, le palais de la culture » en forme de blockhaus. Le faire sauter relève d'une décision politique. Ou l'église Sainte-Sophie, un petit bijou aussi d'un temps de Silbermann sur lequel l'art avait joué, dynamisé en toute *höflichkeit*.

Ce qui fait émerger les *Erinnerungen* : « Ce qui fait émerger les *Erinnerungen* n'est pas l'effacement, l'oubli, l'oublié, mais l'oublié, l'oublié dans lequel on charge des capitales, des immenses bâtiments en bêton, celui qu'un groupe privé élève, sur 27 étages de hauteur, le dôme du Zwinger.

COMME À BERLIN

Au total, près de 1 milliard de deutschemarks (500 millions d'euros) investis en moins de cinq ans. Rien de comparable en Allemagne hormis Berlin. Certes, les maisons sont restaurées, le centre-ville ressuscité, mais le fossé entre l'est et l'ouest se creuse. « On nous le dit », disent les Dresdois. Et un *Erinnerung* : « Après la réunification, ici, ce fut le Far West ». Restent ces monuments fameux et leurs œuvres admirables mises à l'abri avant le siège et rendues, certaines parfaitement restaurées, par la *reconstruction* des trophées soviétiques. La Russie garde encore l'essentiel de la grande bibliothèque de Saxe, détruite dès le XVII^e siècle. Les négociations pour la restitution de ces *Erinnerungen* seraient au point mort.

Il reste cette ville émouvante, la seule en Europe où le fleuve ne soit pas canalisé, avec de grands prés descendant jusqu'à l'Elbe. Quand la cité d'Auguste le Fort s'étendue, on a préservé

un parage de collines, une perspective sur les flèches, statues, corniches fraîchement restaurées d'or, brillant au soleil d'Allemagne aux pierres noircies. Certes, on ne peut nier les barres d'immeubles horizontales du Zwinger, mais l'Europe libre n'a pas toujours fait mieux.

Ces rives sont plus qu'un décor de théâtre car la reconstruction passe en épaisseur et, d'une année sur l'autre, on constate la progression des *Erinnerungen*.

Le Zwinger avait envisagé de relever la Frauenkirche, chef-d'œuvre baroque. Depuis l'époque de la RDA, chaque 11 février, pour l'anniversaire du bombardement, une foule imposante se rassemble en silence devant les ruines, une larme à la main.

L'église est actuellement jusqu'à la base de la coupole, le comité recueillant des fonds dans le monde entier en symbole de réconciliation. En 2006, pour le 800^e anniversaire de la fondation de Dresden, la croix, détruite par les Anglais, devrait être mise sur la base du dôme. La reconstruction du célèbre panorama peint au XVII^e par Bernardo Bellotto, dit Canaletto, le jeune, sera alors achevée et montrera un retrouvé son vrai visage.

Dominique Tramard

Carnet de route

■ Repères. Capitale de l'Etat libre de Saxe, Dresde compte 470 000 habitants pour 22 km², dont 14 % d'espaces verts. Saison d'avril à octobre, week-ends de *Erinnerungen* (mars et Noël). Festival de musique du 21 mai au 6 juin.

■ Visites. Superbes musées (Zwinger, Albertinum, Bibliothèque de Saxe), châteaux de Pillnitz, Meissen, Moritzburg, *casemates* saxonne, croisières en bateau à vapeur sur l'Elbe bordée de 11 km de piste cyclable. Le Zwinger à 11 heures, Vépées à la Kreuzkirche, *cappella* un orchestre.

■ Adresses. Hôtels bas, le Kempinski Berggästehaus, somptueux, à 10 km du Zwinger, le Radisson SAS Gewandhaus, plus intime (forfait 3 jours à partir de 3 240 F), 100 €, tout compris, 01-48-86-97-04), Böllig Residenz (restaurant étoilé). Déjeuner au bord de l'Elbe : Schillergarten au Villa Marie. Pubs dans Neustadt.

■ Forfaits. Transports (tél. : 01-53-24-34-00) : 11 jours à Dresde (hôtels ci-dessus), train inclus, à partir de 1 100 F.

454 F par personne et réservations pour 11 jours de musique, du 21 mai au 6 juin. Sinon, téléphoner au 00-49-351-486-317.

■ Visites. Superbes musées (Zwinger, Albertinum, Bibliothèque de Saxe), châteaux de Pillnitz, Meissen, Moritzburg, *casemates* saxonne, croisières en bateau à vapeur sur l'Elbe bordée de 11 km de piste cyclable. Le Zwinger à 11 heures, Vépées à la Kreuzkirche, *cappella* un orchestre.

■ Guides. Allemagne du Nord, de Rodolphe Vaisman (Art-thaud), qui datant de 1995, est excellent pour le fond. Également Gallimard. Sur place, M^{me} Karin Pöhlig, un guide aux synthèses remarquables (tél. : 00-49-351-25-71-000).

■ Renseignements. Office national allemand du tourisme, 9, rue de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 01-40-20-01-88. Association Frauenkirche, tél. : 01-43-87-25-71.



SEJOUR	A/R 3 JOURS	A/R 5 JOURS
2 pers-2 nuits en B&B du quartier avec English breakfast région grand Londres	1 véhicule - 2 passagers offre valable jusqu'au 30/06/99	1 véhicule - 2 passagers tarif standard valable 30/09/99
A/R Ferry en voiture offre valable jusqu'au 30/06/99	569 F	670 F
		1100 F

N Azur 0801 63 63 01

RESERVATION 24 H 24

DES TRAVERSÉES QUI VALENT LE VOYAGE

ARTS ET VIE
Voyages culturels

VOUS EXPLIQUEZ
CE QUI
EST
DU FESTIVAL DE MUSIQUE
DE LA CHOCHE-DIEU
DU 10 AU 12 JUIN
TOURISME ET HÔTELS

ET PUBLIE DÈS JUIN SON "ALBUM 2000"

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Souhaite recevoir
La brochure été-Autunne 99
L'Album des Réveillons,
voyages et séjours de l'An 2000 (parution juin) 12

مكتبة من الأجل

Midi-Pyrénées fidélise ses amis

TOULOUSE correspondant régional

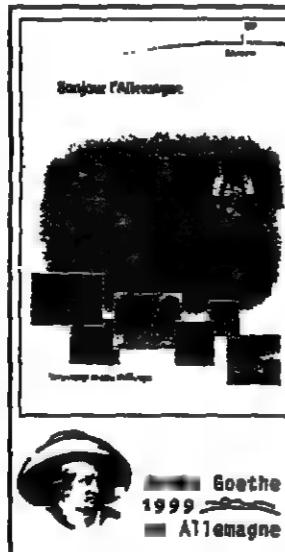
Difficile de « vendre » une région où il n'y a pas la mer. Avec 13 millions de séjours, Midi-Pyrénées n'en est pas moins la troisième région touristique française, après l'Île-de-France et Rhône-Alpes. Pas question pour autant, de s'endormir sur ses lauriers. Elle propose donc une formule originale, davantage basée sur la fidélisation que sur la conquête de nouveaux clients.

Pour 100 F par an, les membres bénéficient d'informations personnalisées (idées de séjours ou de découverte), d'offres et de services spécifiques et recevront, deux fois par an, le magazine *Correspondances*, qui évoquera la région en valeur l'identité régionale, le patrimoine local, les lieux de découverte et les principaux rendez-vous. S'ajoutera une collection de « cartes de voyages » (consacrées aux sites touristiques majeurs) et une petite boîte à lettres nous rappellera régulièrement des séjours ou week-ends, toujours identiques.

Objectif visé : fidéliser les Pyrénées en développant l'image d'une région de vacances accueillante, privilégiant la relation affective entre le touriste de passage et un espace fier de son histoire, de traditions, de culture, de son environnement naturel et de la qualité de la vie quotidienne. D'ores et déjà, près de 100 personnes ont adhéré au Cercle des amis.

Jean-Paul

★ Renseignements au 0800-220-202 (n° vert).



Bonjour l'Allemagne
Recevez gracieusement notre nouveau guide et découvrez notre sélection d'hôtels à prix malins.

Office National Allemand de Tourism
9, boulevard de la Madeleine 75001 Paris
Tél : 01 40 20 17 04
Minitel : 3615 Allemagnetur



Avec Clio
Avec Clio l'agence spécialiste du voyage culturel
Visitez les grandes expositions européennes : le Greco à Madrid, Van Dyck à Anvers, Rembrandt à La Haye, les Mayas à Venise. Vous voyagerez en petits groupes, accompagnés par des conférenciers historiens de l'art.

34 rue du Hameau 75015 PARIS
Tél : 01 53 16 82 82 - 01 53 68 82 60 - 13 075 95 0468

3617 Evasion, transports publics

Vacances sur mesure pour les juniors

Sport, écologie, aventure... : un nouveau style pour les colonies de vacances

À l'âge de 5 à 17 ans, ils aiment le foot, le rap, la techno et roulent des marques. Nés une souris dans la main, ils regardent moins la télé qu'on ne le pense, apprécient plus les livres qu'on ne le croit et sont aussi exigeants qu'on le dit. Mais s'ils sont 8,5 millions à fréquenter écoles primaires, collèges et lycées et à disposer ainsi de 130 jours de vacances par an, ils ne sont qu'un petit million et demi à faire des jours heureux dans le cadre des « colos » nouvelles vague.

Un résultat plutôt décevant compte tenu des efforts accomplis, depuis une quinzaine d'années, par les divers acteurs œuvrant dans ce secteur et qui, pour répondre aux souhaits exprimés par leurs jeunes clients, multiplient, en France et à l'étranger, les propositions de séjours associant détente, convivialité, pratique du sport et invitation à l'aventure. Centres rénovés, palette ludique d'activités variées, les brochures publiées pour le printemps et pour l'été reflètent bien les modes et les tendances de la planète junior.

GRAINES DE SPORTIFS
Sur les sports, les juniors ne dérogent pas : tennis, football, basket, handball, leur bonheur. Poney, VTT, voile, kayak, canyoning, tennis, plongée, golf, roller, skate, surf, bodyboard, pilotage, acrobate : tout ce qui bouge et fait bouger ne semble avoir échappé à la vigilance des spécialistes. Une fois son choix effectué, reste à déterminer le régime sur lequel on entend pratiquer son activité préférée.

Les plus passionnés se tournent vers des spécialistes qui, à l'image de SE (tél. : 01-45-75-70-70), proposent aux 7/17 ans des formules intensives pour pratiquer le basket ou

le football mais aussi la danse ou la gymnastique rythmique et sportive, tout comme les camps « multisports » ou « camps (camp d'été), au Québec ou aux Etats-Unis. Comptez 6 000 F (915 €) pour deux semaines dans un camp de basket, à Vichy, et 10 000 F (1 524 €) pour deux semaines dans un summer camp chez nos cousins d'outre-Atlantique.

Dans la même veine, l'FACTJ (Association des centres de tennis pour Jeunes, tél. : 01-47-52-52-50) organise les stages de tennis les plus performants du marché ainsi que des séjours à haut niveau dans les domaines du foot, du basket, de la danse ou du golf. Et ce à des tarifs toutefois autour de 2 500 F (381 €) la

UN PARFUM D'AVENTURE

Quant aux petits mousses qui tentent d'initier sérieusement aux vertus de la vie, ils trouvent dans l'ensemble la formule qui leur convient auprès de l'association Jeunesse et Nature (tél. : 01-53-58-30-70) qui programme depuis quelques années, croisières et raids nautiques dans le cadre de six centres situés le long des côtes françaises.

Difficile, enfin, de ne pas jeter un œil sur la production de l'UCPA (tél. : 0-803-620-830) dont les équipements et le savoir-faire, adaptés depuis quelques années aux juniors, sont présentés dans une brochure très complète où figurent quelques séjours très pointus, à l'instar d'un stage de pilotage de vitesse à Vézénobres (2 770 F, 422 €, la semaine, pour les 15/17 ans) ou de séances de glisse (char à voile, surf, bodyboard...) au bord de l'Atlantique, pour les 10/12 ans : 2 500 F (381 €) la

semaine. La pratique d'activités sportives est également proposée dans le cadre de séjours à la tonalité plus aventureuse. En France, par exemple, des raids en montagne, mêlant randonnée, escalade, spéléo, VTT et équitation, sont programmés par plusieurs spécialistes dont Vacances pour tous (tél. : 01-43-95-66) qui les propose au détour de plusieurs centaines pyrénéennes. Tout aussi tonique mais, cette fois, avec bordure de l'océan, le raid exceptionnel proposé par Oktaya (tél. : 04-72-661-661) et l'« apalilage qui les amène à faire une croisière exaltante vers l'or, au fil de nos rivieres : comptez 3 200 F (468 €) pour une semaine de journées, dans La

Grange Jeunes (tél. : 01-48-10-65-85). Un PARIS D'AVVENTURE

Quant aux petits mousses qui tentent d'initier sérieusement aux vertus de la vie, ils trouvent dans l'ensemble la formule qui leur convient auprès de l'association Jeunesse et Nature (tél. : 01-53-58-30-70) qui programme depuis quelques années, croisières et raids nautiques dans le cadre de six centres situés le long des côtes françaises.

Difficile, enfin, de ne pas jeter un œil sur la production de l'UCPA (tél. : 0-803-620-830) dont les équipements et le savoir-faire, adaptés depuis quelques années aux juniors, sont présentés dans une brochure très complète où figurent quelques séjours très pointus, à l'instar d'un stage de pilotage de vitesse à Vézénobres (2 770 F, 422 €, la semaine, pour les 15/17 ans) ou de séances de glisse (char à voile, surf, bodyboard...) au bord de l'Atlantique, pour les 10/12 ans : 2 500 F (381 €) la

semaine. Nombreux sont également les passionnés de nature en quête de séjours très champêtres voire un tantinet spartiates. Parmi les dis-

cernes les plus en vogue, on peut citer l'engouement croissant dont bénéficie la pêche, largement programmée, notamment par l'URCV (tél. : 01-42-96-77-57). Deux autres divertissements viennent comme le monde connaît aujourd'hui : une grande jeunesse et un succès certain auprès des jeunes : l'accrobranche qui invite les plus agiles à courir des Jours heureux dans les arbres (5 000 F environ, 762 €, pour 13 jours) avec Temps Jeunes (tél. : 04-72-661-661) et l'« apalilage qui les amène à faire une croisière exaltante vers l'or, au fil de nos rivieres : comptez 3 200 F (468 €) pour une semaine de journées, dans La

Grange Jeunes (tél. : 01-48-10-65-85).

EN FAMILLE

Aux parents qui tiendraient à faire partager leur goût du voyage à leur progéniture, signonnons, pour terminer, les voyages en famille proposés par deux spécialistes de la randonnée et des circuits hors des sentiers battus : Terres d'aventure (tél. : 01-53-73-27-67) et Explorator (tél. : 01-53-45-85-85). Le premier invite les 5/17 ans à randonner dans les Cévennes, les Hautes-Alpes, les Alpes Maritimes, en Corse, en Espagne (Aragon), en Turquie (avec croisière côtière), aux Apores, en Islande, au Kenya et à Bali.

Le second propose un choix de circuits adaptés aux 6/16 ans (Mercontour, Cévennes, Aragon, Turquie, Grèce, Maroc, Kenya, Tanzanie, Zimbabwe, Namibie) ainsi que des séjours dans un ranch, au Wyoming (8 jours : 7 200 F, 1 098 €). Les prix varient en fonction de la destination (de 2 500 F, 381 €, à 15 500 F, 2 058 €) mais aussi, de l'âge des enfants.

Josette Skicic

DÉPÉCHÉS

■ SALON DE LA RANDONNÉE

En dix ans, le nombre de randonneurs a été multiplié par trois pour dépasser les 31 millions. Du 9 au 11 avril, porte de Versailles, à Paris, le Salon de la randonnée et des sports nature permettra de trouver la rande de son choix, en France ou à l'étranger, qu'elle soit pédestre, équestre, en VTT ou en roulottes. Sur place, 460 exposants. De 10 h 30 à 19 heures, une nocturne, le 11 avril, jusqu'à 21 heures. Entrée : 12 F (6 €), gratuite pour les moins de 12 ans.

■ PLANTES RARES. A Sérignan-du-Comtat (Vaucluse), localité d'entomologiste et naturaliste Jean-Henri Fabre, les passionnés de botanique et les jardiniers soucieux d'environnement se rendront, le 18 avril, pour une exposition-vente de spécimens rares, de conférences, des sorties botaniques et un concours pour les enfants. Renseignements au 04-90-70-04-57.

SOLEIL D'ÉTÉ
CHINE
Circuit Chine Classique
15 jours
en pension complète et selon programme à Hong Kong
12 990 F
Croisière sur le Yang Zi Jiang
17 jours
en pension complète et selon programme à Hong Kong
16 390 F
Circuit accompagné
16 390 F
USA
Fantastic California
Circuit accompagné
13 jours
en pension complète et selon programme à Hong Kong
13 990 F
A ce prix là,
Kuoni vous en donne plus.
01 43 27 01 20 / 01 45 49 41 41
36 15 KUONI (2,23 F/min)
et agences de voyages

■ TERRE DE DÉCOUVERTE
■ PÉSSEUR DU VOYAGE
■ TERRE D'AVVENTURE
■ 3617 air evasion
■ 3617 écovoyage
■ 3617 infomer

■ MOTS CROISÉS

Le catalogue Terres d'aventure 99 vous attend. 128 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NON, MERCI

TERRES D'AVVENTURE
LE VOYAGE À PIED

Prix sacrifiés pour plus de 2000 voyages de dernière minute !!!

3617 air evasion
3617 écovoyage
3617 infomer

■ ANY WAY
Fêtez les beaux jours !
Vols A/R

NEW YORK 1360F
SINGAPOUR 2940F
BANGKOK 2940F
CANCUN 2900F
VENISE 1320F
ATHENES 1320F
DUBLIN 550F

Appelez vite au
0 803 000 008

NOUVEAU

Réservez et achetez vos billets d'avion en ligne sur

<http://www.anyway.fr>

et 3615 ANYWAY

Cliquez, vous décollerez !

ANY WAY

TERRES D'AVVENTURE

LE VOYAGE À PIED

Le catalogue Terres d'aventure 99 vous attend. 128 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NON, MERCI

TERRES D'AVVENTURE
LE VOYAGE À PIED

Le catalogue Terres d'aventure 99 vous attend. 128 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NON, MERCI

TERRES D'AVVENTURE
LE VOYAGE À PIED

Le catalogue Terres d'aventure 99 vous attend. 128 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NON, MERCI

TERRES D'AVVENTURE
LE VOYAGE À PIED

Le catalogue Terres d'aventure 99 vous attend. 128 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NON, MERCI

TERRES D'AVVENTURE
LE VOYAGE À PIED

Le catalogue Terres d'aventure 99 vous attend. 128 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NON, MERCI

TERRES D'AVVENTURE
LE VOYAGE À PIED

Le catalogue Terres d'aventure 99 vous attend. 128 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NON, MERCI

TERRES D'AVVENTURE
LE VOYAGE À PIED

Le catalogue Terres d'aventure 99 vous attend. 128 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NON, MERCI

TERRES D'AVVENTURE
LE VOYAGE À PIED

Le catalogue Terres d'aventure 99 vous attend. 128 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tél. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com

NON, MERCI

DISPARITIONS

■ **ALAIN BIDOU**, 66 ans, de la région Midi-Pyrénées et de la Haute-Garonne depuis avril 1992, est mort mardi 6 avril à Toulouse des suites d'un cancer. Né le 17 juin 1941 à Saint-Grégoire (Val-d'Oise), ancien élève de l'ENA (1966-1968), Alain Bidou avait notamment été sous-préfet de Calais en 1976, général de la préfecture de Vandœuvre en 1979, puis de la ville de Marseille d'août 1981 à octobre 1984, date à laquelle il avait été titularisé préfet et affecté dans le Jura. En octobre 1985, il était devenu directeur de l'administration territoriale et des affaires publiques au ministère de l'intérieur, et d'abord préfet de l'Ailler en mai 1986. Né le 1er janvier 1969, de la région Corse en 1990. Alain Bidou fut brièvement directeur du cabinet de Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, de juillet à avril 1991.

■ **JEAN-ÉRIC BOUSCH**, ancien député de Forbach, sénateur de la Moselle, est mort mardi 6 avril à l'hôpital de Forbach. Né le 11 septembre 1933 à Forbach (Moselle), ingénieur diplômé de l'école supérieure d'électricité, Jean-Éric Bousch fut un des derniers gaullistes en Moselle. Il a été un initiateur de la ville, et au sein du bassin houiller lorrain, lutta pour le développement de l'exploitation charbonnière, sa sauvegarde, puis sa reconversion. Jean-Éric Bousch a été sénateur de 1948 à 1974, puis député de 1981, maire de Forbach de 1983 à 1988 et de 1989 à 1995, commandant général de l'ONERA de 1976 à 1990, et il était encore conseiller municipal de Forbach.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Françoise BARTEHELME-TRAPP, Romain TRAPP, ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,

Toulouse, le 30 mars 1999.

Décès

■ Mme Jean-Éric Bousch, née Jacqueline Dupiers, ancien député de Forbach, fait part du décès, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

■ M. Jean-Éric BOUSCH, membre honoraire du Parlement, maire de Forbach de 1953 à 1995, ancien président du Conseil d'arrondissement de Forbach, ancien président de l'Union des maires de l'arrondissement de Forbach, ancien membre du Conseil de la République, ancien membre du Sénat de la Communauté, ancien représentant de la France à l'Assemblée des Communautés européennes, ancien vice-président du conseil régional de Lorraine, membre du Conseil général de la Moselle, ingénieur ESE,

officier dans l'ordre de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier dans l'ordre des Palmes académiques, chevalier du Mérite agricole, médaille des Évadés, commandeur dans l'ordre du Mérite de la République italienne.

La messe des funérailles sera célébrée le vendredi 9 avril 1999, à 14 h 30, en l'église Saint-Rémi de Forbach (Moselle). (Lire ci-contre.)

Son épouse, Ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

M. Didier BARRET,

dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie aura lieu en la cathédrale de Sosse, le vendredi 9 avril 1999, à 14 h 30.

Nil fleurs ni couronnes.

Des fleurs peuvent être faites à l'Association Antoinette Avenir, 3, rue Pipe-Carpentier, Paris-6.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Racine, 75000 Paris.

22000 Soissons.

— Les membres du conseil d'administration.

Et tous les adhérents de l'Association Antoinette Avenir.

Le personnel.

Les travailleurs.

Et les amis du Centre « Les Colombes ».

ont le regret de faire part du décès de

M. Didier BARRET,

trésorier de l'association.

Depuis la mort de son épouse, en 1997, il a œuvré pour la

création d'un centre de travail et d'activité de jour pour personnes âgées.

Que sa famille trouve ici l'expression de leur très profonde gratitude.

5-7, rue Marie-Pape-Carpentier, 75006 Paris.

8, rue Lasson, 75012 Paris.

— Sa famille.

Et ses proches,

ont la douleur de faire part du décès de

André LARROUSSE,

survenu le dimanche 4 avril 1999.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Toulouse.

M. Alain Bidou,

M. Eric Bidou,

les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

Alain BIDOU,

préfet de la région Midi-Pyrénées,

préfet de la Haute-Garonne,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur de l'ordre national

du Mérite.

survenu le 6 avril 1999, à l'âge de cinquante-sept ans.

Un dernier hommage lui sera rendu, le

jeudi 8 avril à 14 h 15, dans la cour d'honneur de la préfecture, place Saint-Etienne, à Toulouse.

Selon la volonté du défunt, de préférence à l'envoi de fleurs, des dons peuvent être adressés au profit de la recherche contre le cancer.

— Toulouse.

Les membres du corps préfectoral et les personnels de la préfecture de la région Midi-Pyrénées, préfècture de la Haute-Garonne,

ou la douleur de faire part du décès de

Alain BIDOU,

préfet de la région Midi-Pyrénées,

préfet de la Haute-Garonne,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur de l'ordre national

du Mérite.

survient le 6 avril 1999, à l'âge de cinquante-sept ans.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité.

15, rue Joseph-Bertrand,

78220 Viroflay,

7, rue Pierre-Raymond,

87000 Limoges.

— Paris, Gouffé, Saint-Jean-Ligoure (Haute-Vienne).

M. Lucien Chauvier,

son épouse,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien CHAUVIER,

directeur général honoraire des assurances-vieillesse des artisans (e.c.),

survient le 1er avril 1999.

— Annecy, PRASSOLOFF,

née PICHEROT,

survient le 1er avril 1999, à Paris, dans sa cinquante-cinquième année.

L'inhumation aura lieu le samedi 11 avril, à 11 heures, au cimetière d'Héry (Seine-et-Marne).

47, rue de Vouillé,

75015 Paris.

— Le président de l'université Paris-VII, Denis Diderot,

Le directeur de l'IFR sciences des

techniques et documents,

Ses collègues et amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

André PRASSOLOFF,

née PICHEROT,

maître de conférences,

survient le 1er avril 1999.

Il s'associe à la peine de ses proches.

— M. Serge Tabaruk, président

directeur général,

les membres du conseil

d'administration,

et les salariés d'Alcatel,

expriment leur profonde tristesse face à la

désirabilité du président.

Ambroise ROUX,

et s'associe à la douleur de sa famille.

Ambroise Roux a été président de la

Compagnie générale

de 1962 à 1982. Il était président d'honneur de la

société depuis 1982 et membre du conseil

d'administration depuis 1987.

Aloïs,

54, rue La Boétie,

75008 Paris.

(Le Monde du 7 avril)

— Le directeur des Publications de la

Vie catholique,

Le président et les collaborateurs de

Malakoff Publications,

L'équipe de la revue Prier,

se joignent à

Michel Wazier,

son épouse,

Ainsi qu'à ses enfants,

pour faire part, avec une profonde

tristesse, du décès de

Philippe WAZIER,

journaliste,

directeur délégué de Prier,

directeur et président

du Comité catholique de solidarité

avec les chômeurs,

survient le matin à Pâques, à 4

— obsèques seront célébrées vendredi 9 avril, à 14 h 30, en l'église du Saint-Esprit, à Viry-Châtillon (Essonne).

Jacques FRANGNE,

survient le 2 avril 1999.

169, rue du Rêve,

76000 Rouen.

— M. Pierre Prieur,

son épouse,

Odile, Jean-François et Véronique,

Patrice et Aimée,

Lamont et Martine,

Damien et Grégoire

et leurs enfants,

Toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

leur père,

— M. et Mme Rupert Brichenoef,

M. et Mme Patricia Stassinet,

M. et Mme Catherine Payet,

ont la douleur de faire part du décès de

leur père,

Jean STASSINET,

survient le 2 avril 1999, à l'âge de

soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 9 avril, à 14 h 45, en l'église

de Charenton-le-Pont (Val-de-Marne).

HORIZONS - ANALYSES

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999

CINÉMA La Semaine du cinéma français, présentée à New York du 12 au 15 mars, a pratiquement fait salle comble à chaque séance, soutenu par le critique du *New York Times*.

Cet intérêt, réel — même s'il est dû au succès déjà ancien de la nouvelle vague —, ne doit cependant pas faire illusion : si quelques grands journaux de New York et de Los Angeles accor-

dent une place importante aux films français, ceux-ci sont en effet vus par peu d'Américains. Les versions originales sous-titrées ne représentent que 0,7 % des films distri-

bués aux Etats-Unis. ■ LES FESTIVALS sont la sauvegarde du cinéma français, comme à Seattle, tandis que dans le Wisconsin ou le Mississippi les journalistes éducent leurs cri-

tiques pour ne pas rebuter les spectateurs. ■ JIM HOBERMAN, critique au *Village Voice*, explique comment l'industrie cinématographique a court-circuité sa profession.

Aux Etats-Unis, les critiques restent les seuls défenseurs du cinéma français

Les hebdomadaires new-yorkais ■ *The Village Voice* ■ et « *New York Free Press* », comme le ■ *New York Times* ■ et le ■ *Los Angeles Times* », accordent aux films français une place incommensurable à leur part de marché, infime en raison d'une distribution limitée aux grandes villes

NEW YORK

■ notre envoyé spécial

Certaines accroches de journaux peuvent être trompeuses, même celles du *New York Times*. A l'occasion de la Semaine du cinéma français organisée par l'Unifrance à New York au Lincoln Center du 12 au 15 mars, il pouvait lire dans la plume de Stephen Holden : « On peut trouver des films avec des personnages qui pensent et qui jouent, des films qui donnent une idée de la vie, le sentiment. Ici et maintenant ! » — le cinéma français, qui, aucun autre, a

Festival, la Semaine du cinéma français ■ *New Directors New Films*. Je crois aussi que le cinéma français — plus que n'importe quel autre — a quelque chose à nous dire : « Le cinéma français est un peu différent parce que, hors du cinéma américain, il n'y a aucun autre, à ce que je sache, cinéma qui a une telle histoire et qui a une telle tradition. »

■ [Les lecteurs] sont forcément déçus, car la plupart des films encensés par le « *New York Times* » ne trouvent jamais de distributeur ■

Cet espace dévolu au français dans les deux grands hebdomadiers politiques et culturels de New York, *The Village Voice* et le *New York Free Press*, dans le *New York Comment*, le plus important de cinéma aux Etats-Unis, et dans le *New York Times* et le *Los Angeles Times* est non seulement plus important que sa part de marché du cinéma européen (élevée en 1998 à 1,8 %), mais elle occupe un espace véritable à celui du cinéma hollywoodien. « Je suis moi-même surprise du succès de portraits de cinéastes français que nous publions, explique Abbie Nolan, qui dirige les pages cinéma du *New York Free Press*. Le Lincoln Center a organisé des rétrospectives André Téchiné et *Irma Vep*. A cela s'ajoutent trois grosses manifestations à New York : le *New York Film*

voit dans la vie sexuelle, d'Arnaud Desplechin, *Irma Vep*, d'Olivier Assayas, *La Vie révée des anges*, d'Eric Zonca, et *Seul contre tous*, de Gaspar Noé — quatre films pourtant bien différents — « l'apparition d'une autre vague ou d'une nouvelle vague bis ». Pour Andrew Sarris, l'un des piliers de la critique dans les années 60 et 70, comme l'était Pauline Kael, critique du *New Yorker*, le cinéma français « a été l'apogée de la nouvelle vague, et il n'a pas porté d'étiquette forte que celle de la nouvelle vague ». Pendant longtemps, les critiques américains n'ont vu que les films

américains et la curiosité toujours réelle de la partie la plus cinéphile de la critique américaine.

La place accordée au cinéma français dans les deux grands hebdomadiers politiques et culturels de New York, *The Village Voice* et le *New York Free Press*, dans le *New York Comment*, le plus important de cinéma aux Etats-Unis, et dans le *New York Times* et le *Los Angeles Times* est non seulement plus importante que sa part de marché du cinéma européen (élevée en 1998 à 1,8 %), mais elle occupe un espace véritable à celui du cinéma hollywoodien. « Je suis moi-même surprise du succès de portraits de cinéastes français que nous publions, explique Abbie Nolan, qui dirige les pages cinéma du *New York Free Press*. Le Lincoln Center a organisé des rétrospectives André Téchiné et *Irma Vep*. A cela s'ajoutent trois grosses manifestations à New York : le *New York Film*

voit dans la vie sexuelle, d'Arnaud Desplechin, *Irma Vep*, d'Olivier Assayas, et de *La Vie* de



« Le cinéma français, nouvelle édition remaniée, comprenant : suggestion, nuance, mélancolie... Dessin dans NY Press Arts & Listings du 24 février. ■

sus de ce mouvement. Tout le cinéma français a été immédiatement après cette période largement passé inaperçu. On ne connaît de Jean Eustache à *La Vie* et *la Putain*, *Marielle* Platié reste pratiquement inconnue. *Gogh* a tenu toute sa vie sans être connue. « A la fin des années 60 et 70, comme l'était Pauline Kael, critique du *New Yorker*, le cinéma français n'a pas porté d'étiquette forte que celle de la nouvelle vague ». Pendant longtemps, les critiques américains n'ont vu que les films

d'André Téchiné, *Irma Vep*, *Gaspar Noé*, *Clint Eastwood*, pourtant le même jour mal, faute de l'avoir vu le temps, le ne pourra pas le faire que la semaine suivante. L'existence de ce type d'indépendants explique en partie pourquoi l'accorde une place aussi importante aux indépendants étrangers. ■

— Quelle carrière *Seul contre tous* peut-il espérer aux Etats-Unis ?

— Le film a été très remarqué, y compris par le *New York Times*. Il va être montré pendant deux semaines dans une salle au *Film Forum*, mais l'exploitant ne pense pas que le film vendra plus de deux semaines. *Irma Vep* avait cinq semaines dans une salle. C'était déjà énorme. Dan Talbot, un exploitant qui avait distribué les films de Godard dans les années 60 et 70, pense que dans le actuel il ne serait plus en mesure de le faire. Il faut rendre compte que, parmi les Américains qui vont voir des films étrangers

perdu tout poids ■ la carrière des films (sauf sur les films étrangers qui s'adressent à un public très ciblé), et elle est prise de court par les studios, qui n'organisent en général des projections de presse qu'au dernier moment de manière à assurer que les papiers ne sortiront qu'après leur campagne de promotion. Stephen Holden, critique du *New York Times*, le reconnaît : « L'industrie du cinéma a trouvé le moyen de court-circuiter les critiques. » A cela s'ajoute un autre phénomène lié à une érosion très nette du nombre de salles distribuant des films sous-titrés. Il y a vingt ans, 7 % des films distribués aux Etats-Unis étaient sous-titrés ; ce chiffre a tombé à 0,7 %. « Nous sommes actuellement au plus bas pour ce qui est de l'impact du cinéma français sur le public américain », affirme Kenneth Turan, critique du *Los Angeles Times*.

Ce chiffre minuscule s'explique par un phénomène très récent : la montée en puissance de filiales de grands studios comme Miramax, Fine Line, October ou Gramercy. Spécialisées, au début des années 90, dans la distribution de films étrangers, en particulier français, elles sont depuis reconvertis dans la production. « Ces filiales font désormais pression sur les petites salles pour qu'elles distribuent leur film en priorité, selon Godfrey Cheshire, qui constitue autant d'écrans en moins pour les films français. Cette pratique, qui se situe à la limite de la légalité, a complètement changé la culture du cinéma aux Etats-Unis. »

Désormais, le cinéma français découvert essentiellement par l'entremise des festivals — ils ont multiplié les dernières années aux Etats-Unis — et relayé par des critiques de plus en plus isolés. Quelles que soient ses qualités, il ne s'adresse qu'à une minorité de privilégiés qui, en effet clos, peuvent prendre la mesure de ce que le cinéma hors de leurs frontières. ■

S. ■

Jim Hoberman, critique du « *Village Voice* »

■ 60 % des Américains qui vont voir des films étrangers habitent Manhattan ■

NEW YORK

■ notre envoyé spécial

■ Dans quelle situation se trouve la critique de cinéma aux Etats-Unis ?

— Entre critique de cinéma aujourd'hui il faut faire signe à Hollywood. Votre (et des extraits de votre article) peut se voir accorder autant de place sur un encart publicitaire que celui à Tom Cruise. Trop de critiques ne sont là que pour trouver des formules susceptibles d'être reprises par les studios pour leurs campagnes publicitaires. Il y a quelques années, *Variety* racontait qu'un film avait fixé des phrases déjà écrites par les critiques free-lance, leur demandant de sélectionner quelques-unes pour les aider à accroître leur nom.

— Les critiques reculent les projections de presse le plus tard possible,

manière à ce que nous n'avons

le temps de réfléchir sur les

films. Je la semaine [il s'agit de la semaine] l'ouver-

ture des pages cinéma sur *Seul contre tous*, *Gaspar Noé*, *True Crime*, *Clint Eastwood*, pourtant le même jour mal, faute de l'avoir vu le temps, le ne pourra pas le faire que la semaine suivante.

— L'existence de ce type d'indépendants explique en partie pourquoi l'accorde une place aussi importante aux indépendants étrangers. ■

— Quelle carrière *Seul contre tous* peut-il espérer aux Etats-Unis ?

— Le film a été très remarqué, y compris par le *New York Times*. Il va être montré pendant deux semaines dans une salle au *Film Forum*, mais l'exploitant ne pense pas que le film vendra plus de deux semaines. *Irma Vep* avait cinq semaines dans une salle. C'était déjà énorme. Dan Talbot, un exploitant qui avait distribué les films de Godard dans les années 60 et 70, pense que dans le actuel il ne serait plus en mesure de le faire. Il faut rendre compte que, parmi les Américains qui vont voir des films étrangers

60 % habitent Manhattan ! ■ l'absence de critique est aussi importante ?

— Non. J'enseigne aussi l'histoire du cinéma à l'Université. Lorsque *Rome* est sorti, il a tenu l'affiche pendant plus d'un an. Quand *L'Année dernière à Marienbad* est sortie, le supplément dominical du *New York Times* avait publié une longue enquête. C'est aujourd'hui impensable. C'est arrivé récemment avec *La Vie est belle*, mais il s'agit pour moi d'un film énorme.

— Quelle place occupe le cinéma français dans ce contexte ?

— Il a plus de prestige que n'importe quel cinéma. Il y a pourtant des périodes où c'est mal. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu un peu de succès, *Chabrol*, le seul metteur en scène de la nouvelle vague à connaître encore un peu de succès, tandis que développé un féminisme autour de la figure de *Truffaut*, comme si plus personne ne faisait de films comme lui. Mais c'est faux, il faut regarder *Irma Vep*, qui a eu

Esotérique vagabondage

Trois ponts sur la rivière. Entre enquête et flânerie, un savoureux mélange des genres

Film français de Jean-Claude Biette. Avec Mathieu Amalric, Jeanne Balibar, Thomas Bédé (1 h 57).

Le film de Jean-Claude Biette ne livrera pas la clef d'une œuvre des plus intrigantes du cinéma français contemporain. Il contribuera, bien au contraire, à faire davantage cinéaste parmi ceux qui ne donnent pas immédiatement leur mode d'emploi. Qui que ce soit dans ces périodes marketing d'intentions d'auteurs et pillages. Enquête sur l'absurdité esotérique digne d'un Jorge Luis Borges, chronique amoureuse, (fausse) film de genre, roman mélanconique, description d'un monde subtilement inquiétant, *Trois ponts sur la rivière* (Mathieu Amalric et Jeanne Balibar) comme on ne l'a jamais vu, donc s'epromenant d'une quête qui, insensiblement, va à l'encontre, pour s'empêtrer de la branche et de l'étrangeté des lieux traversés. Les rues de Lisbonne et, surtout, de Funchal deviennent ainsi les entrées d'une pensée pensive, tant que le ralentissement de l'acteur retrouvé par hasard et avec qui il renoue sa liaison. C'est donc une forme d'enquête policière (le mystérieux professeur semble avoir disparu en brouillant

Arthur Echéant enseigne l'histoire et préparent une leçon. Il lui manque, pour finir celle-ci, l'opinion d'un autre professeur portugais. Il va la quérir à Lisbonne puis à Porto, accompagné de Claire, une petite amie retrouvée par hasard et avec qui il renoue sa liaison. C'est donc une forme d'enquête policière (le mystérieux professeur semble avoir disparu en brouillant

traces) d'un voyage de chance, d'une épreuve que livrent les protagonistes principaux du film. Ceux-ci sont fortement durant leur périple à faire de paix d'Arthur, angoissé par l'avenir, et par ce qu'il voit des signes extérieurs d'une paranoïa légère avant de comprendre qu'il a une histoire de famille qui le traque.

Il a avoué du cinéma et la comédie hollywoodienne de remariage, qui, de cette sacrée vérité, Leo McCarey, *Indiscrétions*, de George Cukor, a défini les canons du genre. Mais le tableau d'un couple amoureux qui se retrouve après une aventure érotique vécue en commun. Ce film fragile, porté par l'incroyable acuité et l'humour (Mathieu Amalric et Jeanne Balibar) comme on ne l'a jamais vu, donc s'epromenant d'une quête qui, insensiblement, va à l'encontre, pour s'empêtrer de la branche et de l'étrangeté des lieux traversés. Les rues de Lisbonne et, surtout, de Funchal deviennent ainsi les entrées d'une pensée pensive, tant que le ralentissement de l'acteur retrouvé par hasard et avec qui il renoue sa liaison. C'est donc une forme d'enquête policière (le mystérieux professeur semble avoir disparu en brouillant

Vraies-fausses images de guerre

IL SE DÉROULE actuellement, au Cinéma des cinéastes à Paris, une forte belle consacrée au cinéma géorgien. On peut notamment retrouver la beauté et la liberté des œuvres de Paradjanov et Iosseliani, découvrir la puissance formelle d'Abouladzé, la radicalité de Babisiani, la verve de Chguchvelidze. Et, au milieu de cet ensemble d'une haute qualité, voici qui surgit un film-ovni, un premier film signé d'un parfait inconnu, Gulorgui Khalnadrava. Celui-ci, petit-fils d'un prisonnier politique du tsar, fils d'un prisonnier politique de Staline, lui-même jadis incarcéré par la KGB avant de devenir conseiller politique et militaire d'Edouard Chevardnadze à l'indépendance de son pays, était chef opérateur à la profession. Directement impliqué dans la guerre civile en Abkhazie, il s'est fait réalisateur pour tourner *Le Cimetière des rêves*.

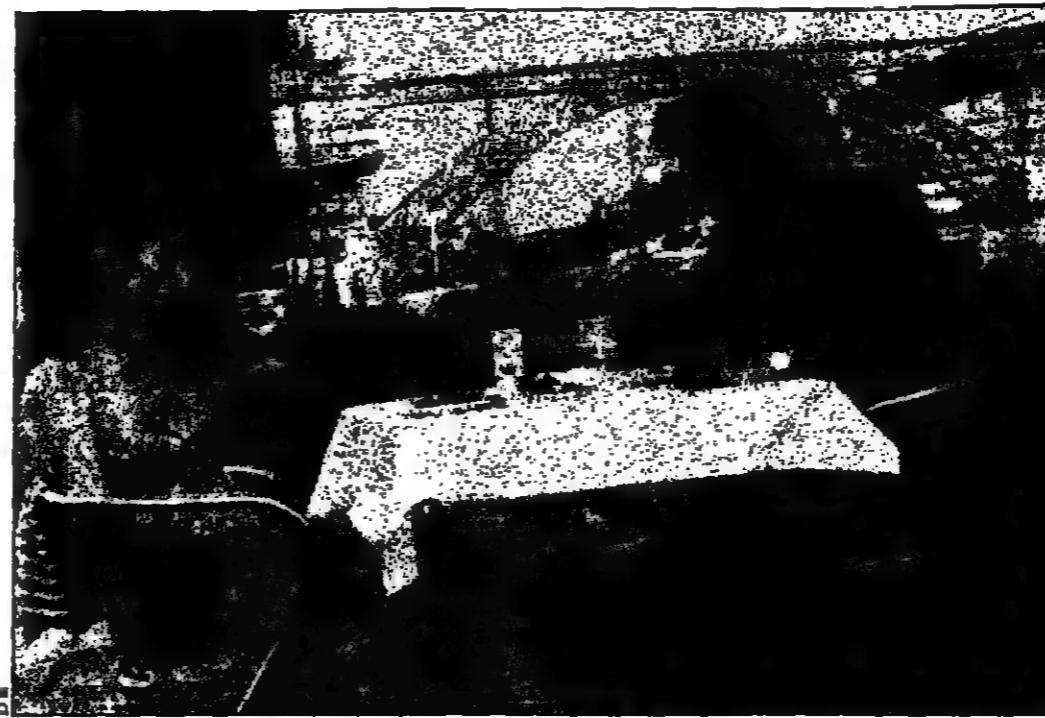
Ce remarquable film de guerre a été réalisé sur les lieux mêmes des opérations, durant leur déroulement. Il montre des véritables soldats dans la plupart des rôles (mais un comédien professionnel dans le rôle principal). Il s'agit en effet d'une fiction, qui s'affiche comme telle. On y trouve, enregistrée dans la simplicité attentive et un grand rythme, nombre des scènes-types du genre, la rencontre entre la patrouille ennemie à la recherche entre camarades

combats – splendide séquence au bord de la mer, le temps semble étrangement suspendu –, de l'attaque au feu à l'angoisse des personnes pris au piège dans un village conquis par l'ennemi à une éviction rocambolesque.

L'inscription à cette fiction dans la réalité de la guerre n'engendre pas nécessairement une tension singulière, qui évite à la mise en scène de recourir des artifices de scénario. Surtout, cette immersion, le principe est avoué mais les modalités jamais affichées, suscite une vigilance inhabituelle du spectateur. Celui-ci doit se demander sans cesse si ce plan est vrai ou reconstruit, comment la caméra peut montrer cette image, etc. *Le Cimetière des rêves* devient alors une pédagogie implicite du regard, particulièrement bienvenue dans ces temps où images d'une guerre, qui n'est aussi que trop réelle, exigent chaque jour, devant son téléviseur, une attention de même nature.

J.-M. R.

* *Le Cimetière des rêves*, jusqu'au 11 avril, au Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris-17. Tél. : 01-53-42-40-20. *Le Cimetière des rêves* est projeté le 7 avril à 14 heures, 16 heures et 18 heures, le 11 à 18 h 30 et 19 h 30.



Jeanne Balibar et Mathieu Amalric

comme y confirme une pose à la mode. Elle s'affirme radicalement dans le discret désespoir d'un personnage de toute hypothèse psychologique.

RANAL ET BIZARRE
Cet *Trois ponts sur la rivière* est le film le plus émouvant d'un réalisateur jusqu'à présent davantage attiré par les jeux d'acteurs que par la peinture affinée des semaines de Jean-Claude Biette. Signé depuis plus de vingt ans (*Le Théâtre des matières*, 1977), l'œuvre reconnaissable entre toutes, c'est qu'il est sans doute le cinéaste français actuel capable d'écrire de vraies pièces d'une dramaturgie qui dialogue avec la littérature avec la familiarité avec la littérature.

Chez lui, les lieux bizarres (une chambre sous les toits, une laverie automatique, un pont de Paris) se chargent d'étrangeté. *Trois ponts sur la rivière* est sous-tendu par un conflit souterrain, qui oppose les grandes familles de l'élite classique – la comédie américaine ou le film policier – au vagabondage moderne, l'action étant sans cesse minée par la contemplation qui fait vivre les espaces traversés par les personnes.

Mais l'affrontement qui se joue dans le film de Biette, cinéaste cinéphile, est aussi celui qui oppose le cinéma au monde, prenant acte de l'impossibilité pour le cinéma de substituer un univers rationnel à une précision inaplicable, l'art de Jean-Claude Biette alliant la naïveté dans une telle séquence d'un pessimisme sincère.

Jean-François Rauzier

Le Sud tranquille

Cookie's Fortune. Robert Altman réalise un film modeste, trop modeste

Film américain de Robert Altman. Avec Glenn Close, Julianne Moore, Liv Tyler, Chris O'Donnell, Charles Dutton, Martin Sean, Ned Beatty. (1 h 57).

Depuis *Nashville* et *Brewster McCloud*, le champ d'investigation de Robert Altman n'a cessé de se rétrécir pour se concentrer sur un peu plus en plus réduit. *Short Cuts*, son film le plus intéressant depuis son retour en grâce dans les années 90, précisait les intentions d'un cinéaste qui s'intéresse de plus en plus au provincial. *Cookie's Fortune* prend place à Holly Springs, une petite ville du Mississippi paisible et harmonieuse, sur laquelle le temps ne semble pas avoir pris. Ses habitants s'occupent comme ils peuvent. Cookie, une vieille dame de 80 ans, qui tenait avec Gary Cooper le rôle principal du *Rebel*, de *King Vidor*, et avec Andy Griffith celui d'*Un homme dans la foule*, (à *Kazan*), vit tranquillement depuis la mort de son mari et jusqu'à un temps avec son meilleur ami. Sa nièce, Camille (Glenn Close), vit dans

la salle de spectacle de l'église locale, d'après *Oscar Wilde*, dont elle tient le rôle-titre ; sa sœur, Cora (Julianne Moore), a moiïté idiote, joue également un rôle dans la pièce. Tout pourra combler si se présente très bien dans le meilleur des mondes si *Cookie* ne réussit pas à se marier fin à ses jours et si sa nièce, de peur de dévoiler un secret de famille, ne réussit pas à maquiller le malade en meurtre, désignant un coupable : Willis.

Le principal énigme de *Cookie's Fortune* est de proposer une histoire qui n'a rien à voir avec toute qu'on connaît. On imagine un développement autour d'un procès à *Short Cuts* – un peu plus – et un film dénonçant la ségrégation dans le Sud. Or, Altman se refuse à aborder toute question sociale. Willis est l'un des quelques habitants de la ville, et, lorsque le shérif local doit l'enlever en prison, il déplore d'abord la perte de son partenaire de pêche préféré. Le nouveau Sud semble n'être plus un lieu de tension, mais un havre de paix où les conflits ont disparu. Même le crime apparaît comme une fiction théâtrale.

S. Bd

Le Salon de la Formation continue

du jeudi 8 au samedi 10 avril

S'informer pour se former

- Comment évoluer dans son entreprise
- Comment changer de métier ?
- Comment obtenir sa formation

www.generation-formation.com

Toute l'actualité un ton plus haut.

BFM

• BFM 85 • BFM 86 • BFM 87 • BFM 88 • BFM 89 • BFM 90 • BFM 91 • BFM 92 • BFM 93 • BFM 94 • BFM 95 • BFM 96 • BFM 97 • BFM 98 • BFM 99 • BFM 00 • BFM 01 • BFM 02 • BFM 03 • BFM 04 • BFM 05 • BFM 06 • BFM 07 • BFM 08 • BFM 09 • BFM 10 • BFM 11 • BFM 12 • BFM 13 • BFM 14 • BFM 15 • BFM 16 • BFM 17 • BFM 18 • BFM 19 • BFM 20 • BFM 21 • BFM 22 • BFM 23 • BFM 24 • BFM 25 • BFM 26 • BFM 27 • BFM 28 • BFM 29 • BFM 30 • BFM 31 • BFM 32 • BFM 33 • BFM 34 • BFM 35 • BFM 36 • BFM 37 • BFM 38 • BFM 39 • BFM 40 • BFM 41 • BFM 42 • BFM 43 • BFM 44 • BFM 45 • BFM 46 • BFM 47 • BFM 48 • BFM 49 • BFM 50 • BFM 51 • BFM 52 • BFM 53 • BFM 54 • BFM 55 • BFM 56 • BFM 57 • BFM 58 • BFM 59 • BFM 60 • BFM 61 • BFM 62 • BFM 63 • BFM 64 • BFM 65 • BFM 66 • BFM 67 • BFM 68 • BFM 69 • BFM 70 • BFM 71 • BFM 72 • BFM 73 • BFM 74 • BFM 75 • BFM 76 • BFM 77 • BFM 78 • BFM 79 • BFM 80 • BFM 81 • BFM 82 • BFM 83 • BFM 84 • BFM 85 • BFM 86 • BFM 87 • BFM 88 • BFM 89 • BFM 90 • BFM 91 • BFM 92 • BFM 93 • BFM 94 • BFM 95 • BFM 96 • BFM 97 • BFM 98 • BFM 99 • BFM 00 • BFM 01 • BFM 02 • BFM 03 • BFM 04 • BFM 05 • BFM 06 • BFM 07 • BFM 08 • BFM 09 • BFM 10 • BFM 11 • BFM 12 • BFM 13 • BFM 14 • BFM 15 • BFM 16 • BFM 17 • BFM 18 • BFM 19 • BFM 20 • BFM 21 • BFM 22 • BFM 23 • BFM 24 • BFM 25 • BFM 26 • BFM 27 • BFM 28 • BFM 29 • BFM 30 • BFM 31 • BFM 32 • BFM 33 • BFM 34 • BFM 35 • BFM 36 • BFM 37 • BFM 38 • BFM 39 • BFM 40 • BFM 41 • BFM 42 • BFM 43 • BFM 44 • BFM 45 • BFM 46 • BFM 47 • BFM 48 • BFM 49 • BFM 50 • BFM 51 • BFM 52 • BFM 53 • BFM 54 • BFM 55 • BFM 56 • BFM 57 • BFM 58 • BFM 59 • BFM 60 • BFM 61 • BFM 62 • BFM 63 • BFM 64 • BFM 65 • BFM 66 • BFM 67 • BFM 68 • BFM 69 • BFM 70 • BFM 71 • BFM 72 • BFM 73 • BFM 74 • BFM 75 • BFM 76 • BFM 77 • BFM 78 • BFM 79 • BFM 80 • BFM 81 • BFM 82 • BFM 83 • BFM 84 • BFM 85 • BFM 86 • BFM 87 • BFM 88 • BFM 89 • BFM 90 • BFM 91 • BFM 92 • BFM 93 • BFM 94 • BFM 95 • BFM 96 • BFM 97 • BFM 98 • BFM 99 • BFM 00 • BFM 01 • BFM 02 • BFM 03 • BFM 04 • BFM 05 • BFM 06 • BFM 07 • BFM 08 • BFM 09 • BFM 10 • BFM 11 • BFM 12 • BFM 13 • BFM 14 • BFM 15 • BFM 16 • BFM 17 • BFM 18 • BFM 19 • BFM 20 • BFM 21 • BFM 22 • BFM 23 • BFM 24 • BFM 25 • BFM 26 • BFM 27 • BFM 28 • BFM 29 • BFM 30 • BFM 31 • BFM 32 • BFM 33 • BFM 34 • BFM 35 • BFM 36 • BFM 37 • BFM 38 • BFM 39 • BFM 40 • BFM 41 • BFM 42 • BFM 43 • BFM 44 • BFM 45 • BFM 46 • BFM 47 • BFM 48 • BFM 49 • BFM 50 • BFM 51 • BFM 52 • BFM 53 • BFM 54 • BFM 55 • BFM 56 • BFM 57 • BFM 58 • BFM 59 • BFM 60 • BFM 61 • BFM 62 • BFM 63 • BFM 64 • BFM 65 • BFM 66 • BFM 67 • BFM 68 • BFM 69 • BFM 70 • BFM 71 • BFM 72 • BFM 73 • BFM 74 • BFM 75 • BFM 76 • BFM 77 • BFM 78 • BFM 79 • BFM 80 • BFM 81 • BFM 82 • BFM 83 • BFM 84 • BFM 85 • BFM 86 • BFM 87 • BFM 88 • BFM 89 • BFM 90 • BFM 91 • BFM 92 • BFM 93 • BFM 94 • BFM 95 • BFM 96 • BFM 97 • BFM 98 • BFM 99 • BFM 00 • BFM 01 • BFM 02 • BFM 03 • BFM 04 • BFM 05 • BFM 06 • BFM 07 • BFM 08 • BFM 09 • BFM 10 • BFM 11 • BFM 12 • BFM 13 • BFM 14 • BFM 15 • BFM 16 • BFM 17 • BFM 18 • BFM 19 • BFM 20 • BFM 21 • BFM 22 • BFM 23 • BFM 24 • BFM 25 • BFM 26 • BFM 27 • BFM 28 • BFM 29 • BFM 30 • BFM 31 • BFM 32 • BFM 33 • BFM 34 • BFM 35 • BFM 36 • BFM 37 • BFM 38 • BFM 39 • BFM 40 • BFM 41 • BFM 42 • BFM 43 • BFM 44 • BFM 45 • BFM 46 • BFM 47 • BFM 48 • BFM 49 • BFM 50 • BFM 51 • BFM 52 • BFM 53 • BFM 54 • BFM 55 • BFM 56 • BFM 57 • BFM 58 • BFM 59 • BFM 60 • BFM 61 • BFM 62 • BFM 63 • BFM 64 • BFM 65 • BFM 66 • BFM 67 • BFM 68 • BFM 69 • BFM 70 • BFM 71 • BFM 72 • BFM 73 • BFM 74 • BFM 75 • BFM 76 • BFM 77 • BFM 78 • BFM 79 • BFM 80 • BFM 81 • BFM 82 • BFM 83 • BFM 84 • BFM 85 • BFM 86 • BFM 87 • BFM 88 • BFM 89 • BFM 90 • BFM 91 • BFM 92 • BFM 93 • BFM 94 • BFM 95 • BFM 96 • BFM 97 • BFM 98 • BFM 99 • BFM 00 • BFM 01 • BFM 02 • BFM 03 • BFM 04 • BFM 05 • BFM 06 • BFM 07 • BFM 08 • BFM 09 • BFM 10 • BFM 11 • BFM 12 • BFM 13 • BFM 14 • BFM 15 • BFM 16 • BFM 17 • BFM 18 • BFM 19 • BFM 20 • BFM 21 • BFM 22 • BFM 23 • BFM 24 • BFM 25 • BFM 26 • BFM 27 • BFM 28 • BFM 29 • BFM 30 • BFM 31 • BFM 32 • BFM 33 • BFM 34 • BFM 35 • BFM 36 • BFM 37 • BFM 38 • BFM 39 • BFM 40 • BFM 41 • BFM 42 • BFM 43 • BFM 44 • BFM 45 • BFM 46 • BFM 47 • BFM 48 • BFM 49 • BFM 50 • BFM 51 • BFM 52 • BFM 53 • BFM 54 • BFM 55 • BFM 56 • BFM 57 • BFM 58 • BFM 59 • BFM 60 • BFM 61 • BFM 62 • BFM 63 • BFM 64 • BFM 65 • BFM 66 • BFM 67 • BFM 68 • BFM 69 • BFM 70 • BFM 71 • BFM 72 • BFM 73 • BFM 74 • BFM 75 • BFM 76 • BFM 77 • BFM 78 • BFM 79 • BFM 80 • BFM 81 • BFM 82 • BFM 83 • BFM 84 • BFM 85 • BFM 86 • BFM 87 • BFM 88 • BFM 89 • BFM 90 • BFM 91 • BFM 92 • BFM 93 • BFM 94 • BFM 95 • BFM 96 • BFM 97 • BFM 98 • BFM 99 • BFM 00 • BFM 01 • BFM 02 • BFM 03 • BFM 04 • BFM 05 • BFM 06 • BFM 07 • BFM 08 • BFM 09 • BFM 10 • BFM 11 • BFM 12 • BFM 13 • BFM 14 • BFM 15 • BFM 16 • BFM 17 • BFM 18 • BFM 19 • BFM 20 • BFM 21 • BFM 22 • BFM 23 • BFM 24 • BFM 25 • BFM 26 • BFM 27 • BFM 28 • BFM 29 • BFM 30 • BFM 31 • BFM 32 • BFM 33 • BFM 34 • BFM 35 • BFM 36 • BFM 37 • BFM 38 • BFM 39 • BFM 40 • BFM 41 • BFM 42 • BFM 43 • BFM 44 • BFM 45 • BFM 46 • BFM 47 • BFM 48 • BFM 49 • BFM 50 • BFM 51 • BFM 52 • BFM 53 • BFM 54 • BFM 55 • BFM 56 • BFM 57 • BFM 58 • BFM 59 • BFM 60 • BFM 61 • BFM 62 • BFM 63 • BFM 64 • BFM 65 • BFM 66 • BFM 67 • BFM 68 • BFM 69 • BFM 70 • BFM 71 • BFM 72 • BFM 73 • BFM 74 • BFM 75 • BFM 76 • BFM 77 • BFM 78 • BFM 79 • BFM 80 • BFM 81 • BFM 82 • BFM 83 • BFM 84 • BFM 85 • BFM 86 • BFM 87 • BFM 88 • BFM 89 • BFM 90 • BFM 91 • BFM 92 • BFM 93 • BFM 94 • BFM 95 • BFM 96 • BFM 97 • BFM 98 • BFM 99 • BFM 00 • BFM 01 • BFM 02 • BFM 03 • BFM 04 • BFM 0

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 8 AVRIL 1999 / 37

Gérard Depardieu en chef d'équipe nostalgique

Un pont entre deux rives. L'acteur a coréalisé une histoire de triangle amoureux académique

Film français de Gérard Depardieu et Frédéric Auburtin. Avec Gérard Depardieu, Carole Bouquet, Charles Berling, Stanislas Crevillen, Dominique Reymond. (1 h 35.)

L'histoire se passe au début des années 60 dans une bourgade de Normandie. Elle raconte la dissolution de la famille formée par Georges, l'ouvrier qui vient de trouver du travail sur le chantier du pont de Tancarville. Mina et leur fils Tommy. Mina fait la cuisine dans une résidence cossue où loge Matthias, un bel ingénieur venu construire ledit pont. Mina aime Georges mais n'est pas satisfaite de sa vie, elle bovare au cinéma en quête d'un supplément d'émotion et de rêve, dont elle pressent dès la première rencontre (pendant la projection de *West Side Story*) que Matthias pourra le lui offrir. Georges et Tommy assisteront impuissants à la cassure de leur univers tandis que, avec une passion qui pourtant ne voudrait faire mal à personne, se construit la relation entre Mina et Matthias.

Un pont entre deux rives raconte donc la plus banale des histoires, une variation qui jamais ne vise à la moindre singularité autour du triangle amoureux. C'est ainsi qu'on a fait, qu'on fera encore,

certaines des plus beaux films de l'histoire du cinéma. Mais, cette fois, il ne se passe rien. Parce que la seule contrepartie nécessaire à ce choix de la simplicité est une exigence de style - quel qu'il soit, flamboyant ou discret, austère ou débridé. Et que ce film en est totalement, presque absurdement dépourvu. Les coûteurs (aux deux réalisateurs s'ajoute François Dupeyron, adaptateur du roman épique d'Alain Leblanc) ont choisi d'ouvrir le film alors que s'achève une projection de *Jules et Jim*. L'hommage est sans aucun doute sincère, et sympathique de l'œuvre de l'interprète du *Dernier métro* et de *La Femme d'outre-mer*. Il n'en souligne pas moins le contraste entre le cinéma qu'il défend et incarné François Truffaut toute sa vie (y compris dans ses films tardifs) et le plat académisme dans lequel est coulé ce *Pont*.

IN SIGNIFICANCE CONVENUE
Il suffit de voir Carole Bouquet à vélo et de se souvenir de Jeanne Moreau dans *Jules et Jim* (ou Bernadette Lafont dès le premier court-métrage de Truffaut, *Les Misons*) pour voir l'évidence - une fille à vélo, au cinéma, ça ne trompe pas. Entre la vitalité rayonnante, sensuelle et dynamique de naguère et l'insignificance convenue d'aujourd'hui, la comparaison

est aussi cruelle qu'éclairante. Aussi significative que le contraste entre la singularité troubante du triangle composé en 1961 par Catherine, Jules et Jim et le conformisme du couple composé en 1999 par Mina, Georges et Matthias. Ce qui fait que, très vite, on ne se demande plus qu'une seule chose : pourquoi Gérard Depardieu a-t-il voulu faire ce film-là ?

Lui-même répond : pour la femme qu'il aime. Il n'y a aucune raison de ne pas le croire. Il a même en extrême modifié la fin du film pour ne pas faire mourir Mina (*Le Monde du 24 mars*). Pourtant, tandis que Carole Bouquet, tout comme Charles Berling et Dominique Reymond, exécute irréprochablement son travail, le film répond autre chose : pour lui, pour l'acteur Depardieu. Cela devient une sorte de problème de maths absurde. Soit Gérard Depardieu dans le rôle de Georges, ajoutez-y un adultere, les Ponts et Chausées, la Normandie, Flaubert, Truffaut, la campagne, des dialogues très bien écrits, les « trente gloires », le triomphe des classes moyennes sur le prolétariat comme classe porteuse d'avance, Carole Bouquet qui fait la vaisselle, des plats de tomates amoureuse, soignés et la mémoire de Jacques Anquetil dûment évoquée. Total de l'opération : Gérard

Depardieu dans le rôle de Georges.

Parce que Depardieu, sous quelque angle qu'on prenne l'affaire, est un acteur exceptionnel. Et que le fait de jouer ici sous sa propre direction semble le dispenser de « faire du Depardieu », pour le laisser chanter en sourdine sa propre et délicate musique, et que c'est tout bonnement magnifique. Toute l'émotion est là, dans une mélancolie discrète qui malheureusement n'épouse jamais le film. Cette mélancolie vient de ce que Georges, on le connaît et on le reconnaît : c'est celui que campa vingt fois Jean Gabin avant guerre et plus personne depuis. Si le film se passe dans les années 60, c'est sans doute que cette époque est celle de la défaite consumée, sans qu'on s'en rende compte aussitôt, d'une idée du monde où le peuple avait la gueule du Lanterne de *La Bête humaine* et du François du *Jour se lève*.

Cette époque-là avait l'usage d'un acteur du calibre de Depardieu, ce qui n'est plus certain aujourd'hui. Cette idée hante imperceptiblement le film, faisant regretter plus encore que cet ouvrage d'art sans pont ni rive ne sait rien faire partager de ce qu'il avait entrepris de conter.

jean-michel frodon

NOUVEAUX FILMS

PETITS FRÈRES

■ Très vite, on comprend que Jacques Doillon tente une opération audacieuse : prendre de vitesse à la fois son propre passé de cinéaste-trébuchet de l'intime et le socio-ciné des barbelées. Il choisit une réalité effectivement passionnante, celle des enfants (ou dit « préadolescents ») - avec les meilleurs compétents - avec les moins bons. L'auteur d'*Un sac de billes*, de *La Drôlesse* ou *La Vie de famille* ou du *Jeune Werther* manifeste naguère un tact incontestable. Par leur rapport particulier aux règles sociales, leur langage, leur imitation décalée des grands, les gamins des cités constituent un complexe et troublant questionnement de la réalité sociale, davantage que les bandes plus âgées. Tout de suite, on se dit que Doillon a raté son coup, tant est pénible l'affectation des scènes d'exposition où la jeune Tolia, partie de chez elle avec sa chienne blébont disparue, s'installe au milieu des gosses de la cité sans savoir qu'ils ont volé son pitbull. Puis, peu à peu, à force d'attention, de justesse dans le regard porté sur les individus, de finesse dans les coups de barre imposés au récit, il semble que le film, profitant au mieux de la présence de ses jeunes acteurs, va finalement

passer entre les gouttes du naturalisme et de l'artifice. Jusqu'à ce que le réalisateur décide finalement de célébrer leurs noces, au cours d'une séquence rappelant le « réalisme poétique » d'un autre aïe, cette poésie des fabourges fabriquée et surannée dans laquelle le film se fourvoie comme en un cul-de-sac.

J.-M. E.

Film français de Jacques Doillon. Avec Stéphanie Toully, Béatrice Serafou, Mustapha Goumane, Nassim Izem, Rachid Mansouri, Demba Goumone. (1 h 32.)

DOCTEUR PATCH

■ Saisi par la vocation, un dépressif décide de consacrer sa vie aux autres. Il sera médecin. Face à la dépersonnalisation des hôpitaux, il choisit d'accorder une attention particulière aux patients en les faisant rire et en les traitant en êtres humains plutôt qu'en objets d'expérience ou en anonymes. Filmé par Tom Shadyak, spécialiste des grosses machines au service des stars (Jim Carrey, Eddie Murphy ont déjà tourné sous sa direction), *Docteur Patch* met en scène l'encombrant Robin Williams dans un récit entièrement calqué sur celui du *Cercle des poètes disparus*. L'école est remplacée par l'hôpital, le scénario alterne la comédie et le

drame, intègre un moment dépressif (une mort inattendue) avant de culminer dans un final catartique qui marquera le triomphe du héros face aux éléments les plus pomés de l'establishment. Tout comme dans le film de Peter Weir, la démagogie du projet n'empêche pas de constater que le personnage principal, loin de s'opposer radicalement à l'ordre social, lui procure le supplément d'âme (là c'était l'amour de la poésie, ici c'est une sage loutouerie) nécessaire à sa reproduction.

J.-F. R.

Film américain de Tom Shadyak. Avec Robin Williams, Monica Potter, Daniel London. (1 h 35.)

COURS, LOLA, COURS

■ Si ce film, qui a obtenu un énorme succès en Allemagne, durerait trente minutes, il serait un très convaincant exercice de virtuosité : sur le principe toujours efficace du comté à rebours (l'héroïne dispose de vingt minutes pour trouver les 100 000 marks qui sauveront la vie de son amoureux), Tom Tykwer multiplie les figures de style : travaille la narration, le cadre, les couleurs et le rythme avec un brio incontestable. Et son interprète principale mérite tous les éloges. A la sortie d'une école de cinéma, on lui accorderait sans hésiter son diplôme, en l'instant à faire désormais un film. Mais voilà que, encore plus essoufflée que Lola au bout d'une demi-heure de course, il s'arrête et... recommence de l'écouter. A la sortie d'une école de cinéma, on lui accorderait sans hésiter son diplôme, en l'instant à faire désormais un film. Mais voilà que, encore plus essoufflée que Lola au bout d'une demi-heure de course, il s'arrête et... recommence de l'écouter.

J. M. E.

Film français de Gérard Pullicino. Avec Michel David Rothman, Maria de Medeiros, Tchéky Karyo. (1 h 35.)

LES AMANTS DU CERCLE POLAIRE
■ C'est un film sur le hasard et la prédestination, une histoire d'amour fou, qui, de l'origine à la mort, suivrait deux êtres que le destin réunit et sépare tout à la fois. Ils s'appellent Otto et Ana. Il sont élevés ensemble et leur trajectoire s'achèvera dix-sept ans plus tard, quelque part sur le cercle polaire, après que le récit aura emprunté tour à tour, en de multiples et savants chevauchements, le point de vue de l'un ou de l'autre. Le hic, c'est que rien n'échappe ici à l'implacable nécessité scénaristique, à l'impératif du tout-signifiant, et au diktat galvaudé de la poétisation du monde, qui finissent par enserrer personnages et événements dans le cercle étouffant du maniérisme.

J. M. E.

Film espagnol de Julio Medem. Avec Nahuza Nimri, Fele Martínez, Nanci Novo. (1 h 20.)

BABEL

■ Gérard Pullicino (producteur à la télévision et réalisateur de clips) a tenté pour son premier long-métrage de cinéma de donner vie à une légende enfantine. Celle-ci est inspirée du célèbre épisode biblique de la tour de Babel, dont le réalisateur imagine un prolongement à l'aube du XXIe siècle. Le peuple des Babels, sympathiques créatures vivant sous terre, est chargé de protéger la planète contre la folie des hommes. Il ten-

terà d'empêcher, avec l'aide d'un petit garçon prénommé David, un affranchi sans scrupule, Nemrod, de s'emparer d'une pierre qui lui permettrait de devenir le maître du monde. Tourné pour un budget important en deux versions (anglaise et française) et doté de nombreux effets spéciaux, ce film ne ressemble pourtant à rien, même pas à du cinéma. C'est une succession de « temps forts » et de vaine agitation, constituée de plans qui ne dépassent jamais cinq secondes et d'acteurs condamnés à demeurer virtuels. Resucée pathétiquement des grandes sagas fantastiques américaines à la Lucas ou à la Spielberg, *Babel* est une sorte de remake de l'épisode dont il s'inspire : à l'âme de la mondialisation hollywoodienne, une utopie qui a tourné à la malédiction. *Jacques Mandelbaum*

Film français de Gérard Pullicino. Avec Michel David Rothman, Maria de Medeiros, Tchéky Karyo. (1 h 35.)

LES AMANTS DU CERCLE POLAIRE

■ C'est un film sur le hasard et la prédestination, une histoire d'amour fou, qui, de l'origine à la mort, suivrait deux êtres que le destin réunit et sépare tout à la fois. Ils s'appellent Otto et Ana. Il sont élevés ensemble et leur trajectoire s'achèvera dix-sept ans plus tard, quelque part sur le cercle polaire, après que le récit aura emprunté tour à tour, en de multiples et savants chevauchements, le point de vue de l'un ou de l'autre. Le hic, c'est que rien n'échappe ici à l'implacable nécessité scénaristique, à l'impératif du tout-signifiant, et au diktat galvaudé de la poétisation du monde, qui finissent par enserrer personnages et événements dans le cercle étouffant du maniérisme.

J. M. E.

Film espagnol de Julio Medem. Avec Nahuza Nimri, Fele Martínez, Nanci Novo. (1 h 20.)

TROIS PONTS SUR LA RIVIÈRE

■ Un PONT ENTRE DEUX RIVES
Lire ci-dessus

COOKIES FORTUNE

Lire page 36

L'ÂME SEURE

Lire la critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition.

SORTIR

PARIS

M. Tornes. Les 7 et 8, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 30 F à 290 F.

Jean Guidoni

Le chanteur-acteur Jean Guidoni a repris sa collaboration avec le parolier Pierre Philippe, qui avait fait les belles heures de son répertoire. Guidoni, c'est d'abord une voix, une superbe présence en scène. Un art de chanter, de changer de masque, de boucler les habitudes et de refuser le consensus. *Fin de siècle*, le nouveau spectacle, évoque des moments de bouleversement : *Pétain* (*Le Bon Berger*, de Pierre Philippe), *Charonne* (*Voluptés d'Orient*, de Juliette), *Toulon*, ville de naissance du chanteur.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris-16. *M. Odéon*. Du 7 avril au 9 mai. *Du mardi au vendredi à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 70 F.*

Orchestre de Paris

Sylvain Cambreling aurait parfaitement pu être nommé directeur musical de l'Orchestre de Paris comme il pourrait l'être de l'Orchestre philharmonique de Radio France.

Grand chef, doublé d'un intellectuel, qui reflète à son art au moins autant qu'aux œuvres qu'il programme, il passe de temps en temps à Paris. Et finalement si peu souvent qu'il vaudrait mieux ne pas manquer son retour à la Salle Pleyel.

Berlioz : *Harold en Italie*. Messiaen : *Un vitrail et des oiseaux*. Debussy : *Le Martyre de saint Sébastien*. Bourneuf (alto), Yvonne Loriod (piano). Sylvain Cambreling (direction).

Faust (*Le Divan du monde*, 75, rue des Martyrs, Paris-9). M. Pigalle. Les 7, 8 et 9, à 20 h 30. Tél. : 01-44-92-77-66. 80 F.

Publicité

NANTERRE

Nikolaï Gogol / Matthias Langhoff

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

« C'est cru, violent et drôle. » *Les Inrockuptibles*

« Stimulant, barrant de clins d'œil et de cocasserie. » *L'Express*

« Matthias Langhoff sait l'art de maintenir en éveil. On en sort KO. » *Télérama*

ACTUELLEMENT / 01 46 14 70 00

GUIDE

REPRISES CINÉMA

L'Ecureuil rouge de Julie Medem. Espagnol, 1993 (1 h 50).

Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

Vacas de Julie Medem. Espagnol, 1991 (1 h 50).

Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-65).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 06-68-68-78 (2,23 F/mn).

VERNISAGES

Ida Barbirolo, Zorba Music

Galerie Marivain, 12, rue d'Alger, Paris-1^e. M^e Tulleret. Tél. : 01-42-96-57-96. Du 9 h 30 à 12 h 30, de 14 heures à 18 h 30 ; vendredi de 10 heures à 12 h 30 ; samedi de 10 heures à 18 heures à 18 heures. Ferme dimanche et lundi. Du 7 avril au 16 juillet. Entrée libre.

Andrew Mansfield

Galerie Anne-de-Villepoix, 11, rue des Tournelles, Paris-1^e. M^e Bastille. Tél. : 01-42-78-22-24. De 11 heures à 19 heures. Ferme dimanche et lundi. Du 7 avril au 12 juillet. Entrée libre.

Le Fidji de chasse de Reverdy. Lionel Peintre (Yousuke Mima), Brigitte Desnoes (Mildor), Françoise Masset (Saïkô), Maja Pavlovska (Shoko), Ensemble ZéZin, Ami Flammer (direction), Mireille Larroche (mise en scène).

Péniche Opéra, 42, quai de la Loire (bassin de La Villette), Paris-19. M^e Jardins. Le 7, à 21 heures. Tél. : 01-53-38-49-49. De 80 F à 150 F. Jusqu'au 18 avril.

EN VUE

■ La ville de Harare, au Zimbabwe, sans ressource pour pomper le méthane, attend impuissante l'explosion de sa décharge municipale, en raison du gaz qui s'accumule en dessous.

■ Le Foreign Office révèle : en 1997, avant d'exporter vers Belgrade du matériel militaire, le gouvernement britannique s'était assuré que l'armée yougoslave ne l'utilisera pas à de « mauvaises fins ».

■ Mardi 6 avril, au poste-frontière de Mouri, Fazile Teta, Albanais entré clandestinement en Grèce, a été tué, selon la version officielle, par un ricochet vertical, un soldat ayant « tiré en l'air ».

■ La Finlande accepterait de recevoir « une cinquantaine de réfugiés ». A leur seuil, Paray-le-Monial, gros bourg de Saône-et-Loire, accueillera « temporairement » deux familles déportées du Kosovo.

■ Mardi 2 mars, à Torre Minervino, près d'Otrante, en Italie, les carabinieri mettaient plus de trois heures pour évacuer par la mer deux cents Kurdes, Kosovars et Albanais prisonniers d'une falaise, abandonnés par des passeurs sur une grève.

■ Devant la Haute Cour de justice de Londres, les habitants de Diego Garcia, petite île britannique de l'océan Indien cédée à l'armée américaine à la fin des années 60, transférés depuis sur l'île Maurice, dont ils étaient originaires, « nostalgiques, déprimés et suicidaires », demandent à rentrer chez eux.

■ Récemment, au Tadjikistan, neuf personnes sont mortes ensevelies dans le puissant profond qu'elles avaient volontairement creusé à la recherche d'un trésor.

■ Un tribunal jordanien vient de condamner à neuf mois de prison ferme, pour « crime d'honneur commis dans un moment de colère extrême », Fayez Mahmoud, qui, après avoir fait sortir sa fille du commissariat où elle s'était réfugiée, l'avait égorgée dans un parc près d'Amman.

■ Deux Japonais se sont volés avec le sourire l'appareil qu'ils lui ont confié pour les prendre en photo, à Cannes, sur la Croisette, devant la mer : mardi 6 avril, Yazid Nanouche, est condamné à dix-huit mois de prison ferme.

■ Un exhibitionniste espagnol a été arrêté, vendredi 2 avril, au cours de la semaine sainte à Cuenca, pendant la procession du « chemin du Calvaire », au moment où, profitant de la ferveur religieuse, il se dépouillait de son dernier linge.

■ Anthony Cardone, Canadien, est mort d'un choc anaphylactique à Fondi, en Italie, le jour de Pâques, en mangeant un œuf en chocolat.

Christian Colombani

« Liaisons sociales Magazine » veut élargir son public

Le mensuel, qui, jusqu'à présent, n'était diffusé que par abonnement, est désormais mis en vente dans les kiosques. La rédaction veut ainsi « combler un vide » en matière d'informations sociales

AVENIR des retraites, 35 heures, couverture maladie universelle, les questions sociales occupent à nouveau une place prépondérante dans l'actualité. L'offre publique d'échanges lancée par la BNP sur la Société générale et Paribas ne viendrait pas de donner lieu à une première, l'engagement de la BNP inscrit noir sur blanc dans la note de la Commission des opérations de Bourse (COB), de ne pas procéder à des licenciements dans le cas où les trois banques fusionneraient ?

Convoitée du caractère durable de l'importance prise par les questions sociales, les dirigeants de *Liaisons sociales* ont décidé de vendre en kiosque à partir du vendredi 2 avril le mensuel *Liaisons sociales Magazine*. Jusqu'ici, ce journal, créé

en 1984, n'était diffusé que par abonnement. Son lectorat était constitué de responsables des ressources humaines, consultants, syndicalistes et fonctionnaires du ministère de l'emploi. « Observez bien les rayons des marchands de journaux. Vous avez l'embarras du choix dans la presse économique et financière. En revanche, rien, ou presque rien, pour vous informer sur le social. Un vide que *Liaisons sociales Magazine* entend combler, en s'offrant désormais en kiosque », explique le rédacteur en chef, Denis Boissard.

Au sommaire de ce numéro, un dossier comparant les situations entre les secteurs public et privé qui s'appuie sur huit cas concrets : deux infirmières, deux conducteurs de bus, deux retraités et même deux

syndicalistes, appartenant respectivement à l'un et l'autre des secteurs. Le bilan est sans appel : « So-

laires, stabilité de l'emploi, durée du travail, retraites, pouvoir syndical. Le fossé s'élargit entre les salariés du privé et ceux du secteur public. Au détriment des premiers », remarque le journal.

BILL CLINTON ET LES RETRAITES
Décidément fêtu de comparaisons, le journal étudie, dans un autre article, les situations d'EDF et d'un de ses homologues allemands : RWE. Les chiffres se passent de commentaires : EDF emploie 117 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 185 milliards de francs (28,2 milliards d'euros) alors que, pour un chiffre d'affaires d'environ 75,5 milliards de francs, RWE n'emploie que... 19 000 salariés. Le pari de *Liaisons sociales Magazine* étant

d'intéresser 10 000 nouveaux lecteurs tout en gardant les 30 000 abonnés, la rédaction fait alterner les sujets grand public, comme ces « portraits de femmes au travail la nuit dans l'industrie » ou le dossier sur la reconnaissance des acquis professionnels, et d'autres plus spécialisés, que la publication s'efforce de vulgariser. C'est ainsi que le journal explique, reportage à l'appui, le plan que Bill Clinton vient d'annoncer pour sauver les retraites américaines. « *Lionel Jospin* fait tout de s'inspirer du volontarisme de Bill Clinton en la matière », note François Charpenier, qui remarque qu'outre-Atlantique aussi « on revient toujours à cette opposition entre répartition et capitalisation ».

Outre les signatures de ses journalistes, *Liaisons sociales* ouvre ses colonnes à des experts reconnus : Bernard Brumbe et Raymond Soulé, consultants après avoir été conseillers sociaux à Matignon, Catherine Barbaroux, directrice générale de l'Institut Entreprise et Personnel, ainsi qu'au juriste Jean-Emmanuel Ray.

En 1947, d'anciens résistants avaient innové en créant *Liaisons sociales*, un bulletin quotidien qui se revendiquait « équidistant » entre le patronat, les syndicats et l'administration. Un demi-siècle plus tard, leurs successeurs tentent un nouveau pari : celui d'intéresser un large public à ces questions qui ne relèvent plus des seuls spécialistes.

Frédéric Lemaître

DANS LA PRESSE

RFI
Dominique Burg

■ La France est plus décidée que jamais à poursuivre l'action militaire contre le régime serbe. Sa position a même gagné, hier, en clarté... Pas un battement de cil, pas un soupçon, pas un signe d'hésitation chez Jacques Chirac. Simplement un peu plus de gravité et de solennité dans le propos. La même solennité qui régnait quelques heures auparavant et comme jamais depuis le début de cette guerre dans l'hémicycle. Là c'est le premier ministre qui s'exprimait sur le conflit. Mêmes mots, même arguments, mêmes objectifs, même détermina-

tion, que ce soit sur les opérations militaires ou sur la question des réfugiés. Lionel Jospin et Jacques Chirac sont toujours d'accord... La cohabitation est un mauvais système, elle relâche la prise des décisions, elle les rend suspectes ou obscures. Mais elle vient de révéler une vertu insoupçonnée, en tout cas hypothétique, son efficacité en période de crise grave. La cohabitation est aujourd'hui une force, un formidable outil de cohésion nationale.

FINANCIAL TIMES
■ Le transfert depuis la Macédoine des réfugiés du Kosovo a bien mal commencé. Certains réfugiés ont été poussés de force par la police

locale dans des avions en partance pour des lointaines destinations, comme la Turquie ou la Norvège, alors même qu'ils ne voulaient pas être séparés de leurs familles. Ce spectacle misérable a donné d'une opération qui devait être humanitaire pour l'OTAN, l'image d'une autre déportation. Il a aussi conforté l'impression d'une grande impréparation des Occidentaux face à cette crise des réfugiés.

LE TEMPS
Alain Campiotti

■ Comment l'Alliance s'en sortira-t-elle ? Les Russes ne se trompent sans doute pas quand ils annoncent une offensive terrestre dans quinze jours... Si celle-ci a pour but de

créer une poche de sécurité pour les Kosovars chassés de leurs villages, elle devra avoir aussi les moyens d'occuper la province. Jusqu'où ? Aux deux tiers pour enfermer le partage dont on parle dans les deux camps ? Possible, mais ce sera en contradiction avec le refus proclamé des chartes territoriales. Occuper alors tout le Kosovo ? C'est l'hypothèse la plus proche des buts des alliés : les Albanais organiseraient leur gouvernement sous protectorat militaire. Mais les Serbes ne tarderaient pas à revendiquer pour eux, en Bosnie, ce qu'on aurait admis au Kosovo pour les Albanais : une recréation de frontière dans les faits. On ne verra pas de scénario moins noir.

SUR LA TOILE

TRUCAGE

■ Le Likoud, parti du premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, a protesté contre la présence sur le site Web du Parti travailliste d'une photo truquée montrant M. Nétanyahou nu. Dans un communiqué, les travaillistes ont tenu à minimiser l'incident : « Il s'agit d'une photo, parmi des milliers d'autres et des caricatures, dans une sous-rubrique du site. » (AFP)

HAUT DÉBIT

■ France Télécom va tester son nouveau service de connexion Internet à haut débit via satellite auprès de 250 clients privés et de 70 écoles, à Beauvais, Compiègne, Quimper et Vannes. L'abonnement sera de 301 francs par mois. (AFP)

VENTE AUX ENCHÈRES

■ Amazon.com, leader mondial de la vente de livres sur Internet, a ouvert un nouveau site permettant aux particuliers d'acheter et de vendre aux enchères des articles tels que livres rares ou dédicacés, disques de collection, antiquités, etc.

Christophe Labbé
et Olivia Recasens
www.amazon.com

www.ladocfrancaise.gouv.fr

La Documentation française sur le Web, en textes et en images



riés, mais, selon Thomas Rouan, responsable du site, « un rapport a été particulièrement plébiscité par les internautes : celui consacré à la spoliation des juifs sous l'Occupation, qui a passé la barre des 2 500 téléchargements ». Toujours en matière d'information ci-

toynne, le site affiche, dans sa partie « Annuaire », l'organigramme détaillé des principaux partis politiques et organisations syndicales.

Par ailleurs, il héberge une boutique électronique, où l'on peut commander en ligne tous les titres

du catalogue de La Documentation française, soit 1211 numéros de revues et 1 369 ouvrages, expédiés aux clients par La Poste. Parmi les meilleures ventes, le répertoire de l'administration française, véritable Who's Who de la fonction publique. « Seulement 2 % des commandes s'effectuent directement par Internet », indique M. Rouan. Mais, pour accélérer le mouvement, nous allons installer avant la fin de l'année un système de paiement sécurisé. Ce sera une première pour un site de service public

français. »

Le prochain grand chantier de La Documentation française en ligne sera l'enrichissement de sa rubrique d'archives photographiques. Le site accueillera bientôt une version numérique de ses trois grandes photothèques, contenant plusieurs dizaines de milliers de clichés hérités des administrations coloniales françaises, du gouvernement de Vichy et de la France libre.

C. Labbé et O. Recasens

Mémoires d'une sentinelle

par Alain Rollat

LA FORCE de l'âme existe. Je l'ai rencontrée sous une tente, à la frontière du Kosovo. Elle pleurait au chevet d'un enfant albanais. Je campais, croisé en l'air. J'étais non-violent. Je crovais l'être. Je voulais l'être. Je m'étais fabriqué une armure confortable : ni moralisme impuissant ni pacifisme débile. Je n'acceptais qu'une seule force. Celle-là, justement : la force de l'âme. Ses larmes m'ont désarçonné. L'enfant, altié, fiévreux, sanglotait. Penché sur lui, elle lui caressait le front du revers de la main. Elle portait le brassard de Médecins du Monde. C'était une jeune femme aux traits fins, cheveux bruns, coupés courts, prénomée Anne-Marie. Je n'oublierai jamais son regard profond comme un gouffre. Il m'en a plus appris que tous mes livres sur les forces démoniaques qui écrasaient, démolissaient, massacraient les créatures.

Cet enfant kosovar avait dit. Il s'agissait comme un possédé. Elle ne parvenait pas à le calmer. Il semblait aux prises avec un invisible monstre. Elle racontait son histoire. Quand les militaires serbes étaient arrivés chez lui, il était caché dans une cave en compagnie des siens et de trois autres familles. Les militaires avaient tiré. Le monstre avait été tué. Sauf lui, blessé au bras, et sa petite sœur, indemne. Les militaires, avant de partir, avaient mis le feu à la maison. Il avait essayé d'en sortir en emmenant sa petite sœur. Mais il souffrait d'une fracture ouverte. Il n'avait pas pu tirer sa petite sœur hors du brasier. Elle racontait cela en essayant de cacher ses larmes à la caméra de France 2. C'était la première fois que je voyais une si belle force d'âme dans la nudité de l'impuissance.

Mon destin a voulu que je la rencontre quelques instants après

Abonnez-vous au *Monde* pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE *MONDE*, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 92646 Courbevoie Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€/par mois) par prélèvement automatique.

Q.M. □ Mme Prénom : ...
Adresse : ...
Code postal : ... Localité : ...
Offre valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements

I'autorise l'établissement à débiter mon compte à effectuer sur ce dernier les prélevements pour mon abonnement à *Le Monde*.
Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.
Date : ...
Signature : ...

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.
Le Monde (USPS-008779) is published daily for 8 882 per year. *Le Monde* 21, av. du Général-Leclerc 92646 Courbevoie Cedex, France, periodicals postage paid at Champaign, IL, U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to 1600 N. Clark St. 15th Fl., Chicago, IL 60614. ISSN 0242-2616
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3030 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach, VA 2346-2899 USA - Tel. 800-420-00-00

مكتبة من الأصل

HORIZONS-ANALYSES

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 7 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs, *Le Monde Magazine*, Didier Erlich. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief, *LCI*.
20.00 20h Paris Première. Invité : Kent. Paris Première
20.10 Le Talk Show, *LCI*.
20.15 Droit de cité. Le plus beau métier du monde ? *RTBF 1*.
20.40 Quelle paix pour les Balkans ? *Arte*.
20.50 Des racines et des ailes, *Illustration : des murs contre l'exclusion*, Valérie Andreieff. *France 3*.
21.05 Un peu de tout. *TV 5*.
22.45 Ce se discute. *Homosexualité féminine : lorsque la clandestinité ?* *France 2*.
23.25 Un peu de tout. *TV 5*.
0.10 Génération Albatos, *France 3*.
0.50 Le Canal du savoir, *Osmane Sow*, *sculptures*. *Paris Première*

DOCUMENTAIRES

20.35 Votre dangerusement. *Planète*.
20.55 Lorsque l'enfant paraît. *Téva*.
20.55 Le Pays des boudoirs d'or. *Odyssee*

TELEVISION

CANAL +

17.45 *Rex The Runt*. Une nouvelle série animée, drôle, acide. Issue des studios britanniques Aartman, spécialisés dans l'animation en pâte à modeler, *Rex The Runt* (« Rex l'avorté ») montre une bande de chiens aux travers humains. Dans leur pavillon de banlieue, Rex, Bob, Wendy et Vince reviennent de célébrité, mais passent leur temps devant la télé. Cette série désolante porte la signature de Richard Goleszowski.

FRANCE 2

20.55 *Charlotte, dite Charlie*. Charlotte à quinze ans, elle est jolie. Ses parents ne voient pas que leur fille est en proie à un mal-être. Ce téléfilm subtil, réalisé par Caroline Huppert, et écrit par Colo Tavernier O'Hagan, aborde, en dehors des codes de la fiction télé, un sujet d'ordinaire peu maladroitement traité : l'homosexualité féminine. Déjà diffusé en 1995, il sera de prologue à un débat du magazine « Ça se discute ».

GUIDE TÉLÉVISION

DOCUMENTAIRES

21.20 La conquête spatiale, pour qui faire ? *Forum Planète*.
21.35 et 23.05 Débat : *L'Asco, cette drogue !* *Arte*.
23.30 Un jardin dans la tête. *Forum Planète*

MAGAZINES

10.40 Attentat sur images. La guerre au 20 heures. Avec Pauline Courteau d'Avor. *La Cinquième*.
13.05 *Suivez-le*. Nulle part le fait du jour. Perdu de vue. Les nourritures terrestres. *TV 5*.
13.20 On s'occupe de vous. *France 3*.
14.20 20h Paris Première. Invité : Kent. *Paris Première*.
14.30 La Cinquième rencontre... Justice, sociale : La crise de l'autorité. Invité : Denis Salas. *La Cinquième*.
16.55 Zapping Zone, *Disney Channel*.
17.00 Les dernières du cinéma-hall. *Ante Cineplex*. Jacques Brel. *Paris Première*.
18.00 Stars en stock. Grace Kelly, Tony Curtis. *Paris Première*.
18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Jacques Doillon, Brigitte Fontaine ; Katherine Pancol ; Michel Tippett. *Odyssee*.
19.15 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. *LCI*.
20.00 20h Paris Première. Invité : Alain Madelin. *Paris Première*.
20.05 *Tamara* présent. Béthnal : aurope d'un massacre. Les méthodes du privé débarquent à l'Etat. La série d'images : Le grand populaire. *TSR*.
20.55 Envoyé spécial. La guerre au Kosovo, les réfugiés. Trafic de femmes. *Les fous du village*. *France 2*.
22.40 Faculté. Spécial David Hockney. *TSR*.
22.50 Si vous étiez... *Musique Américaine*. *Paris Première*.
23.05 France Europe Express. Les retrouvailles, un casse-tête européen ? Commission européenne, parlement européen : vers une redistribution des pouvoirs. Invité : Alain Madelin. *France 3*.
23.20 Si l'ose écrire. Monstres et démons. *RTBF 1*.
23.30 Le Club. Invité : Sidney Lumet. *Ciné Classique*.
0.55 Des racines et des ailes. Illustration : des murs contre l'exclusion. *Valérie Andreieff, Les nouveaux grands-parents*. *France 3*

TELEVISION

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Octobre dans les Caraïbes, saison des pluies et des cyclones. Cuba attend louragan Mitch. Bernard Mangianti montre une foule « usée par les multiples épreuves de la survie quotidienne », qui rêve d'une vie « normale ». Quarante ans après une révolution qui a beaucoup fait rêver, on est passé d'une fiction en rouilles à une réalité en dollars ». Un carnet de route à ne pas manquer.

CANAL +

20.40 Chronique couleur du ghetto de Lodz. La photo d'un petit garçon, dont le regard effrayé trahit toute la tragédie de la Shoah, évoque l'horreur du ghetto de Varsovie. Rares témoignages visuels de ce ghetto où périrent près de 200 000 juifs, ces photos ont été retrouvées après guerre. Elles sont la base de cette Chronique couleur du ghetto de Lodz (FIPPA d'août 1998) réalisée par Dariusz Jablonski.

ARTE

23.30 La Veuve joyeuse. En 1924, Erich von Stroheim adapte le livret de l'opérette de Franz Lehár. Il n'en reste quasiment rien dans ce film, à la fois artistique et commercial... Les audaces visuelles et sexuelles passent comme lettres à la poste grâce à l'histoire d'amour contrariée et à l'interprétation de Mae Murray, émouvante. Arte présente une version restaurée avec nouvel accompagnement musical.

FILMS

21.45 Symphonie de l'au-delà. Chorégraphie : Jim Ryker. Musique : Max Steiner. Ps : le Newland Davis Theater, 3e Scène : Carroll Alida, Chise, Mary Hoben et l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Leonard Bernstein. Mezzo 22.15 Le Train des orphelins. Ecab : la province du vent. Odyssee Planète 22.30 La Legende de Joseph. Odyssee 23.15 La Vie des mouches. Jean Cocteau. France 1930, 110 min. C. Histoire 23.30 Sailor et Lulu. Mischa, R. Strauss. Par le Wiener Staatsoperettor et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Heinrich Hollensteiner. Mezzo 24.15 Dick Tracy. Warren Beatty. Réal. : Mark Rydell. Cinéstar 1 16.30 Napoléon. Jean Cocteau. France 1935, 110 min. C. Histoire 24.30 Les Granges brûlées. Jean Cocteau. France 1935, 110 min. C. Cinéma 1 25.30 Out of the Fog. Anatole Litvak. Etats-Unis, 1933, 80 min. C. Ciné Classics 26.30 Sailor et Lulu. R. Strauss. Par le Wiener Staatsoperettor et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Heinrich Hollensteiner. Mezzo 27.30 The Hit. Steven Peers. Canada-États-Unis, 1984, 110 min. C. Cinéstar 2 28.30 La Vie en face. Jean Cocteau. France 1933, 110 min. C. Cinéma 2 29.30 Star Trek, la nouvelle génération. Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 30.30 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 31.20 Le Caméléon. Bertrand Blier. France 1982, 110 min. C. Cinéma 2 31.25 Friends. La vie sous Castro. Canal Jimmy 32.25 Friends. La vie sous Castro. Canal Jimmy 33.20 La Chanson. Episode pilote (v.o.). Canal Jimmy 34.25 New York Police Blues. Coeur et ames (v.o.). Canal Jimmy 35.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 36.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 37.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 38.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 39.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 40.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 41.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 42.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 43.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 44.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 45.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 46.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 47.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 48.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 49.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 50.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 51.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 52.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 53.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 54.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 55.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 56.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 57.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 58.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 59.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 60.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 61.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 62.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 63.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 64.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 65.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 66.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 67.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 68.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 69.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 70.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 71.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 72.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 73.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 74.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 75.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 76.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 77.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 78.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 79.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 80.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 81.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 82.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 83.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 84.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 85.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 86.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 87.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 88.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 89.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 90.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 91.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 92.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 93.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 94.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 95.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 96.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 97.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 98.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 99.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 100.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 101.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 102.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 103.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 104.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 105.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 106.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 107.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 108.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 109.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 110.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 111.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 112.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 113.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 114.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 115.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 116.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 117.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 118.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 119.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 120.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 121.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 122.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 123.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 124.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 125.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 126.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 127.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 128.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 129.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 130.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 131.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 132.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 133.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 134.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 135.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 136.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 137.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 138.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 139.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 140.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 141.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 142.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 143.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 144.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 145.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 146.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 147.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 148.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 149.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 150.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 151.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 152.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 153.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 154.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 155.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 156.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 157.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 158.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 159.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 160.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 161.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 162.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 163.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 164.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 165.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 166.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 167.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 168.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 169.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 170.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 171.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 172.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 173.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 174.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 175.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 176.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 177.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 178.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 179.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 180.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 181.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 182.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 183.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 184.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 185.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 186.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 187.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 188.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 189.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 190.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 191.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 192.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 193.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 194.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 195.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 196.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 197.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 198.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 199.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 200.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 201.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 202.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 203.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 204.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 205.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 206.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 207.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 208.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 209.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 210.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 211.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 212.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 213.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 214.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 215.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 216.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 217.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 218.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 219.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 220.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 221.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 222.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 223.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 224.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 225.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 226.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 227.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 228.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 229.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 230.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 231.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 232.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 233.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 234.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 235.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 236.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 237.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 238.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 239.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 240.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 241.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 242.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 243.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 244.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 245.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 246.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 247.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 248.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 249.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 250.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 251.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 252.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 253.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 254.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 255.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 256.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 257.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 258.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 259.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 260.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 261.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 262.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 263.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 264.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 265.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 266.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 267.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 268.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 269.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 270.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 271.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 272.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 273.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 274.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 275.25 Star Trek. La pierre de C. Canal Jimmy 276.25 Star Trek. La

Milosevic tout court

par Pierre Georges

ON PARLE toujours trop vite. A peine Robert Hue s'était-il indigné devant les caméras du fait, selon lui, que les alliés aient écarté trop vite, d'un revers de la main, l'ambiguë proposition de trêve formulée par Belgrade que d'autres images, dans la continuité du journal télévisé de France 2 le démontaient : si trêve serbe il y a, au Kosovo, c'est surtout celle des cimetières, des convois et des abominations.

Ainsi que le raconte Alain Rollat dans sa chronique, le récit bouleversant et bouleversé d'une jeune femme, de Médecins sans frontières, dans un camp de réfugiés en Albanie, emportait tout : les convictions, les préventions, les précautions, tout ce système de défense immunitaire contre la possible propagande, contre une impressionnante et dangereuse sensibilité tenant lieu de juge-

ment. Il y a, à la télévision aussi, des moments de vérité qui en disent plus que les plus longs discours, de ces instants où l'on sait, où l'on sent que le vrai, l'indicible vrai, est là, à portée, raconté sans fard ni calcul, simplement dans la nécessité impérieuse de raconter. Les images mentent souvent. Ces images-là ne mentaient pas. Cette jeune femme-là ne mentait pas. Et il ne mentait pas, l'enfant, blessé et fracassé derrière elle, qui avait vu 19 des siens exécutés au Kosovo, seul témoin de sa propre apocalypse familiale.

Ces images-là, cette jeune femme-là, ce récit-là, on les prenait en pleine figure, en plein cœur, comme autant d'invités et d'urgences à choisir obligatoirement son camp. La guerre contre la barbarie ou la trêve avec les barbares. Dans la confusion, le trouble, les hésitations, les

crainches sont normales, et sont normalement partagées, d'avoir à choisir entre deux maux – la guerre et ses fléaux, la paix et ses crimes – cet instant-là de télévision possède d'un énorme poids, du poids de toutes les consciences : peut-on laisser faire cela ?

La réponse est évidente. Comme était évidente la parfaite et involontaire synchronisation entre ce reportage là-bas dans un camp albanais et les propos très durs, très fermes, très explicites sur le régime Milosevic tenus à l'Élysée, quelques instants auparavant, par le président de la République. Jacques Chirac a dit, avec des mots soigneusement choisis, ce qu'il entendait dire et signifier. Il a, et ce n'est pas un hasard évidemment, dénié, dans l'expression même, toute autre identité que criminelle au « dictateur » de Belgrade. Ce n'était plus « M. Milosevic » ou le « président Milosevic », mais « Milosevic » tout court.

Bien plus qu'un glissement sémantique, cette amputation de formule diplomatique ou de précaution d'usage montre que le président serbe était sorti, dans l'espérance de son homologue français, du champ des interlocuteurs possibles, pour relever déjà du Tribunal pénal international. Et tout dans le propos le confirma. « Les funestes desseins » de Milosevic, ses « crimes », sa « propagande », la « terreur » que font régner ses troupes. Jusqu'à et y compris ces mots : « La barbarie ne peut avoir le dernier mot. La justice doit passer. Et les criminels doivent rendre des comptes ». Les images venues d'un camp, là-bas en Albanie, ne dirent pas autre chose.

Un mandat d'arrêt contre Boris Berezovski est lancé par le parquet général de Russie

Le « Rasputine du Kremlin » était un des principaux soutiens de M. Eltsine

MOSCOU de notre correspondant Deux des plus fameux « oligarques » russes, ces barons de la finance et de la politique qui avaient organisé la réélection de Boris Eltsine en 1996, sont depuis mardi 6 avril sous le coup de mandats d'arrêt délivrés par le parquet général de Russie.

Boris Berezovski, un temps surnommé le « Rasputine du Kremlin », est accusé de « commerce ilégal et blanchiment d'argent ». Alexandre Smolenski, à la tête de SBS-Agro, deuxième banque du pays, est soupçonné de « détournements et fraudes bancaires ». Le premier est actuellement en France, le second serait en Autriche. Le parquet n'a pas exclu de demander l'aide d'Interpol.

Ces mandats d'arrêt ont été signés alors que le parquet fait l'objet de nombreuses batailles politiques opposant le Kremlin, la majorité nationalo-communiste de la Douma et, plus discrètement, le gouvernement d'Evgeni Primakov.

REVOCATION ET MENACES

Le procureur qui a fait signer les mandats, Mikhail Ratouchev, a été aussi démis de son poste par le procureur général par intérim, un fidèle à tout crin du Kremlin... La Douma devait se saisir mercredi du cas de Iouri Skouratov, procureur général, suspendu de ses fonctions, le 2 avril, par Boris Eltsine. Décidé à demeurer à son poste, M. Skouratov menaçait, mercredi matin, de rendre public les comptes en Suisse de « hautes personnalités ».

Le porte-parole du Kremlin a précisé que Boris Eltsine n'avait pas été informé de la décision de lancer un mandat d'arrêt contre Boris Berezovski. Ainsi culminerait l'affrontement entre l'homme d'affaires et le procureur qui a fait signer les mandats d'arrêt délivrés par le parquet général.

Mardi, Boris Berezovski, dans une interview à Interfax, a estimé que l'enquête du parquet était « un montage ».

à 100 %. « Nous sommes revenus au temps de la loi communiste », a-t-il ajouté, expliquant qu'il s'apprêtait à rentrer en Russie et à exposer de devenir tout « zèle politique ». Dans un autre entretien à l'hebdomadaire Moskovski Novosti, M. Berezovski déclare que « même les communistes sont moins dangereux que Primakov » et qu'il allait participer à la bataille par plusieurs enquêtes opportunités ouvertes par le parquet général.

M. Primakov pourrait en revanche

Deux informations judiciaires visent le conseil général de Corse-du-Sud

LE PARQUET de Bastia a ouvert, mercredi 7 avril, deux informations judiciaires contre X, visant la gestion du conseil général de Corse-du-Sud lorsqu'il était dirigé par José Rossi, ancien ministre (DL), actuel président de l'Assemblée de Corse et président du groupe Démocrate libéral à l'Assemblée nationale. Le procureur a estimé que des faits de favoritisme étaient apparus, entre 1996 et 1998, dans les marchés de transports scolaires. Près de 30 millions de francs (4,57 millions d'euros) auraient ainsi été attribués sans mise en concurrence. Par ailleurs, l'examen de la gestion des fonds du plan départemental d'insertion (PDI) aurait permis de faire apparaître des détournements de fonds publics. Les enquêteurs estiment que 6,85 millions de francs (1,04 million d'euros) destinés aux allocataires du RMI auraient été en réalité alloués par le conseil général, de 1995 à 1997, à des clubs sportifs et des associations en guise de subvention.

Initialement gérées par le parquet d'Ajaccio, ces deux affaires ont été transférées, le 19 mars, au pôle finance installé au tribunal de grande instance de Bastia. Les deux enquêtes préliminaires ne semblent pas avoir mis en évidence d'enrichissement personnel. Les pratiques dénoncées par la justice relèveraient, à ce stade des investigations, d'un système clientéliste de saupoudrage des aides publiques. Une troisième enquête menée sur les conditions dans lesquelles le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement avait prélevé la taxe départementale sur les permis de construire a été classée sans suite.

Afin d'éviter tout appel d'offres en matière de répartition des lignes de transports scolaires, le département de Corse-du-Sud a, semble-t-il, rédigé une centaine de conventions pour autant de destinations à assurer, avec 32 entreprises. Pour certains trajets, un premier car transportait les élèves et un second fonctionnait à vide, mais les deux sociétés étaient rémunérées. Selon les contrats d'exploitation, un accompagnateur devait être présent dans chaque car, ce qui paraît ne pas avoir été la règle, bien que ce service ait été payé. Interrogés sur ces pratiques, les services du département ont affirmé aux enquêteurs que ce système avait été mis en place pour ne « mécontenter personne ».

■ AVEC L'aval de l'état ■ Chargé de cogérer le dossier RMI au côté de l'état, le conseil général de Corse-du-Sud aurait déboursé une partie des sommes destinées à financer les actions d'insertion ou de prévention et les auraient utilisées pour soutenir financièrement des clubs sportifs ou des associations. Ainsi à titre d'exemple, au mois de mai 1997, les dettes fiscales d'un club de football – le GFCOA, ou « Gazelec » d'Ajaccio – ont pu être apurées grâce à une subvention de 300 000 francs du département versée au titre « des actions de prévention à caractère culturel et sportif ». Sur le document attestant de ce versement, daté du 14 mai 1997, figure un tampon au nom du président du conseil général, José Rossi. Soucieux de démontrer que ces dysfonctionnements n'auraient pas pu exister sans l'aval des autorités de l'état et de ses représentants, M. Rossi avait précisé, dans un communiqué publié en septembre 1998, le système mis en place : « C'est en toute transparence que depuis 1995, le comité départemental d'insertion, coprésidé par les préfets successifs [Jacques Coeffe et Claude Etignac] et par le président du conseil général [José Rossi] a délibéré à l'unanimité chaque année, pour proposer l'affectation d'une somme d'environ 2 millions de francs à l'insertion sociale des jeunes en difficulté par le sport. »

Au cours des investigations préliminaires, les secrétaires généraux et préfets en poste au moment des faits ont été interrogés.

Jacques Follorou

Le n° 2 est paru.

En vente chez votre marchand de journaux.

Nouvelle édition / N° 2 / 24 F

Le Monde des DEBATS

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang contaminé

Fin de guerre en Algérie ?

Malaise dans la psychanalyse

Architecture : la France ringarde ?

Le nouvel ordre amoureux

Le Code + Travail 1999

Un nouveau format

Un CD-Rom

DALLOZ

DALLOZ RÉINVENTE LE CODE

http://www.dalloz.fr

Restez libre, cultivez votre sens critique.

35 heures.

On travaille moins mais mieux.

Le Code + Travail 1999

Un nouveau format

Un CD-Rom

DALLOZ

DALLOZ RÉINVENTE LE CODE

http://www.dalloz.fr

مكتبة من الأصل